



Cadrer la désinformation, promouvoir la pensée critique : usages et mises en œuvre dans les Rencontres de l'Esprit Critique

Hugo LAGOUGE

Sous la direction d'Ilya KIRIYA

Laboratoire : GRESEC
UFR LLASIC

Département des Sciences de l'information et de la communication

Mémoire de master 2 | Science de l'Information-communication

Parcours : Communication, culture scientifique et technique

Année universitaire 2025-2026

Remerciements

Ce mémoire est, au fond, l'aboutissement d'un petit rêve : celui de reprendre les études, et d'aller au bout. À toutes les personnes qui ont rendu ce chemin possible, j'exprime ici ma gratitude.

À Mikaël Chambru, Marie-Christine Bordeaux et Benoît Lafon, je dois une reconnaissance particulière : merci pour l'accueil dans le master, et pour avoir construit un cadre exigeant, autour de la rigueur scientifique et de sa communication. Plus largement, merci aux autres étudiant·es du master CCST : malgré la brièveté de l'expérience, elle a été décisive pour me sentir assez légitime à persévérer dans cette nouvelle voie.

Sur un plan plus technique, merci à Lény pour m'avoir aidé à prendre en main IRaMuTeQ. Merci aussi à Pascal, Odile et Philippe pour leurs encouragements, qui ont compté à ce moment-là autour de ce logiciel et m'ont aidé à structurer ma démarche.

À mon encadrant Ilya Kiriya : j'ai été très heureux de cette rencontre dans la reprise d'études. Votre approche de l'économie critique des plateformes numériques, et ce regard extérieur qui déplace les évidences, m'ont fait avancer. Merci d'avoir permis une pluridisciplinarité réelle, tout en me recentrant quand il le fallait — avec justesse. Et je remercie d'avance les personnes qui prendront le temps de lire ce mémoire et d'en faire des critiques constructives, à commencer par le jury de soutenance.

Je remercie aussi celles et ceux dont les travaux ont nourri, même indirectement, la bibliographie et le cadre intellectuel de ce mémoire : Cyrille Bodin, Florian Dauphin, Sylvain Laurens, Bennett & Livingston, Ysé Vauchez (vraiment), et tant d'autres. Plus largement, merci à celles et ceux qui refusent le confort de la tradition pour rendre les sciences plus utiles : par des approches critiques (pédagogie critique, épistémologies féministes, etc.), vous déplacez les évidences, bousculez les cadres, et rendez la recherche plus utile au monde. Je rends aussi hommage aux chercheur·euses en SIC découvert·es plus récemment, dont les travaux gagneraient à être davantage connus. Issu de la sociologie, je garde enfin une gratitude forte pour les apports des sociologies critiques et de l'école de Francfort ; Usul et Alain Blanc, merci pour l'initiation, et pour tout ce que cela a rendu pensable.

À Pleen, merci pour l'idée du sujet, pour le stage, et surtout pour les conditions de travail — franchement optimales — dans lesquelles ce mémoire a pu être mené. Tu m'auras aidé à plus de niveau que je ne pourrais en citer ici. À travers le projet *Approches critiques*, je veux aussi rendre hommage aux "docteurs et doctresses de l'EC", ces personnes qui ont contribué à corriger une version trop naïve de ce que je croyais comprendre de la pensée critique à l'époque.

Je pense ici tout particulièrement à Gwen Pallarès : merci d'avoir mis des mots précis sur une distinction qui m'a ensuite structuré durablement — entre "paraître bon·ne vulgarisateur·ice", et, au contraire, proposer une didactique des sciences réellement représentative de ce que *font* les sciences. Merci aussi pour la patience et la générosité intellectuelle, même quand ce combat a eu un coût personnel important. À Kevin de Checchi, merci pour les conseils qui sont tombés au bon moment dans cette reprise d'étude/potentielle thèse. Et à Charlotte Barbier, que je cite tant dans ce mémoire : merci, profondément, pour tout ce que ce travail a apporté — intellectuellement, et humainement. J'espère pouvoir continuer à apprendre à vos côtés.

Grâce à vous toutes et tous, j'ai quand même eu cette idée folle de candidater en thèse ! Je ne sais pas de quoi demain sera fait, mais vous avez réalisé un petit miracle.

Je remercie aussi Richard Monvoisin, et le collectif Cortecs (passé comme présent) : vous avez porté une voix politisée là où elle était souvent absente. Dans le même esprit, merci aux membres — passés et présents — du collectif Zone d'Échange Méta-critique : malgré des moyens limités et un engagement parfois coûteux, vous avez fait vivre un débat intellectuel et critique indispensable, au sein d'un milieu qui se réclamait de l'esprit critique sans toujours en assumer les exigences. D'autres, enfin, ont joué un rôle plus discret au sein de plusieurs serveurs Discord : qu'ils et elles soient assurés-es que je ne les oublie pas. Merci aussi à celles et ceux avec qui j'ai passé du temps aux REC : Sereb, Alex, Yohann, Lyla, Margot, Bastien, Peter, Nicolas et les autres. Vous avez contribué à me faire passer un moins mauvais moment, là où ça aurait pu être bien pire. Merci Willy Lafran pour avoir joué le jeu comme très peu d'organiseurs auraient joué le jeu, j'espère que ce travail sera utile à l'avenir.

Aux camarades de Skeptikon, merci également. Les discussions, les vidéos, les crises qu'on a traversées ensemble, ont imprégné ma manière de penser la circulation de l'information et ce qu'il faut vraiment combattre — notamment la mainmise de certains groupes sur notre environnement informationnel. Ce mémoire, et ce qui vient après, vous doivent quelque chose. C'est aussi le cas pour les membres de Mythodologie. Je suis extrêmement fier d'avoir contribué à créer cette association, et d'y avoir trouvé une autre manière de faire de la vulgarisation à la pensée critique, avec exigence et chaleur humaine. Marina et Aurèle en particulier, merci : pour les remises en question, les cheminements, et pour m'avoir retenu au moment où j'aurais pu être dégoûté de ce milieu. Merci à vous et aux autres membres, pour cette gentillesse essentielle et, très simplement, pour m'accepter comme je suis.

Et puis il y a le terrain moins académique, sans lequel rien n'aurait tenu. Merci à ma famille, notamment mes parents, mes grands-parents et ma sœur. Sans votre soutien, rien n'aurait été possible et vous le savez ; ce mémoire vous est dédié. À Mickaël, Lilio, Julien, Mathilde et tous mes ami·e·s : je ne suis pas toujours le meilleur pour garder le contact, alors merci de m'accepter malgré mes défauts. Et merci également aux bénévoles du festival Frames, pour l'énergie et la générosité, vous savez que vous êtes les meilleur·es.

À Élodie, Lily et Andréa, merci pour m'avoir permis de mieux me connaître — ce soutien a compté plus que je ne saurais le dire. À Leandro Panizon, merci d'avoir facilité indirectement, cette reprise et de m'avoir aidé à la rendre plus vivable.

À Marie enfin... Il n'y a pas de formulation qui soit à la hauteur de la personne que tu es. Merci pour le soutien indéfectible, pour la présence, pour l'amour ; et pour faire de la vie un endroit qui en vaut la peine.

Je voudrais terminer par une pensée pour quelqu'un à qui j'espérais faire lire ce mémoire, et qui nous a quittés quelques jours avant que je ne le finalise. JB, tu as rangé tes crayons pour de bon, et ta gentillesse était sans égale. Tu vas terriblement nous manquer, l'ami.

Avertissements :

L'Université n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les travaux universitaires : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Malgré l'intérêt que porte l'auteur de ce mémoire aux questions d'inclusion et de féminisation de la langue, nous utiliserons souvent dans ce manuscrit le masculin générique par souci de praticité de rédaction. Nous emploierons autant que possible le point médian afin de ne pas invisibiliser la présence des femmes par ce choix rédactionnel.

Ce mémoire a été rédigé en quasi-totalité sans Intelligence Artificielle générative. La première exception étant une première passe de reformulation/corrections orthographiques et de grammaire (Gemini 3 Pro) en fin de rédaction, qui a été suivie par une seconde correction manuelle avec le logiciel libre Grammalecte. Quelques articles de la bibliographie (environ une dizaine) ont fait l'objet de résumés - via l'outil *SciSummary* - qui ont servi de base de lecture, sans être utilisés directement dans le manuscrit du mémoire. Enfin, un modèle de raisonnement (Claude Opus 4.5) a été mobilisé pour des opérations de transfert de données, notamment la transcription d'une photographie d'ouvrage en texte, afin de remplacer une recopie manuelle.

Engagements :

Déclaration ANTI-PLAGIAT

1. Ce travail est le fruit d'un travail personnel et constitue un document original.
2. Je sais que prétendre être l'auteur d'un travail écrit par une autre personne est une pratique sévèrement sanctionnée par la loi.
3. Personne d'autre que moi n'a le droit de faire valoir ce travail, en totalité ou en partie, comme le sien.
4. Les propos repris mot à mot à d'autres auteurs figurent entre guillemets (citations).
5. Les écrits sur lesquels je m'appuie dans ce mémoire sont systématiquement référencés selon un système de renvoi bibliographique clair et précis.

PRÉNOM : Hugo

NOM : LAGOUGE

DATE : Le 30 avril 2026

Engagement concernant l'utilisation des outils d'intelligence artificielle

Si les outils d'intelligence artificielle peuvent constituer un appui dans un travail universitaire, ils ne doivent toutefois en aucun cas se substituer aux connaissances, à la réflexion personnelle ni à l'expression propre de l'étudiant.e.

Dans le cadre de la réalisation de ce mémoire, je m'engage à respecter la [*Charte d'utilisation des outils d'intelligence artificielle de l'UFR LLASIC.*](#)

Je reconnais être pleinement responsable du contenu académique, scientifique et rédactionnel du présent travail, lequel repose sur une réflexion personnelle et une démarche intellectuelle propre.

Lorsque des outils d'intelligence artificielle ont été utilisés, leur usage a été explicitement mentionné conformément aux modalités prévues par ladite charte, dans la page précédente.

PRÉNOM : Hugo

NOM : LAGOUGE

DATE : Le 30 avril 2026

Table des matières

INTRODUCTION.....	1
Désinformation, l’heure est grave ?.....	1
Des cadrages divers pour des propositions variables.....	3
Un mémoire pour caractériser la vulgarisation de l’esprit critique en France.....	5
PARTIE 1/ NOMMER, CADRER, COMBATTRE LES DÉSORDRES INFORMATIONNELS.....	7
1.1 Une mise à l’agenda complexe.....	7
1.1.1 Désinformation, “ère de la post-vérité” ?.....	7
1.1.2 Les cadrages en concurrence.....	11
1.2 Panorama des actions publiques française de lutte contre la désinformation.....	18
1.2.1 Les politiques publiques pour combattre les désordres informationnels.....	18
1.2.2 Des actions privées en recherche d’objectifs commun.....	22
PARTIE 2/ ÉTUDIER LE “CHAMP DE L’ESPRIT CRITIQUE”	26
2.1 Les différents buts et conceptions de la pensée critique.....	26
2.1.1 Qui a le pouvoir de définir le concept d’esprit critique : analyse de champ.....	26
2.1.2 Une typologie de 8 conceptions de l’esprit critique.....	32
2.2 Les Rencontres de l’Esprit Critique : des conférences pour la vulgarisation des sciences.....	38
2.2.1 Le dispositif du festival de vulgarisation scientifique.....	38
2.2.2 Méthodes d’analyses pour rendre compte des REC.....	43
PARTIE 3/ ANALYSE DES RÉSULTATS : DE LA PROMESSE D’“ESPRIT CRITIQUE” À SES MISES EN ŒUVRE.....	49
3.1 Le positionnement du festival comme luttant contre la désinformation scientifique.....	49
3.1.1 La communication du festival et rôle social théorique.....	49
3.1.2 Une pluralité d’intervenant·es, mais un cadrage scientifique qui reste hiérarchisé.....	54
3.2 Des conférences variés sous une même étiquette “esprit critique”	57
3.2.1 Des conceptions dispersées de l’esprit critique : lexique et incompatibilités.....	57
3.2.2 Une fétichisation du rationnel.....	68
CONCLUSION.....	73
Une réponse politique aux désordres informationnels relevant d’un cadrage rationaliste.....	73
Le champ de l’esprit critique en proie à un double risque.....	74
Déplacer le cadrage sur la désinformation pour réellement la combattre.....	76
BIBLIOGRAPHIE.....	78
Articles et ouvrages universitaires.....	78
Thèses et mémoire de recherche.....	83
Rapports publics.....	84

ANNEXES.....	85
Glossaire des sigles.....	85
Disponibilité des données.....	85
Annexe 1 : Typologie des cadrages.....	86
Annexe 2 : Typologie des 8 conceptions de l'EC.....	87
Annexe 3 : nuage de mot du corpus général.....	88
Annexe 4 : AFC des conceptions.....	89
Annexe 5 : AFC des termes dans le sous-corpus de la conception sceptique.....	90
Résumé.....	91
Concepts-clés (FR).....	91
Abstract (English).....	91
Key concepts (EN).....	91

Introduction

Désinformation, l'heure est grave ?

Sommes-nous dans une ère où il est difficile de faire confiance aux informations que l'on reçoit ? En 2024, un rapport du Programme des Nations-unies pour le Développement alertait du problème en ces termes¹ :

La désinformation, les « deepfakes » et les théories du complot sont de plus en plus difficiles à détecter et à combattre à mesure que l'IA générative devient plus facile à utiliser pour tout le monde [...] Cette fragmentation numérique de la vérité, associée à la perte de confiance dans les dirigeants politiques, fait qu'il est de plus en plus difficile d'établir ce qui est vrai et ce qui est faux. Certains remettent même en cause la notion de vérité objective. Les expériences vécues diffèrent naturellement d'une personne à l'autre, mais il est beaucoup plus difficile d'imaginer des avenir communs – et de collaborer pour les réaliser – si nous ne pouvons pas établir une base de vérité commune. Certains remettent même en cause la notion de vérité objective. Les expériences vécues diffèrent naturellement d'une personne à l'autre, mais il est beaucoup plus difficile d'imaginer des avenir communs – et de collaborer pour les réaliser – si nous ne pouvons pas établir une base de vérité commune.

L'inquiétude qu'on lit dans ce rapport est symptomatique d'une panique récente autour de ce qu'on pourrait appeler les phénomènes de "désordre informationnel"². L'information qui circule, et la manière dont elle circule (les outils numériques créant une accélération des échanges) semblent poser problème. En tout cas, c'est un discours dont de plus en plus d'acteurs s'emparent partout dans le monde [Altay, 2025]. Si une partie de ces constats s'avèrent fondés, il semble y avoir un danger latent pour la démocratie dans son ensemble. C'est sous cette lecture alarmiste que, ces dernières années en France, la question de la désinformation et des *fake news* s'est imposée dans un certain nombre de médias [Vauchez, 2022]. Mais il ne s'agit là que d'une façon d'appréhender le phénomène, d'un cadrage spécifique [Goffman, 1986], qui ne fait pas nécessairement consensus dans l'ensemble des recherches universitaires sur le sujet.

Une lecture courante attribue les désordres informationnels à une dérégulation produite par les réseaux sociaux numériques, comme s'il s'agissait d'un effet largement non intentionnel. Les politologues W. L. Bennett et S. Livingston proposent au contraire de comprendre ces phénomènes comme le produit de stratégies coordonnées, mises en œuvre de manière consciente [Bennett & Livingston, 2018]. Ces stratégies, portées par des acteurs hostiles à la démocratie, visent à peser sur l'espace public en orientant la circulation des contenus. Elles peuvent prendre la forme d'une

1 PNUD, Signals Spotlight 2024: Un Espoir Pour Toutes Les Générations. New-York, 2024. pp. 99-100. Consulté en ligne le 29 novembre 2025. URL : <https://www.undp.org/future-development/signals-spotlight-2024>

2 Les *désordres informationnels* renvoient, de manière générale, à l'ensemble des situations où des contenus trompeurs ou problématiques circulent dans l'espace public (notamment en ligne), qu'il s'agisse d'informations fausses, ambiguës, manipulées ou diffusées de façon coordonnée, avec des effets potentiels sur les perceptions et les discussions collectives. [Wardle & Derakhshan, 2017]

amplification d'informations à des fins de nuisance envers certains groupes sociaux, ainsi que de l'usage de *bots* et de *trolls* pour provoquer des affrontements et polariser les échanges. Que plus d'informations soient en circulation n'impliquent pas que les publics deviennent particulièrement crédules vis-à-vis des mauvaises informations [Altay *et al.*, 2022]. Certaines recherches ont également remis en question la nouveauté des phénomènes de fausses informations, qui existent sous diverses formes depuis longtemps [Dauphin, 2019], formant une des armes de la propagande bien avant qu'internet n'émerge et qu'on se mette à parler d'une "ère de la post-vérité" [Krasni, 2020].

Ces quelques exemples montrent que les réponses politiques à ces phénomènes ne se fondent pas en priorité sur des descriptions scientifiques et objectives du monde, mais sur une compréhension particulière qui est mise à l'agenda dans un contexte donné, et qui entraîne des politiques publiques particulières. On a observé par exemple l'émergence de politiques éducatives visant à se protéger des fausses informations : *media literacy* [Bihl, 2020], éducation aux médias et l'information [Petit *et al.*, 2019] et formation à l'esprit critique [Mahmoudi, 2020]. Dans le cas des recommandations portées par l'Éducation nationale, cette dynamique s'accompagne d'un retour vers une « approche protectionniste » [Mahmoudi, 2022, p.261], c'est-à-dire vers une conception où l'enjeu principal devient la défense de l'individu contre un environnement informationnel perçu comme menaçant, notamment en ligne [Barbier, 2024, p.114]. Cette orientation s'éclaire au regard des débats en éducation et en sciences de l'information-communication, où l'analyse des désordres informationnels oscille entre diagnostics individualisants et approches structurelles. Reconfigurée selon les arènes, cette tension contribue à la diversité — voire aux contradictions — des réponses politiques.

Dans la tradition de l'analyse des problèmes publics, on observe comment différents acteurs tentent d'imposer une certaine compréhension d'un problème dans un espace public donné [Zittoun, 2019]. Dans cette optique, la « désinformation » renvoie à des cadrages pluriels, qui n'ouvrent ni sur les mêmes diagnostics ni sur les mêmes solutions. Les études sur les traitements médiatiques des fausses informations soulignent un flou conceptuel récurrent, et décrivent la tendance à constituer *les fake news* comme un problème hétéronome, un "attrape-tout" de la démocratie en danger [Vauchez, 2024, p.75]. Comme les différents cadrages n'ont pas encore fait l'objet d'une mise en comparaison systématique, il apparaît pertinent d'en proposer une typologie, tout en examinant les dispositifs de médiation qui accompagnent leur circulation entre arènes académiques et débat public.

Bien que la notion d'*espace public* héritée d'Habermas ait été critiquée [Graber, 2014], elle demeure utile pour rappeler que, pour une partie importante de la population, le débat public repose idéalement sur l'échange d'arguments rationnels [Cometti, 1992]. Un tel modèle suppose l'existence d'arènes et d'institutions médiatrices capables de faire émerger et de soutenir une opinion publique active. Dès lors, lorsque des groupes restreints parviennent à orienter fortement les échanges en imposant leurs catégories, les conditions mêmes de la délibération -et par conséquent de l'existence d'une démocratie effective- s'en trouvent fragilisées [Fraser, 2011]. Les prolongements contemporains de cette réflexion soulignent qu'Internet n'a pas nécessairement instauré une liberté d'expression effective pour tous, dans la mesure où quelques entités capitalistes concentrent un pouvoir déterminant sur les flux informationnels et les comportements numériques [Zuboff, 2020]. Une des réponses à ce web "sous contrôle des GAFAM étasunienne" a été, en Russie, la restriction progressive de ce qui peut être échangé en ligne [Kiriya, 2021] : au nom

de la “protection” et de la “souveraineté”, l’État russe a mis sous tutelle l’espace numérique, comme il l’avait fait avec la télévision auparavant [Degtereva & Kiriya, 2010]. Cet exemple met en évidence que les discours qui circulent dans les arènes politiques, médiatiques et scientifiques annoncent fréquemment des recompositions politiques d’ampleur : le cadrage dominant de la désinformation est susceptible de reconfigurer le débat public dans son ensemble, ce qui justifie l’étude de la circulation de ces cadrages.

Des cadrages divers pour des propositions variables.

Différentes actions publiques³ ont émergé en réaction au “problème de la désinformation”. On a parlé du secteur éducatif et universitaire, mais on trouve aussi des initiatives qui concernent le monde du journalisme [Sauvé & Coutant, 2023], des vulgarisateurs scientifiques et *débunkeurs* d’internet [Dauphin, 2023], des interventions d’organisations publiques et privées pour réguler le secteur de l’IA⁴, etc. Les études de ces différents champs permettent de constater quelques régularités dans les cadrages en présence. On retrouve notamment la tension récurrente entre l’action au niveau individuel ou celle qui se focalise sur l’échelle collective. Pour le premier angle, il s’agit de pointer le danger d’un flux d’informations qui n’est plus adapté aux cerveaux humains [Bronner, 2013], et de savoir comment forger une “bonne réception” des informations par des citoyens [CSEN, 2021]. L’autre angle cherchera à inscrire les phénomènes dans des dynamiques sociales passées, et pourra voir la situation actuelle comme le prolongement de la longue histoire des canaux d’informations. Cet angle s’inspire souvent de courants scientifiques tels que l’économie politique de la communication, la théorie critique des médias [Magis, 2016], ainsi que d’autres courants selon les objets étudiés. Ces approches, plus critiques, analysent le rôle des différents acteurs dans les processus de communication — notamment au regard des rapports de classe ou de genre — et replacent les situations observées dans un cadre socio-historique plus large.

Une formule revient régulièrement comme remède aux problèmes publics de désinformation : *l’éducation à l’esprit critique* [Mahmoudi, 2022]. Il s’agirait de former les individus afin qu’ils développent des compétences et des connaissances leur permettant de naviguer dans le contexte informationnel contemporain. Cette éducation à l’esprit (ou la pensée) critique⁵ relève des missions de l’Éducation nationale et de l’enseignement supérieur ; elle entretient donc un lien étroit avec la question des savoirs et de la connaissance scientifique. Les travaux consacrés à cette thématique portent majoritairement sur le contexte scolaire et rendent compte de débats nourris quant aux objectifs, aux compétences et aux savoirs à promouvoir [Schöpfer, 2025]. Quelques

3 De manière à ne pas réduire les actions collectives aux seuls pouvoirs publics, on utilisera ici le concept d’*action publique* au sens large : l’ensemble des actions proposées par une variété d’acteurs visant une transformation de la société, dont les politiques publiques sont un aspect parmi d’autres [Domingo, 2014].

4 Syndicat National des Journalistes de France Télévisions, *I.A. générative... de désinformation !* janvier 2025. URL : <https://snj-francetv.fr/i-a-generative-de-desinformation/>

5 Si la littérature anglophone parlait majoritairement de *critical thinking*, le monde francophone peut parler de manière différenciée ou interchangeable de *pensée* et d’*esprit critique*. Sauf mention contraire, on utilise pour ce mémoire les deux variantes de manière indistincte, puisqu’il s’agit de parler d’une notion dont la signification fait débat.

études existent sur des contextes non scolaires [Bodin, 2021], mais elles restent marginales, ce qui limite la comparaison des cadrages entre arènes. Dans ce contexte, il apparaît important de cartographier les productions discursives contemporaines articulant désinformation et esprit critique (EC). La thématique traverse désormais la recherche, les médias et les espaces de médiation et d'éducation populaire [Vauchez, 2024], ce qui rend d'autant plus décisif l'examen des cadrages en présence, tant ils contribuent à populariser une certaine définition du problème public auprès de publics enfants et adultes.

Afin d'éclairer un secteur encore peu investi par la recherche — la vulgarisation de l'esprit critique hors de l'école — ce mémoire propose d'analyser une arène de médiation scientifique⁶ consacrée à la lutte contre la désinformation. Dans cette perspective, il s'agissait d'identifier un espace réunissant des personnes issues des mondes scientifique, associatif, médiatique et militant, et dont les discours soient accessibles à l'analyse. Le festival des Rencontres de l'Esprit Critique (REC) constitue à cet égard un point d'entrée privilégié : il rassemble une diversité de profils et met en scène, devant un public majoritairement adulte, différentes manières de problématiser la désinformation et d'y répondre « par l'esprit critique »⁷. L'étude du REC permettra ainsi de décrire la configuration de ces cadrages dans les discours (définitions des enjeux, choix des références, formes de légitimation) et d'examiner ce que ces cadrages contribuent à faire circuler dans le débat public français. Comme on l'a évoqué, de tels dispositifs de médiation ne font pas que relayer des informations : ils contribuent à stabiliser une intelligibilité commune, en hiérarchisant ce qui mérite attention et ce qui appelle une réponse collective. Ils bornent ainsi, souvent implicitement, les registres de discussions légitimes pour le public.

6 Nous avons conscience qu'il existe des nuances, dans la recherche spécialisée, entre vulgarisation, communication et médiation des sciences [Bensaude-Vincent, 2010]. Toutefois, si les distinctions théoriques sont relativement aisées à établir, elles le sont nettement moins dès lors qu'il s'agit d'identifier des pratiques concrètes — en particulier lorsque celles-ci sont portées par des acteurs non professionnels. En outre, le secteur demeure hétérogène [Bordeaux & Chambru, 2025] : nombre de ces acteurs ne sont ni formés au journalisme ni à la médiation scientifique, et maîtrisent donc imparfaitement les catégories analytiques qui structurent la littérature. Nous analyserons en troisième partie les effets de cette méconnaissance sur la relation entre dispositif et publics. Dans l'introduction du mémoire, nous emploierons néanmoins les termes « vulgarisation » et « médiation scientifique » de manière largement interchangeable, afin de conserver une approche panoramique de notre objet.

7 Sur le site des Rencontres de l'esprit critique, la page d'accueil explique que le festival "est né en 2021 avec l'ambition de faire de la pensée critique une démarche désirable et contagieuse, dans une période marquée par la pandémie et une circulation massive de désinformation." Consulté le 13 mars 2026, URL : <https://rec-toulouse.fr/>

Un mémoire pour caractériser la vulgarisation de l'esprit critique en France

Comme on l'a vu, la désinformation comme problème public - et son remède potentiel à travers le développement de l'esprit critique - sont cadrés de diverses façons dans les milieux éducatifs, universitaires, et de médiation scientifique. Dans ces espaces, le cadrage dominant semble individualiser les désordres informationnels : la solution devient prioritairement pédagogique et "technique", sur un mode qui neutralise le dissensus. Or, cette technicisation participe d'une forme de dépolitisation dès lors qu'elle tend à refuser l'ouverture de controverses sur ce qui organise l'espace informationnel (règles, acteurs, dispositifs) et sur les conflits de valeurs qu'il charrie [Bonnet *et al.*, 2024]. Sans postuler une opposition mécanique entre "bonnes" et "mauvaises" approches, l'hypothèse est que cette lecture individualiste devient, dans certaines configurations de médiation, une grille de lecture par défaut pour un public non-spécialiste. Reste alors à comprendre par quels mécanismes ce cadrage se construit et ce qu'il rend plus difficile à nommer et à discuter dans l'espace public.

Pour ce mémoire, on cherchera à mettre à l'épreuve 3 hypothèses :

- Des universitaires identifient plusieurs enjeux et réponses face aux « menaces de la désinformation pour la démocratie », mais ces savoirs ne circulent que partiellement dans d'autres espaces : ce sont surtout les éléments compatibles avec le cadrage rationaliste qui sont repris, en fonction de différentes contraintes médiatiques.
- La communication de l'esprit critique et de la désinformation auprès du grand public a été investie par des acteurs et actrices très différent-es, dont la plupart ne reformulent pas les enjeux socio-politiques pour le grand public.
- Le problème public de la désinformation et du "besoin d'esprit critique" s'incarne dans diverses conceptions. La conception dominante dans la vulgarisation scientifique française est une vision individualiste qui néglige les apports des sciences humaines et sociales, notamment critiques.

Ma problématique sera d'analyser en quoi le cadrage aujourd'hui dominant en France dans la vulgarisation de l'esprit critique (EC) tend à individualiser les phénomènes de désordre informationnel.

Pour situer ce débat, il convient d'abord de proposer un panorama des recherches et des actions publiques contemporaines mobilisées au nom de la lutte contre la désinformation, afin d'esquisser une typologie des cadrages et des enjeux qu'ils mettent à l'agenda, à l'intersection des politiques publiques, de la recherche et de la médiation scientifique. La deuxième partie permettra de compléter notre ancrage théorique et de préparer l'analyse du terrain : on identifiera les acteur-ices, discours et conceptions qui constituent le « champ de l'esprit critique » français, et l'on montrera en quoi le festival REC constitue un dispositif de cadrage représentatif d'un débat public plus

large, celui du rôle des sciences dans l'espace public⁸. Enfin, une troisième partie présentera les résultats de l'analyse du corpus, à partir d'éléments de communication et de programmation du festival, de la liste des invité-es, et d'un corpus de conférences traité par une analyse lexicométrique [Khelifi, 2016], afin d'objectiver les régularités lexicales et thématiques susceptibles d'indiquer des cadrages récurrents. Pour ces deux derniers volets, il a été décidé de se concentrer sur la seule édition 2024, dont la mise à disposition en ligne des replays de 63 conférences et tables rondes permet un traitement systématique et détaillé des discours proposés au public. La conclusion de ce mémoire permettra de formuler une première réponse à la problématique et de constater l'écart entre les objectifs présents dans les différents cadrages (lutter contre les menaces envers la démocratie grâce aux sciences) et les moyens mis en place pour y faire face.

8 La conclusion reviendra sur le fait que les résultats empiriques (styles discursifs, registres de légitimation, place accordée aux controverses et à l'actualité des savoirs) peuvent être lus à la lumière de travaux sur la médiatisation des sciences, qui décrivent des tensions récurrentes entre mise en récit, pédagogisation et enjeux socio-politiques [Allard-Huver & Piponnier, 2025], ainsi que de recherches sur les mouvements rationalistes francophones et leurs modalités d'intervention dans l'espace public [Laurens, 2019]. D'une certaine manière, les travaux existants (présentés en partie 2) permettent de "prédire" une large partie des constats qui ressortent du terrain.

Partie 1/ Nommer, cadrer, combattre les désordres informationnels

1.1 Une mise à l'agenda complexe

1.1.1 Désinformation, “ère de la post-vérité” ?

Pour amorcer notre analyse de l'action publique en matière de désinformation, il convient d'abord de stabiliser un minimum le vocabulaire mobilisé. Les notions qui structurent ces débats renvoient à des usages hétérogènes, souvent éloignés de définitions académiques stabilisées⁹. Cette sous-partie partira donc des constats sur l'environnement informationnel contemporain, et des cadres conceptuels utilisés pour le décrire. Les questions d'esprit critique seront abordées dans les sous-parties suivantes, une fois ces repères posés.

Phénomène de désinformation et “désordre informationnel”

Si l'existence et le danger des fausses informations semblent faire consensus, la définition précise qu'on en propose fera varier les phénomènes sociaux qu'on y rattache ou non. Un rapport intitulé *Combattre la désinformation* — émanant du Secrétaire général des Nations Unies — pose un premier constat :

Le terme de « désinformation » n'a pas de définition arrêtée, et il n'est pas compris ou perçu de manière universelle. Ce terme a été utilisé par l'Union internationale des télécommunications [et] l'UNESCO pour décrire des contenus faux ou trompeurs qui peuvent causer un préjudice spécifique, indépendamment des intentions, du degré de conscience et des comportements qui sous-tendent leur production et leur diffusion. La Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression définit la désinformation comme « la diffusion intentionnelle d'une fausse information en vue de causer un préjudice social grave » [Guterres, 2022, p.2]

Pour pouvoir identifier ces informations fausses “intentionnellement diffusées”, il faut pouvoir établir des critères pour délimiter la séparation vrai/faux et ce qui relève de l'intentionnel et de l'accidentel. Pour des recherches en sciences sociales, cette définition n'est souvent pas opérationnelle [Berriche, 2024] car elle supposerait d'avoir un référentiel factuel absolu (difficile selon les contextes) et de juger à tout instant de l'intention des personnes dans un processus de communication. Pour une formalisation des termes plus large et opérante, on s'appuiera sur un

⁹ Le politologue E. Laclau proposait pour ce genre de cas le concept de *signifiants flottants*, en cela que leur polysémie permet à des notions d'être comprises, interprétées et mobilisées de manière différenciée et stratégique par divers groupes sociaux, à des fins hégémoniques. La revendication d'une définition/signification étant ainsi adossée à une lutte pour des préférences politiques plus ou moins conscientisées.

rapport du Conseil de l'Europe, codirigé par C. Wardle (docteure en sciences de l'information et de la communication) et H. Derakhshan. Le cadre conceptuel du rapport propose d'analyser les *désordres informationnels* à partir des définitions suivantes [Wardle & Derakhshan, 2017, p.5] :

- **Désinformation** : information fautive délibérément créée pour porter préjudice à une personne, un groupe social, une organisation ou un pays.
- **Mésinformation** : information fautive, mais qui n'est pas créée/diffusée dans l'intention de nuire.
- **Information malveillante** : information fondée sur des faits réels, utilisée pour porter préjudice à une personne, une organisation ou un pays.

Le rapport élargit ainsi le diagnostic attaché aux *fake news* : la nocivité d'un discours ne se réduit pas à son caractère factuellement faux, le rapport citant comme contre-exemple une satire humoristique. Les discours de haine envers un groupe social procèdent fréquemment par un agencement d'informations vraies présentées de manière orientée, et d'informations fausses fabriquées pour servir un narratif particulier. Le désordre informationnel survient lorsque les acteurs sont moins attachés aux faits qu'au "sentiment d'attachement à un récit dramatique plus vaste sur le monde et sur la place que l'on y tient". (*ibid*, p.89). Dans les environnements numériques contemporains, des dispositifs organisés peuvent précisément viser à façonner de tels récits — qu'il s'agisse de produire de l'adhésion, de polariser ou d'alimenter la haine — comme l'illustre le réseau de propagande lié au gouvernement russe (médias, associations, *fake tanks*, etc.), formant des "milliers de canaux [...] utilisés pour répandre la désinformation pro-Kremlin" (*ibid*, p.34). Dans ces conditions, se focaliser sur la seule désinformation paraît peu pertinent : cela ne renseigne qu'à la marge sur des dynamiques de circulation, d'amplification et d'adhésion plus structurelles.

Dans cette même perspective, nous avons évoqué en introduction le travail de W. L. Bennett et S. Livingston. La création — et plus encore l'amplification — de fausses nouvelles a toujours été une stratégie politique, en particulier contre la démocratie. Avant Internet, des *gate-keepers* pouvaient proposer une certaine régulation à ces stratégies : attribution des canaux de TV et de radio, ordres professionnels protégeant un statut particulier (journalistes, universitaires), coûts d'infrastructures pour créer un média d'information, etc. Toute cette régulation permettait de structurer un État de droit et des régimes de démocratie représentative. Dans un contexte où s'érode la confiance envers les institutions politiques traditionnelles, la prolifération des canaux numériques viendrait créer un "ordre informationnel" nouveau, où la désinformation stratégique prospère, restructure les sphères publiques et nourrit des forces politiques libérales [Bennett & Livingston, 2020]. Comprendre et répondre à ce phénomène exigerait de dépasser la focale "fake news" ou "populisme", et nommer clairement les *écosystèmes de désinformation* à l'œuvre. Dans cette optique, l'enjeu n'est pas seulement l'existence de contenus faux, mais la structuration de contres-espaces médiatiques capables de fabriquer des récits politiques cohérents et de les faire circuler au-delà de leurs publics initiaux.

Au-delà d'atteindre un public plus large avec des messages désorientants, une variété de plateformes médiatiques (différentes selon les pays) offrent des espaces de communications alternatifs pour produire et diffuser des récits prônant une autorité plus forte, le nationalisme, des théories conspirationnistes qui véhiculent souvent des tropes antisémites et anti-immigrants, et la restauration de valeurs nationalistes traditionnelles (blanches), entre autres. Ces récits, par la suite, peuvent souvent être

repris dans les médias grand public, répétant le cycle de désinformation-amplification-réverbération (DAR). [Bennett & Livingston, 2018]

Dans ce contexte de reconfiguration de l'environnement informationnel, où la prolifération des canaux numériques facilite la production, la circulation et l'amplification de récits, il paraît plus opérant de parler de "phénomènes de désordre informationnel" que de s'en tenir à la seule désinformation intentionnelle. Ce cadrage permet d'éviter une opposition trop simple entre des acteurs qui fabriqueraient sciemment du faux et des récepteurs supposément crédules qui le relaièrent mécaniquement, au profit d'une analyse des conditions de production, de circulation et d'adhésion.

Une ère de la *post-vérité* et des *fake news* ?

Dans les médias de France et d'ailleurs, de nombreux articles ont multiplié, depuis une dizaine d'années, les constats alarmistes sur les « fausses informations » et sur l'idée d'une rupture profonde du rapport collectif à la vérité.

Journaliste de France Culture : "Mensonges, rumeurs, théories complotistes : pourquoi parlons-nous d'une **ère de la post-vérité** ? [...] Comment définir cette vérité alternative quand l'émotion prend le pas, que la croyance a plus de valeur et que les faits ne suffisent plus ? [...] Sur cette notion de post-vérité, à quand est-ce que vous la faites remonter ?"

Réponse de l'invité : "[On fait remonter ça à] l'année 2016, comme le moment où la post-vérité devient quelque chose qui rentre dans le discours public, 2016 qui est l'année marquée par l'élection de Donald Trump et aussi par le succès du référendum sur le Brexit, qui est une année où les faits semblent avoir moins d'importance que les pulsions émotives de l'opinion publique ; et une année où la crédibilité du discours repose finalement moins sur l'adéquation à la réalité que sur une correspondance avec les croyances et la méfiance d'une partie de l'opinion envers les élites et les institutions établies. [...] Avec l'idée aussi, sur les réseaux sociaux... qu'on est [...] dans un groupe, et que dans cette fameuse **bulle [cognitive]** puisqu'on est tous ensemble, et qu'on va tous dans le même sens, on doit bien tous avoir raison".¹⁰

Une telle accroche présente une efficacité rhétorique manifeste : elle agrège sous un même diagnostic une série de phénomènes hétérogènes (rumeurs, théories complotistes, attentats terroristes, effets attribués aux dispositifs de recommandations, crise de confiance institutionnelle). Ce cadrage n'est toutefois pas sans risque, dans la mesure où la généralité de la formule — l'idée d'une « ère » — tend à occulter les mécanismes concrets supposés produire les désordres observés, ainsi que la question de leur éventuelle nouveauté. Autrement dit, le passage d'une description de problèmes situés à une explication globalisante s'effectue souvent sans démonstration empirique solide : peut-on réellement soutenir que les individus seraient devenus moins rationnels, davantage gouvernés par l'émotion, et plus enclins à adhérer à des contenus faux du seul fait de leur circulation en ligne ? Dans cette perspective, la sociologue Ysé Vauchez défend que la mise à

10 « La post-vérité : un phénomène irréversible ? » *France Culture*, podcast publié le 21 juin 2025, URL : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/france-culture-va-plus-loin-le-samedi/la-post-verite-un-phenomene-irreversible-9951394>

l'agenda médiatique des *fake news* relève, pour une part, d'une dynamique de *panique morale*, entendue comme une réaction collective disproportionnée construite à partir d'un diagnostic exagéré du danger social. À partir d'un corpus de 2 190 émissions télévisées et radiophoniques dédiées au "phénomène des *fake news*" (décembre 2016–mai 2019), l'autrice met en évidence la réactivation de schémas explicatifs anciens, hérités de la psychologie des foules et des théories des effets forts des médias. Citons-en quatre :

- Postulat d'irrationalité des acteurs, qui partagent et adhèrent aux fausses informations sans libre arbitre ou recul critique.
- Absence de prise en compte d'un contexte social d'énonciation ou de réception des informations (canal neutre, récepteur passif)
- Références aux biais cognitifs, à l'utilisation d'Internet et à l'*idéologie* comme principale explication du phénomène.
- Les classes populaires et les jeunes seraient plus perméables aux fausses informations.

Si le concept de panique morale est ici réactivé, c'est bien parce que ces constats sur un public crédule qui "cède au règne des émotions et rejetant la vérité" sont majoritairement exagérés ou invérifiables [Altay & al., 2023]. Si les explications sont nouvelles, on décrivait déjà il y a longtemps des médias tout-puissants face à des publics crédules qu'il faudrait défendre de leur propre passivité. La sociologie des médias et les sciences de l'information-communication (SIC) ont largement nuancé et réévalué à la baisse ces différents constats [Derville, 2017]. Par ailleurs, les travaux d'*épistémologie sociale* rappellent que la qualité des connaissances et des jugements publics dépend moins d'un raisonnement individuel idéal que de structures institutionnelles de critiques (lieux reconnus de discussions, standards publics de validité, prise en compte des objections), qui conditionnent la robustesse des processus de validation [Longino, 2002]. Faire une analyse de littérature exhaustive n'est pas l'objet de cette sous-partie : il s'agit de donner à voir l'écart entre des constats majoritaires dans le traitement médiatique et la recherche en ce qui concerne les phénomènes de désordre informationnel. Deux notions nous intéressent particulièrement dans la citation de France Culture, mises en gras ci-dessus.

Dans une perspective généalogique, le philosophe des médias J. Krasni (2020) rappelle que la formule de « post-vérité » n'est pas née en 2016 : le terme est forgé par Steve Tesich en 1992, puis popularisé par Ralph Keyes (2004), avant d'être consacré lors de la séquence Brexit/Trump. L'intérêt de ce détour historique est de déplacer le regard : l'enjeu n'est pas seulement de constater un "nouvel âge", mais de suivre comment la formule circule, ce qu'elle permet d'accuser, et ce qu'elle simplifie. Chez Tesich comme dans une partie des critiques médiatiques plus anciennes, la question portait sur des structures de production de l'information (concentration des médias, dépendance à la publicité, cadrage sensationnaliste) et sur la manière dont ces structures peuvent fabriquer des "régimes de crédibilité" inégalitaires [Krasni, 2020]. Dans ses usages médiatiques contemporains, la notion se déplace souvent : au lieu d'interroger en priorité les conditions matérielles et politiques de la circulation de l'information, elle tend à décrire un public "perdu", pris dans l'émotion et dans l'irrationalité. Alors que rien ne prouve que le public serait complètement indifférent à la notion de vérité. C'est précisément ce déplacement qui favorise des solutions de "remise à niveau" des individus, plutôt que des interventions sur les conditions sociales, économiques et politiques qui structurent l'espace médiatique.

La formule des « bulles de filtres » condense un diagnostic apparemment simple : du fait des algorithmes de recommandations, les publics seraient progressivement confinés dans des espaces

informationnels homogènes (chambres d'écho), ce qui favoriserait mécaniquement l'adhésion à des contenus trompeurs et des dynamiques de radicalisation. Dans la continuité des précautions posées plus haut à propos des récits globalisants, il importe toutefois de préciser ce que ce concept permet réellement d'expliquer. J. Farchy et S. Tallec, en s'appuyant sur une revue critique de la littérature en SIC, interrogent la possibilité d'isoler l'effet spécifique des dispositifs de recommandation, en le comparant à des déterminants déjà bien identifiés par les sciences sociales : biais de confirmation, sociabilités affinitaires, segmentation sociale des publics. Iels concluent à la prudence : établir de manière univoque l'existence d'un « isolement informationnel » généralisé, imputable aux seuls algorithmes demeure difficile [Farchy & Tallec, 2023]. Dès lors, l'enjeu analytique consiste moins à postuler une causalité technique unique qu'à étudier, au cas par cas, les agencements socio-techniques et médiatiques qui organisent la visibilité des contenus et la formation des croyances : logiques de plateforme, incitations économiques, dispositifs éditoriaux, régulations, rapports de force, etc¹¹.

Ce décalage entre récit médiatique et recherche académique n'implique pas de minimiser les dangers ; il permet plutôt de préciser ce qu'on cherche à expliquer. Certains concepts cités sont utiles dans des discours, mais tirent leur force de leur indétermination : chacun·e reconnaît intuitivement ce qu'ils sont censés désigner, mais peut y projeter des diagnostics et des remèdes divergents. Formuler trop vite une rupture civilisationnelle dominée par des contenus faux "toute-puissants" risque d'orienter l'action publique vers des remèdes inadaptés, pouvant chercher à combattre une crédulité largement inexistante. À l'inverse, en prenant au sérieux la pluralité des mécanismes et des acteurs, on ouvre des pistes de réponses plus systémiques : pluralisme et indépendance des médias, régulation des dispositifs de diffusion et de monétisation de l'attention, transparence et contraintes sur certaines architectures de recommandations, ainsi que l'analyse des conditions sociales qui rendent certains récits désirables, crédibles et profitables. Dans le récit dominant, le manque de considération d'une partie de la littérature scientifique tend à produire des réponses centrées sur l'individu (apprendre à vérifier, à se méfier, à "faire preuve d'esprit critique"), alors même que les travaux en SIC et en sciences politiques soulignent des mécanismes plus structurels.

1.1.2 Les cadrages en concurrence

Quel récit domine aujourd'hui ?

Sur la base des premières études évoquées, nous proposons d'esquisser une présentation des différents cadrages (*framing*) mobilisés pour appréhender la désinformation comme problème public. Pour ce faire, nous reprenons les cinq étapes proposées par le sociologue E. Neveu, qui permettent de situer les politiques publiques existantes comme l'aboutissement d'un processus en cinq moments [Neveu, 2017] :

11 Le cas de l'Internet russe cité en introduction donne à voir un cas de réelles bulles de filtres qui enferment dans des "chambres d'écho numérique" les opposant·es au régime [Kiriya, 2021]. Le concept devient opérant car on le circonscrit à un espace numérique et temporel ciblé, en expliquant les réseaux socio-techniques qui mènent à cette situation d'isolement communicationnel, aggravée par Internet et sa configuration locale.

1. Identification du comportement désigné comme problématique par des entrepreneurs de cause.
2. Construction d'un récit diagnostiquant la nature du problème.
3. Justification que le problème est d'une gravité particulière.
4. Popularisation du cadrage dans la sphère publique.
5. Le problème devient un objet d'action publique. Ces actions publiques peuvent être des réglementations, des nouveaux dispositifs et des politiques publiques, le tout étant une résolution forcément imparfaite du problème, et permet de revenir au point 1.

Dans une perspective d'analyse des problèmes publics, l'approche par les cadrages consiste à reconstruire des ensembles de significations relativement cohérents (diagnostic, attribution des causes, publics visés, répertoires d'action) sans présupposer l'existence de récits parfaitement stabilisés. L'objectif n'est donc pas l'exhaustivité, mais la mise en évidence des cadrages les plus saillants à partir d'un faisceau d'indices.

Les médias TV/radio jouant un rôle essentiel dans la mise à l'agenda des différents cadrages, un bon point de départ est l'enquête d'Y. Vauchez citée précédemment. En analysant les émissions dédiées à "la problématique des fake news", elle a cherché à classifier différents éléments qui forment ensemble un récit dominant. En particulier, elle a proposé la typologie suivante pour catégoriser les différents discours des invités, catégories qui peuvent se combiner : [Vauchez, 2024, p. 200]

- **Politique** : réduire le phénomène à des enjeux de joutes politiciennes, de rhétorique et de communication politique.
- **Technique** : définir le phénomène comme étant lié à l'émergence d'Internet et des réseaux sociaux numériques.
- **Démocratique** : faire du phénomène un enjeu lié à l'intervention de puissances étrangères dans le déroulement des élections des sociétés libérales occidentales
- **Historique** : replacer le phénomène des fake news dans le temps long et rappeler la permanence de la fausseté dans différentes sociétés.
- **Critique** : associer le phénomène à des acteurs dominants (acteurs politiques via la raison d'État, ou acteurs journalistiques désignés comme « médias dominants »)

Les approches les plus fréquentes sont l'approche technique (64 %), et l'approche démocratique (60 %). L'approche politique - qui, paradoxalement, est la plus dépolitisante - est présente dans 29 % du corpus, un résultat proche des angles historiques (30 %) et critiques (25 %). Les résultats croisant les combinaisons de catégories sont les suivants :

FIGURE 3 : RÉPARTITION DU TYPE D'APPROCHE(S) ADOPTÉE(S) DANS L'ÉMISSION (N=141)

Type d'approche (s) ³⁰	Technique et démocratique	Purement technique	Politique et démocratique	Technique, démocratique, historique	Démocratique et critique	Politique, démocratique, technique
Effectif	37	19	11	9	7	7

Ainsi, l'analyse de la répartition des approches générales adoptées nous renvoie à l'idée d'un problème combinant le technique et le démocratique, d'une évolution technique qui générerait des comportements d'ordre idéologique. On retrouve pleinement ici la filiation avec les *media panics* qui, à chaque évolution technique des modes d'information, associent des comportements d'ordre moral ou civique. Cette cause technique se retrouve dans les attributions de responsabilité du phénomène, puisque 51,1 % des émissions mettent en cause un ou plusieurs réseaux sociaux numériques (Facebook et Twitter en très grande majorité).

Capture d'écran extrait de l'article d'Ysé Vauchez (2022), réactualisé dans son manuscrit de thèse.

À partir de ces résultats, on peut retenir deux points pour la suite. D'une part, la faible visibilité des angles historique et critique contraste avec la prééminence d'un cadrage attribuant aux réseaux sociaux numériques (RSN) et à Internet un rôle causal central dans l'émergence du problème public. Comme évoqué dans la sous-partie précédente, ce cadrage est régulièrement critiqué par des chercheur·euses en sciences de l'information et de la communication (SIC) qui travaillent ces questions de longue date, en les replaçant dans des perspectives plus larges que la seule perspective de l'arrivée récente des fausses informations [Dauphin, 2019]. D'autre part, cette focalisation sur l'espace numérique tend à reconduire la lecture en termes d'effets médiatiques "forts" : l'extension des canaux de diffusions est alors associée à un public vulnérable, dont la crédulité expliquerait la défiance institutionnelle et l'exposition à des ingérences. Dans le cadre des étapes proposées par Neveu, ce double mouvement n'est pas seulement descriptif : il contribue à orienter les solutions jugées légitimes — en particulier vers des dispositifs de débunkage et d'éducation aux médias — et il rend dès lors pertinent l'examen des acteurs qui portent et stabilisent ce récit dans l'espace médiatique, au premier rang desquels certain·es invité·es récurrent·es des émissions¹².

La discussion sur les fake news ne relève certes pas d'une croisade orchestrée par des groupes de pression structurés et identifiables ; en revanche, le « succès social » de ce mot (Neveu, 2020) peut ici s'expliquer par le fait que les différentes typologies d'acteurs qui y participent y ont un intérêt, dans le cadre d'une lutte politique et symbolique : « le concept de fake news arrange, journalistes comme politiques » (Troude-Chastenot, 2018). On l'a vu, c'est bien dans ce sens que se répartissent professionnellement les invité·es (expertise ou témoignage) se répartissent ainsi : 49 % viennent du champ médiatique, 21 % viennent du champ universitaire, 12 %

12 « Trois acteurs ont été invités plus de quatre fois, [malgré] un corpus relativement restreint : Gérald Bronner, "professeur de sociologie à l'Université Paris Diderot" (six fois), Samuel Laurent, "responsable des Décodeurs", (neuf fois) et Thomas Huchon, "journaliste au site Spicée, spécialiste de la désinformation" (neuf fois). Ces trois acteurs constituent un trio de tête paradigmatique [...] parce qu'ils incarnent chacun un pôle précis de la lutte contre les fake news » (*ibid*, p.92).

viennent du champ politique, et 24 % d'autres champs (essentiellement associatif ou privé). En définitive, il semble à première vue que ce soient d'une part les journalistes, et d'autre part les élites « intellectuelles » qui aient joué ce rôle moteur d'amplification et de montée en généralité. Ils sont les « entrepreneurs de réalité » (Jenkins, 2009) qui accompagnent et soutiennent de leur autorité les entrepreneurs de morale.
[Vauchez, 2022]

En prolongeant l'analyse, on peut supposer que le champ professionnel du journalisme radiophonique et télévisuel a tout intérêt — et cela peut apparaître légitime — à tirer parti de la diffusion du terme pour promouvoir un cadrage valorisant la profession. Il n'est donc guère surprenant que les personnes chargées de sélectionner les invité·es afin d'aborder les fausses informations accordent prioritairement la parole à des collègues journalistes, souvent spécialisé·es dans le débunkage et le « fact-checking ». Ces invité·es contribuent ensuite à stabiliser un récit dans lequel l'utilité sociale de leurs pratiques de vérification occupe une place centrale. Les programmeur·es d'émissions TV/radio illustrent, à cet égard, la figure des *gate-keepers* qui, avant Internet, structuraient l'accès à l'information — au même titre que les éditeur·rices ou les directions de rédaction. Articulant cette position d'intermédiation à l'autorité des savoirs scientifiques, ces *gate-keepers* se présentent (ou sont présentés) comme les seul·es en mesure de « sauver » la démocratie face à la désinformation ; il s'agirait alors, contre le « règne de l'émotion », de restaurer une rationalité à grande échelle.

Les récits “critiques”

Nous l'avons évoqué : ce récit dominant fait l'objet de contestations récurrentes, notamment au sein du champ académique. Il serait toutefois réducteur d'opposer mécaniquement une vision “scientifique” à une vision “pseudo-scientifique” : à bien des égards, plusieurs cadrages concurrents s'appuient sur des savoirs constitués et sur des formes d'expertise. La différence tient plutôt au type de focale privilégiée¹³ : les approches rationalistes se focalisant sur des aspects cognitifs, individuels, des tendances englobantes (parfois trop) ; tandis que d'autres s'appuient sur des cadres d'analyse infrastructurels et une littérature plus étendus. Ce second genre d'approche peut mobiliser l'histoire, la sociologie, les SIC, les sciences politiques, les sciences de l'éducation, la philosophie ; et peuvent assumer plus explicitement une dimension de politisation. Sans prétendre à une cohérence stable, on peut dégager quelques lignes de force de ces approches qu'on propose de regrouper désormais sous la formule de *cadrage critique*.

Dans cette perspective, l'École de Francfort offre un repère utile pour saisir ce que recouvre un cadrage critique : un programme interdisciplinaire (économie politique, sociologie, psychologie sociale, philosophie) qui cherche à produire des concepts permettant de penser conjointement transformations culturelles et transformations sociales [Voirol, 2010]. L'analyse des médias de masse et de la production industrielle des biens culturels y sert d'appui pour formuler une critique

13 Nous avons évoqué plus haut les enjeux liés à l'information, mais d'autres exemples peuvent être mobilisés, tels que l'hésitation vaccinale. Celle-ci peut, par exemple, être expliquée par un déficit d'information ou par des biais cognitifs affectant certains publics. Sans affirmer que ces explications sont erronées, les chercheurs soulignent qu'elles demeurent partielles et qu'il convient de les compléter par des dimensions socio-culturelles, afin de rendre compte du phénomène de manière plus nuancée et plus complète [Ward & Peretti-Watel, 2020].

“plus ample” des systèmes de domination et d’aliénation, orientée vers la possibilité d’alternatives, y compris au niveau de l’organisation économique et des formes esthétiques [Magis, 2016]. C’est en ce sens qu’Horkheimer oppose la théorie “traditionnelle”, qui tend à se présenter comme neutre et autosuffisante, à la “théorie critique”, qui assume le caractère situé du savoir et l’articule explicitement à une visée d’émancipation [Horkheimer, 1974].

Au-delà de la dimension constitutive des sciences que représente la confrontation collective de théories concurrentes, l’École de Francfort rappelle que les chercheurs qui étudient le monde social en font également partie : leurs productions théoriques ne sauraient donc être dissociées de la critique et de la pratique. Alors que les approches dites « traditionnelles » tendent à viser la généralisation et à s’abstraire de leurs déterminations socio-historiques, la théorie critique assume au contraire le caractère situé du savoir et fait du « progrès humain » un horizon explicite. Elle entend ainsi saisir « ce qui est » afin d’orienter des pratiques jugées émancipatrices. Entendue de manière plus extensive, cette conception irrigue ensuite diverses sociologies critiques [Renault, 2022], mais aussi les *gender studies*, la *critical race theory*, l’épistémologie féministe, l’épistémologie sociale, et d’autres champs encore : autant de programmes qui, en mettant au jour rapports sociaux et inégalités, entendent démystifier les ordres établis comme le produit de choix situés, et revendiquent dès lors une certaine politisation, souvent résumée par la formule : « tout est politique ».

Le point de clivage concerne ainsi des positions philosophiques fondamentales, sur le rapport à la rigueur intellectuelle et ce qui permet la production, puis la circulation des savoirs scientifiques. Ce détour par les traditions critiques/infrastructurales met en évidence un déplacement analytique : il ne s’agit plus d’évaluer prioritairement des contenus à l’aune du “vrai/faux”, mais de reconstruire la chaîne de médiations qui conditionne leur production, leur sélection et leur circulation. Les discours sont compris comme situés, insérés dans des dispositifs institutionnels et des modèles économiques, et rendus publics selon un ensemble de contraintes (organisation du travail journalistique, formats, dépendances financières, relations aux sources, etc.). Dans cette perspective, le financement publicitaire des médias constitue un cas typique : en imbriquant logiques marchandes et logiques informationnelles, il contribue à structurer durablement l’espace des possibles éditoriaux. L’enjeu est donc de rendre explicables des régularités (angles privilégiés, silences, cadrages dominants) à partir de contraintes systémiques plutôt qu’à partir de la seule intentionnalité des acteurs.

Les approches critiques sont extrêmement variées, et vont notamment se distinguer les unes des autres en fonction de *quelles* luttes sociales elles souhaitent investir. La théorie critique de Francfort a des liens historiques avec le marxisme et l’anti-fascisme ; d’autres ont pu y ajouter des dimensions culturelles (P. Bourdieu), de genre (D. Haraway), de handicap, et combiner ces approches. Les solutions proposées pour lutter contre ces oppressions impliqueront régulièrement une éducation des futures citoyen·nes, libres d’exercer leurs pouvoirs démocratiques. Nous reviendrons plus en détail dans le second tiers du mémoire sur les usages très variés de la formule de *l’éducation à l’esprit critique*, mais il est intéressant de noter qu’une part de ces usages concerne l’application de la théorie critique au domaine pédagogique [Schöpfer, 2025, p.182].

En France, une troisième approche — plus marginale, mais en progression — affirme également une forme d’esprit critique. Elle se présente comme une critique du cadrage dominant, tout en s’inscrivant davantage, idéologiquement, dans des univers proches de l’extrême droite. Les relais principaux de ce récit sont les réseaux de *l’alt-right* et certains médias soutenus par des régimes

autoritaires ou par des milliardaires politiquement engagés dans un « combat civilisationnel »¹⁴. Le diagnostic proposé repose sur l'idée d'une « pensée unique » progressiste qui mettrait en péril les hiérarchies sociales jugées légitimes. Les sciences — et tout particulièrement les sciences critiques — deviennent alors des cibles privilégiées : elles sont dénoncées, tournées en dérision, et parfois frappées d'appels aux définancements, voire à l'interdiction. Les institutions de régulation (comme l'ARCOM) et les normes juridiques encadrant la déontologie journalistique sont décrites comme des entraves, que l'on souhaiterait remplacer par une autorégulation du marché. Cette transformation aboutissant en pratique à déplacer le pouvoir de régulation aux propriétaires des grands groupes de médias. Une doctrine politique tend ainsi à s'élaborer et à s'imposer comme référentiel de vérité, et les « fausses informations » sont alors définies moins par un critère de véridicité que par leur opposition à cette doctrine — par exemple lorsqu'elles défendent une conception constructiviste des identités de genre ou des savoirs scientifiques. Si ce récit demeure minoritaire en France¹⁵, il peut ailleurs devenir hégémonique et se traduire par une prise de pouvoir (ainsi, par exemple, avec D. Trump ou V. Poutine). Il convient enfin de souligner qu'il recouvre des déclinaisons diverses : libertariennes, contestataires en période d'opposition, ou encore fascistes lorsqu'elles s'adosent à l'exercice du pouvoir.

Nous présentons ici un premier aperçu des cadrages, conçu comme une mise en perspective idéal-typique des principaux cadres d'interprétation repérables autour de ce problème public ; il ne s'agit pas d'une restitution exhaustive, ni d'un lexique revendiquant une objectivité dans les expressions employées. Le récit autoritaire étant très peu existant dans les milieux de la recherche et de la vulgarisation scientifique française, ce seront surtout les deux premières qui accompagneront l'analyse.

14 Vincent Beaufig. « "Je me sers de mes médias pour mener mon combat civilisationnel" : comment la galaxie Bolloré accompagne l'essor de l'extrême droite ». *Challenges*, 22 février 2026. URL : https://www.challenges.fr/politique/je-me-sers-de-mes-medias-pour-mener-mon-combat-civilisationnel-comment-la-galaxie-bollore-accompagne-lessor-de-lextreme-droite_640420

15 Une manière de caractériser ce cadrage, dans un public français, peut se trouver dans les discours autour d'événements médiatiques comme la condamnation de Marine Le Pen ou l'interdiction de RT France [Zakharova, 2023]. On observe alors un public hostile aux services publics et notamment aux autorités de régulation. Ces structures sont identifiées comme des "censeurs", opposées à la "liberté d'expression", par un public qui, par ailleurs, soutient des partis politiques autoritaires [Kersimont, 2023].

Étapes	RATIONALISTE	CRITIQUE	AUTORITAIRE
<i>1/ Identification du comportement désigné comme problématique par des entrepreneurs de cause</i>	Arrivée d'Internet et des RSN : les internautes consomment de l'information moins régulée par les <i>gate-keepers</i> traditionnels.	Un petit groupe de personnes concentrent un grand pouvoir d'influence sur le monde des médias, donc sur la société.	Les contestations, les discours existant dans des espaces journalistiques, artistiques ou scientifiques pluralistes, menacent la doctrine traditionnelle.
<i>2/ Construction d'un récit diagnostiquant la nature du problème</i>	Le grand public, particulièrement les jeunes et les personnes peu dotées en capitaux, est crédule face à ce qu'il entend. Cela entraîne des problèmes qui menacent la démocratie : désinformation, complotisme, défiance.	L'émergence des « désordres informationnels » résulte de chaînes de médiation qui configurent inégalement visibilité, crédibilité et circulation des contenus. Une démocratie réelle se mesure aussi à sa capacité à contester ces mécanismes, non à les renforcer.	Des acteurs hostiles sapent l'unité nationale / les valeurs ; il faut rétablir une vérité légitime (souvent nationale, civilisationnelle) pour protéger l'ordre social hiérarchisé.
<i>3/ Justification que le problème est d'une gravité particulière</i>	Actes jugés "irrationnels" : les résultats de certaines campagnes électorales, les attentats terroristes, la dégradation du débat public.	Le pouvoir donné aux propriétaires des grands médias vient affaiblir tous les contre-pouvoirs, ce qui facilite des dynamiques de domination et des entrepreneurs politiques autoritaires.	Récit de menace existentielle (déclin, chaos, perte d'identité, insécurité), le durcissement voire la restriction de libertés fondamentales.
<i>4/ Popularisation du cadrage dans la sphère publique</i>	Grande quantité d'émissions TV/radio sur "le danger de la post-vérité et du règne de l'émotionnel" sous l'angle transversal des <i>fake news</i> .	Quelques interventions de chercheur·euses vers le grand public : rapports de synthèse, conférences de médiation scientifique ou dans des milieux militants.	<ul style="list-style-type: none"> • Médiatisation d'informations qui servent un narratif anti-progressiste. • Financement de médias par des milliardaires proches de l'extrême droite.
<i>5/ Solutions et actions publiques proposées</i>	<ul style="list-style-type: none"> • débunkage et fact-checking • cours d'EMI et "vulgarisation de l'esprit critique" • affirmation de la supériorité épistémique des sciences et des médias traditionnels 	<ul style="list-style-type: none"> • construction d'espaces d'apprentissage horizontaux, propices au développement de postures critiques et d'humilité épistémique • régulation des structures pour favoriser la démocratie : pluralisme, transparence, protection des contre-pouvoirs. 	Restriction de l'expression, mise sous tutelle des institutions (médias, université, justice, autorités indépendantes) par l'État et/ou des groupes propriétaires.

Pour le retrouver facilement, ce tableau sera dupliqué en fin de mémoire (Annexe 1).

1.2 Panorama des actions publiques française de lutte contre la désinformation

Les réponses publiques françaises à l'émergence d'un problème public de la désinformation sont diverses, portées à la fois par le secteur privé et les pouvoirs publics [Vauchez, 2024, p.147] :

On peut recenser ce qui a émergé au nom de la lutte contre le problème fake news : une loi, des sites, des chaînes YouTube, des rubriques de fact-checking, des jeux de société, des congrès, des colloques, des produits dérivés, des réseaux d'action ou de travail, des web radios, des applications, des escape games, des start-up, des newsletters, des canaux Telegram, des commissions, des projets ANR, des associations de débunking, des bandes dessinées pédagogiques, des concours de création publicitaire, des quiz – et même des thèses.

1.2.1 Les politiques publiques pour combattre les désordres informationnels

Politiques éducatives renouvelées et affirmation d'objectifs concernant l'information

Une des principales réponses concerne la mise en place, autour de l'Éducation nationale, d'une éducation à l'esprit critique (EEC), incluse de manière transversale dans tous les cours. On reviendra en détail (en Partie 2) sur ce que recouvre la notion d'esprit critique dans des contextes scolaires et non-scolaires. Pour l'instant, disons que l'introduction de nouvelles séquences ou de nouveaux programmes éducatifs vise à former chez les élèves un esprit critique mobilisable dans l'ensemble des dimensions de leur future vie citoyenne. Il s'agit d'apprendre à mettre en œuvre cet esprit critique pour élaborer des connaissances scientifiques solides, mais aussi pour prendre part à des débats politiques contemporains. L'enjeu n'est pas ici de retracer la simple reconfiguration d'objectifs pédagogiques déjà établis, mais de présenter les nouveautés apparues ces dernières années, et le cadrage retenu parmi ceux identifiés dans la sous-partie précédente. La transformation la plus importante, à cet égard, concerne les cours qui ont pris en importance ces 10 dernières années pour porter cette mission d'EEC : l'éducation aux médias et les cours d'éducation morale et civique. L'éducation aux médias et à l'information (EMI) a une vaste histoire, et des objectifs variables selon les contextes. Un concept utile pour comprendre l'objectif de l'EMI est qu'il s'agirait d'une pratique éducative visant à développer la *media literacy*.

Définie comme « l'ensemble des compétences caractérisant l'individu capable d'évoluer de façon critique et créative, autonome et socialisée dans l'environnement médiatique contemporain » (Fastrez, 2010 : 36), la littératie médiatique peut être considérée comme l'ensemble des acquis résultant de l'éducation aux médias [...] d'une part, de l'analyse, la compréhension et la réflexion critique de messages médiatiques, et d'autre part, de l'appréhension des contextes sociaux, politiques, économiques, technologiques et culturels dans lesquels ces messages sont produits, diffusés et reçus (Landry & Basque, 2015). En ce sens, [l'EMI] est abordée comme une « éducation à » des valeurs et des attitudes et s'inspire des pédagogies de l'enquête (Dewey, 1938). L'éducation aux médias est enfin « un projet éducatif visant à la fois l'accomplissement individuel, l'évolution des rapports sociaux, la

critique sociale et l'émancipation des groupes et des communautés. Elle s'inscrit ainsi dans le sillage de modèles de pédagogie militante ou socialement engagée » (Landry & Basque, 2015 : 49).
[Bihl, 2020]

Aujourd'hui, tout le monde accepte le principe de faire de l'éducation à la *media literacy*, mais les approches sont très différentes et servent des projets politiques divers. Historiquement, la première mise en place était d'ordre protectionniste, et visait à "protéger les élèves du danger des médias de masse". Cette approche, remontant aux années 40, a largement laissé place, au fil des années, à des éducations aux médias plus critiques, considérant le public comme co-producteur du sens d'un message médiatique [Kellner & Share, 2007]. Reprenant notamment les idées de S. Hall, on apprend à analyser un média comme support, un discours, en fonction de *qui* parle et de la manière dont le message veut passer, etc. Le sens est ainsi considéré comme une lutte culturelle entre des récits dominants et des lectures négociées. Cette vision revendique un engagement progressiste d'émancipation collective et s'oppose à l'EMI comme projet visant uniquement à produire des "choix rationnels", au sens d'un acteur économique incité à prendre des décisions optimales pour lui-même, en adoptant des pratiques médiatiques responsables.

On assiste cependant depuis plusieurs années au retour d'une orientation défensive de l'EMI en France, et dans l'Union européenne plus généralement. Cette évolution fait notamment suite aux attentats de 2015, à la lutte contre la radicalisation, à la montée d'une inquiétude envers les risques de la désinformation et des théories du complot (en particulier sur internet) ainsi qu'à la mise en avant des enjeux de protection des données personnelles (Bosler, 2020; Corroy & Froissart, 2018; Lehmans, 2021; Mahmoudi, 2022). Former l'EC des élèves constituerait une solution à ces problèmes publics et plus globalement « aux menaces pesant sur la démocratie » (Chopin & Sinigaglia, 2023, p. 143). Dans les discours institutionnels actuels, les médias numériques sont souvent présentés comme des sources de dangers, des filtres à la connaissance, en concurrence avec l'école voire en opposition à celle-ci.
[Barbier, 2024, p.114]

Ce déplacement de cadrage apparaît nettement dans les travaux sur l'EMI numérique : introduire des séquences sur ces thèmes fait désormais l'objet d'un relatif consensus, et l'on pourrait s'attendre à ce qu'elles soient construites en dialogue avec la recherche en sciences de l'éducation (SDE) et en SIC. Or, dans la pratique, l'agenda est largement fixé par la catégorie des "dangers numériques" (fausses nouvelles, complotisme, cyberharcèlement, etc.), qui tend à reconfigurer l'EMI en une réponse surtout défensive, plutôt qu'en une approche critique et politisante de l'information au sens large.

Mathieu Bégin, dans les lignes qui suivent, souligne la difficulté de mobiliser des acteurs de l'éducation aux médias en éludant la notion de risques associés à l'usage du numérique chez les jeunes. Il fait le constat qu'il est très difficile de susciter l'intérêt des parents et des intervenants par rapport à l'éducation aux médias sans présenter de projet socioéducatif en tant que solution aux problèmes comme les fausses nouvelles, le *sextage*, la cyberintimidation ou la dépendance au numérique par exemple. [Petit *et al.*, 2019]

Entre émancipation démocratique et socialisation républicaine

Concernant l'Éducation civique et morale, l'idée est de permettre l'émergence de citoyens aptes à l'exercice de leur citoyenneté¹⁶. Cette citoyenneté passe par l'exercice d'un discernement critique, de la capacité à débattre, mais également par le respect d'un certain nombre de valeurs républicaines. L'EMC se heurte alors à une difficulté professionnelle majeure : tenir une neutralité enseignante toujours précaire tout en faisant passer des valeurs républicaines (laïcité, empathie, tolérance, respect des lois), dans des classes marquées par la diversité politique, culturelle et sociale [Andro, 2022]. Cette difficulté renvoie plus largement à la définition — et à la stabilisation — de ce que l'institution entend par « éducation à l'esprit critique » (EEC) : quel est le degré de critique et d'autonomie qu'on souhaite développer ? Les textes institutionnels pouvant manquer de précisions quant aux savoirs et objectifs précis à mettre en œuvre sur ces sujets [Mahmoudi, 2022].

Les politiques françaises récentes en matière d'éducation à l'EEC et de lutte contre la désinformation en ligne peuvent être éclairées à partir de deux rapports codirigés par Gérald Bronner. Le premier, *Éduquer à l'esprit critique. Bases théoriques et indications pratiques pour l'enseignement et la formation* (2021)¹⁷, a été élaboré par le Conseil Scientifique de l'Éducation Nationale (CSEN) ; le second, *Les Lumières à l'ère numérique* (2022)¹⁸, porte plus spécifiquement sur les liens entre désordres informationnels et liberté d'expression à l'ère numérique. Articulant résultats de la littérature scientifique et recommandations d'action publique, ces textes sont coécrits par des chercheurs.euses issues de disciplines variées (sociologie, sciences politiques, philosophie, sciences cognitives) et par des praticiens (journalistes, formateurs.trices EMI). Iels offrent ainsi un concentré particulièrement révélateur du cadrage politique retenu, c'est-à-dire des savoirs mobilisés pour répondre aux configurations informationnelles contemporaines et à venir. La vision qu'on retrouve dans ces rapports est celle qu'on a décrite comme l'approche "rationnaliste dominante" : *framing* de la *crédulité générale* ou de la *déficience des publics*. On peut le résumer en 4 points :

1. Les outils numériques se sont massifiés, et l'information circule plus vite que jamais.
2. Le public est vulnérable, crédule, ne sait pas trier le vrai du faux à cause de ses biais cognitifs.
3. La démocratie est en danger quand on voit que le grand public vote en étant mal informé (exemple de la campagne du Brexit puis de Trump) ?
4. L'éducation à l'esprit critique serait le remède à la désinformation.

L'esprit critique (EC) mobilisé ici est entendu dans une acception volontairement restreinte : il renvoie à la capacité d'apprécier la qualité d'une information à partir du degré de confiance

16 <https://eduscol.education.gouv.fr/5994/former-l-esprit-critique-des-eleves>

17 Pasquinelli, Elena & Bronner, Gérald. (dir.) *Éduquer à l'esprit critique—Bases théoriques et indications pratiques pour l'enseignement et la formation*. Rapport du Conseil scientifique de l'éducation nationale (2021). URL : https://www.reseau-canope.fr/fileadmin/user_upload/Projets/conseil_scientifique_education_nationale/Ressources_pedagogiques/VDEF_Eduquer_a_lesprit_critique_CSEN.pdf

18 Bronner, Gérald (dir.) *Les lumières à l'ère numérique*. Rapport Présidence de la République (2022). URL : <https://www.vie-publique.fr/rapport/283201-lumieres-l-ere-numerique-commission-bronner-desinformation>

accordé aux sources. Les préconisations formulées s'appuient majoritairement sur les sciences cognitives (biais, incertitudes, confiance, métacognition, etc.) et convoquent peu les sciences sociales ; en outre, l'EC apparaît comme relativement peu articulée aux enjeux proprement politiques¹⁹. L'objectif consiste principalement à développer un ensemble de compétences — évaluer des sources, distinguer faits et opinions, analyser un texte ou un raisonnement — afin de réduire un déficit individuel de jugement attribué aux jeunes, réputés plus vulnérables. Cette orientation se traduit notamment par le renforcement de l'éducation aux médias et à l'information (EMI), appelée à devenir une « grande cause nationale ». Parallèlement, des recommandations portent sur la nécessité de plateformes disposant d'algorithmes plus performants et de dispositifs de modération renforcés (transparence, signalement des discriminations, responsabilisation, etc). Ces rapports articulent ainsi des constats plus ou moins convergents avec l'état de la recherche scientifique et des recommandations d'action publique d'un degré de précision variable, combinant des interventions sur les comportements individuels et dispositifs de portée collective.

En matière d'information et d'esprit critique, les politiques éducatives semblent aujourd'hui dominées par une vision que Charlotte Barbier qualifie de conception "d'institutionnelle" :

Les discours institutionnels actuels au sujet de l'EC en éducation diffusent une conception générique de celui-ci, à la fois protectionniste et républicaine. L'EC y est présenté comme un rempart à certaines menaces pesant sur la démocratie, une solution à certains problèmes publics car il permet aux citoyens de se prémunir contre les manipulations et l'endoctrinement. L'EC apparaît comme une capacité fondée sur la raison associée à un ensemble d'attitudes, de valeurs et de pratiques. Il repose sur les valeurs de la République, en particulier la laïcité, ainsi que sur une forme de méfiance envers les médias numériques (et à l'inverse une confiance a priori dans les institutions et les médias traditionnels). Il s'appuie également sur la recherche de la vérité et de l'universalité ainsi que sur la pratique du dialogue en vue d'arriver au consensus. Le cadre scolaire est considéré neutre. Le développement et l'exercice de l'EC ne visent pas la contestation de l'ordre social mais plutôt sa préservation. [Barbier, 2024, p.120-121]

Le cadrage institutionnel dominant de l'esprit critique se cristallise surtout dans le rapport du CSEN de 2021, qui alimente la majorité des supports et dispositifs de formation diffusés par les inspecteurs et formateurs. Ce faisant, il marginalise des perspectives concurrentes — critiques ou plus proches des approches en sciences humaines et sociales — qui permettraient de déplacer l'analyse vers des causes plus structurelles des désordres informationnels : stratégies industrielles, influence des lobbies, logiques propres aux plateformes, financement des médias, inégalités sociales, etc. Ces déterminants sont largement invisibilisés dans les rapports publics, puis dans les politiques éducatives qui en découlent. Non que la question soit absente — Bronner évoque par exemple un « dérèglement du marché de l'information » [Bronner, 2013] —, mais l'effort se concentre principalement sur la réception de l'information par les citoyens, bien davantage que

19 Une réponse collective et pluridisciplinaire a été faite au second rapport, publié sur le média en ligne AOC. Elle émane de Julien Giry, Antoine Hardy, Philippe Huneman, Emmanuel Kreis, Jérôme Lamy et Arnaud Saint-Martin ; et associe jusque dans son titre le rapport à une panique morale. *Les Lumières à l'ère numérique* serait un rapport scientifiquement bancal apportant une caution scientifique à des politiques néolibérales. Une des critiques étant que les rapports dirigés par Bronner présentent une vision a-sociologique du monde, évacuant par la même occasion une analyse des rapports de pouvoir traversant la société. URL : <https://aoc.media/analyse/2022/01/19/panique-morale-a-lelysee-sur-le-rapport-de-la-commission-bronner/>

sur la régulation de ce « marché ». Cette orientation aura des conséquences que nous analyserons plus loin, notamment au regard des critiques formulées par une partie du monde académique face à des prescriptions majoritairement adossées aux sciences naturelles.

En comparaison, les travaux de recherche en sciences de l'éducation qui pourraient être pertinents sur le thème de l'EC semblent peu pris en compte par ces acteurs. Nous pouvons nous demander si cela n'est pas en partie lié à un manque de visibilité de ces études et de ces savoirs qui, en comparaison de la zététique et des travaux en sciences cognitives, font peu l'objet d'une vulgarisation et donnent rarement lieu à des fiches ou schémas facilement compréhensibles et partageables. En outre, ces recherches sont peu relayées sur les réseaux sociaux et ne sont pas défendues ou promues par une communauté de militants. Ainsi ces savoirs ne circulent pas de la même façon et à la même vitesse. [Barbier, 2024, p.427]

1.2.2 Des actions privées en recherche d'objectifs commun

Dans la continuité des politiques éducatives, la lutte publique française contre la désinformation s'organise largement autour d'une posture qui évite l'intervention directe sur le contenu, au profit d'une *délégation de la fiabilité* aux journalistes, érigés en garants²⁰. L'État se positionne alors surtout comme facilitateur et régulateur : il met en place des politiques éducatives, identifie des ingérences²¹ mais ne contrôle pas directement les contenus²². Ce cadrage privilégie une approche par les "mauvais comportements" de circulation et de partage, au risque de minorer les causes structurelles des désordres informationnels. Pour autant, des réponses plus "structurelles" existent bien, mais elles demeurent timides et souvent enchâssées dans des dispositifs plus généraux. Une illustration de cela est le *Digital Services Act*, qui précise la responsabilité des plateformes numériques en matière de contenus illicites et de gestion des risques au niveau européen, sans constituer en soi une législation spécifiquement centrée sur des enjeux épistémiques de "vrai/faux". La mise en débat des questions de désordre informationnel étant ainsi largement portée par le secteur privé, passons en revue les principales actions publiques existantes.

20 Le gouvernement français ayant plusieurs fois exprimé sa volonté de ne pas être associé à un "ministère de la vérité", il a cherché à déléguer cet étiquetage des "vraies/fausses" informations. Un exemple emblématique de cette orientation est la mise en place, durant la campagne présidentielle de 2022, de la coalition « Objectif Désinfo ». Celle-ci réunissait des journalistes issus de 23 médias français, sous l'égide de l'Agence France-Presse et de Google. Au 3 avril 2022, le site de la coalition recensait 102 « fact checks » portant sur des thématiques variées, réalisés dans le cadre d'une indépendance éditoriale présentée comme un principe central.
<https://factuel.afp.com/elections-2022-les-verifications-de-la-coalition-objectif-desinfo>

21 Le Service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (VIGINIUM) est une équipe existante depuis 2021, rattachée aux questions de Défenses/Sécurité Nationale. Elle a pour mission d'identifier les ingérences étrangères sur le numérique français, mais pas d'intervenir. Il demeure délicat d'identifier les mesures effectivement mises en œuvre sur ce volet, les interventions directes étant à la fois récentes et couvertes par le « Secret Défense ».

22 L'exception à cela étant l'interdiction de quelques sites au nom de la lutte contre la désinformation -notamment *RT France* et *Sputnik*- faisant écho aux sanctions européennes (2022) dans la Guerre en Ukraine. Mais ce cas illustre que les lois françaises contre la désinformation n'existent pas encore, à proprement parler : il s'agit au mieux de législation européenne sur des sujets plus larges -discrimination en ligne, contrebande, guerre- que la France applique progressivement.

Le mouvement de vérification des informations

Dans le prolongement des dispositifs éducatifs et de régulation évoqués plus haut, une autre manière de lutter contre les fausses informations est de construire un contre-discours d'une réfutation argumentée : l'objectif est de produire, de façon méthodique, des arguments et des preuves qui établissent pourquoi une théorie, une rumeur ou une affirmation ne peut être tenue pour vraie. Ce type d'intervention s'est développé de façon marquée avec internet, en favorisant l'essor de mouvements de "fact-checking" portés par des professionnels et, parallèlement, l'apparition d'initiatives plus amateurs (associations, collectifs, internautes bénévoles) rassemblées sous le terme de "débunkage". Pour la première catégorie, la période récente se caractérise notamment par l'institutionnalisation de rubriques dédiées au sein de médias établis (*Désintox* puis *Checknews* au sein du média Libération, *Les Décodeurs* pour le journal Le Monde)²³. En parallèle, le journalisme numérique a vu la promulgation d'une "loi fake news" (2018), ajoutant aux médias numériques une régulation stricte pour diffuser des fausses informations, là où le code de la presse avait déjà une interdiction similaire. Cette loi a laissé intactes les contraintes matérielles de production de l'information, encourageant souvent la reprise et la circulation d'énoncés insuffisamment vérifiés ou mis en perspective²⁴ ; des contraintes comme l'accélération des temporalités, la pression à la publication ou la fragilisation économique. Ce cadrage individualiste a ainsi limité les effets de la loi : une enquête montre que les routines professionnelles n'ont pas été substantiellement modifiées [Sauvé & Coutant, 2023], tandis que les campagnes électorales suivantes demeurent traversées par la diffusion de fausses informations.

Concernant la pratique du « debunk », ses figures les plus visibles se déploient aujourd'hui sur YouTube, où des vidéastes se revendiquent de la « zététique », du « scepticisme » ou, plus simplement, du « debunkage ». Ces acteurs complètent parfois le travail journalistique sur certains sujets, tout en formulant à l'égard des médias traditionnels des critiques récurrentes, notamment un manque de compétences scientifiques et une exigence insuffisante dans le filtrage de la désinformation [Dauphin, 2023]. En retour, le monde du journalisme peut opposer que ces vidéastes n'appliquent pas eux-mêmes la majorité des recommandations qu'ils promeuvent [Foucart *et al.*, 2020, p.146]. Plus largement, ils font l'objet de reproches relatifs à une faible réflexivité et à un déficit d'honnêteté intellectuelle dans les débats, ainsi qu'à une tendance à vulgariser des sujets insuffisamment maîtrisés. Plus généralement, la popularité du concept de "fake news" tend à produire un certain nombre de conflits sur "l'énonciation publique du vrai" [Bodin & Chambru, 2019].

23 Il faut noter que la pratique est ancienne, on la fait parfois remonter pour les États-Unis à 1923. Mais c'est réellement depuis 10 ans qu'une importance spécifique a été donnée à la pratique (élection de Trump, Brexit, etc.). La création des cellules cités remonte à 2008-2009 est également une réaction à l'arrivée d'internet et la crise de confiance envers les journaux traditionnels [Bigot, 2017].

24 La loi de 2018 est interprétée de manière similaire à ce que décrivait Ysé Vauchez dans la partie précédente, à savoir que les médias de presse sont considérés comme fiables par défaut, et les fausses informations comme le seul fait de producteurs malveillants. Or, l'intensification de l'information et les contraintes économiques a transformé un pan du travail du journaliste en un travail de "reformulation de l'information existante", et de moins en moins de vérifications. Cette tendance interroge sur les manières dont les journalistes se retrouvent en pratique des diffuseurs de mésinformation malgré leur bonne volonté. Ce processus est notamment décrit dans : Julia Cagé, Nicolas Hervé, Marie-Luce Viaud. *L'information à tout prix*. Institut National de l'Audiovisuel (INA), Bry-sur-Marne, collection « Médias et Humanités », 2017, 170p.

Florian Dauphin (*ibid*) s'attache à distinguer la pratique d'amateurs-pro sur YouTube associée au débunk de celle des journalistes engagés dans le fact-checking. Il met notamment en avant la *personnification des théories* et la différence de posture à l'égard du public. Là où les vidéastes, conformément à l'économie des plateformes, se mettent en scène et lient le danger d'une croyance erronée à des figures identifiables (le complotiste, le gourou), les journalistes fondent davantage leur légitimité sur l'institution médiatique qui les emploie, en entretenant un rapport plus distancié tant aux réactions du public qu'aux acteurs promouvant les théories visées. Il en résulte des dynamiques contrastées : les journalistes s'inscrivent prioritairement dans une démarche de diffusion de connaissances, tandis que les débunkeurs conduisent, de manière plus ou moins coordonnée, des campagnes destinées à exercer une pression contre ce qu'ils perçoivent comme opposé au « vrai » ou à la rationalité scientifique. Ces campagnes peuvent viser un article ou un documentaire jugé pseudo-scientifique, mais aussi critiquer une posture, voire un programme de recherche désigné comme « dangereux ». Le rôle de « lanceur d'alerte », revendiqué et rendu efficace par les RSN, soulève ainsi des questions éthiques spécifiques.

Aussi, le mouvement montre en certaines occasions des dérives préoccupantes pour la qualité des débats publics ou scientifiques : disqualification de chercheurs ou d'institutions scientifiques, pratique du harcèlement en ligne, désignation d'ennemis « de la Science » livrés aux militants, pression sociale exercée sur des chercheurs et des lanceurs d'alerte, ou en certaines occasions plus rares une justification de propos racistes ou islamophobes par l'exercice d'une « argumentation rationnelle ». [Bodin, 2021]

Sur YouTube, il existe une forte porosité entre les figures du débunkage et celles identifiées comme faisant de la “vulgarisation scientifique sur le sujet de l'esprit critique”. Cette catégorie se présente comme un sous-genre de la catégorie thématique des sciences, participant de ce qu'on nommerait aujourd'hui une “culture scientifique” au sens large.

Développement d'une “culture scientifique”

Si la vulgarisation des sciences est rattachée à diverses politiques publiques, dernièrement, on parle de l'importance de développer la “culture scientifique”. Pour comprendre les buts de ces actions publiques, divers modèles sont proposés pour caractériser les différents rapports entre science et société :

Public Understanding of Science (vulgarisation scientifique), *Public Understanding of Research* (démarche d'expérimentation et d'investigation sur le modèle de la démarche scientifique), *Public Engaging with Science* [...] Le premier modèle, bien que majoritairement mis en œuvre dans les actions de médiation, n'est plus revendiqué par les acteurs, qui portent une forte critique en l'associant au *Deficit model*, c'est-à-dire à l'idée que le manque de confiance et la défiance des individus vis-à-vis des sciences ne proviendraient que de leur ignorance dans ce domaine. Quant au modèle de la culture scientifique, il s'est progressivement vidé de son sens, utilisé indifféremment pour désigner une politique publique, un certain niveau de savoirs synonyme de culture générale, une action socioculturelle scientifique, une labellisation de certains acteurs, etc. [Bordeaux & Chambru, 2025]

Comme cette citation le met en avant, les modèles peuvent avoir une certaine part d'incohérence entre discours et pratiques. On peut se revendiquer des *sciences participatives* tout en maintenant une asymétrie classique sachant/non-sachant, la « participation » se limitant à une *consommation* de savoirs déjà stabilisés. Présenté comme une réponse à la désinformation croissante²⁵, le développement d'une « culture générale scientifique » laisse aussi entrevoir d'autres orientations et usages ; il contribue, ce faisant, à faire de la médiation scientifique un levier parmi d'autres pour lutter contre les désordres informationnels. L'étude de différents dispositifs où les pouvoirs publics soutiennent la diffusion de connaissances scientifiques tend à montrer qu'ils viennent plutôt conforter la séparation entre le sachant et les citoyens [Bodin, 2013]. Une séparation qui inciterait les non-spécialistes à « faire confiance » aux experts concernant les choix technico-scientifiques.

... les politiques de communication scientifique qui se succèdent depuis les années 1980 tendent à renforcer l'expression de paradigmes communicationnels qui privilégient la promotion ou « la vente » de la science (Chavot et Masseran, 2010) par rapport au dialogue sciences-société, ce qui donne toute légitimité aux choix politiques qui lient le progrès scientifique et technique au développement économique du pays. [Chavot & Masseran, 2025, p.30]

En somme, sciences et journalisme sont fréquemment mobilisés comme des garants d'une « information de qualité », sans que soient pour autant réunies les conditions susceptibles de garantir que le public — même doté d'une « culture générale scientifique » ou d'un « esprit critique » — soit effectivement prémuni contre la désinformation. Les réponses observées relèvent davantage d'un ensemble d'actions dispersées, souvent enchâssées dans des politiques plus générales, et dont les objectifs comme les moyens demeurent relativement indéterminés²⁶. Or, cette dispersion s'accompagne d'une faible politisation [Bonnet *et al.*, 2024] du problème : la conflictualité des enjeux, leurs dimensions structurelles et les rapports de pouvoir qu'ils engagent peinent à être explicités et discutés dans un cadrage cohérent. Il convient dès lors d'examiner plus finement les conditions d'émergence de la problématique de l'esprit critique, et la manière dont elle s'articule — ou se substitue — à la construction des phénomènes de désordre informationnel comme problème public.

25 Citons comme exemple la Stratégie nationale contre la désinformation en santé, lancée en janvier 2026. Cette stratégie se base sur un rapport d'une mission d'expertise alertant sur un manque de culture scientifique chez les citoyens français. Sur les questions de santé, ce manque de formation à l'esprit critique et aux sciences entraînerait une vulnérabilité du public à la désinformation se propageant aujourd'hui sur internet. La stratégie nationale vise à mettre en place des outils de fact-checking et de contre-discours sur les réseaux sociaux numériques, afin de « permettre à chacun de faire des choix éclairés en matière de santé. » <https://www.info.gouv.fr/actualite/la-gouvernement-lance-une-strategie-nationale-pour-lutter-contre-la-desinformation-en-sante>

26 Un exemple symptomatique de cette dispersion se retrouve dans une récente méta-analyse consacré aux interventions liées à l'esprit critique dans un contexte universitaire [Schoute & Alexander, 2025]. Il en ressort une difficulté à tirer des conclusions devant la profusion de définition de ce qu'est l'EC et le manque d'adéquation avec les manières de le mesurer.

Partie 2/ Étudier le “champ de l’esprit critique”

2.1 Les différents buts et conceptions de la pensée critique

Le panorama des interventions publiques visant à lutter contre la désinformation a permis d’identifier les principaux acteurs et cadrages associés aux enjeux de désordres informationnels. Ces acteurs - fréquemment multi-positionnés entre université, vulgarisation scientifique (en ligne ou dans la publication de livres), conseil politique et monde associatif - contribuent par leurs discours à façonner et reconduire les représentations que divers publics se font de la désinformation et des moyens d’y répondre. Cette partie vise à expliciter les concepts nécessaires à l’analyse de notre terrain, situé dans un espace de vulgarisation scientifique regroupé sous la bannière de « l’esprit critique », objet caractérisé par sa pluridisciplinarité et par la difficulté à stabiliser une définition consensuelle. Elle propose ainsi une lecture en termes de champ des acteurs revendiquant le pouvoir de définir et d’enseigner « l’esprit critique », afin de mettre au jour les mécanismes de légitimation et les clivages politico-épistémiques qu’ils cristallisent, avant d’en offrir une cartographie synthétique sous la forme d’une typologie en huit conceptions.

2.1.1 Qui a le pouvoir de définir le concept d’esprit critique : analyse de champ

Définir l’« esprit critique » : mécanismes de légitimation et rapports de force entre science, institutions et médiation

La vulgarisation de l’esprit critique ne peut être dissociée des discussions - initialement concentrées dans le champ universitaire - relatives à ce que l’on entend par « esprit critique » dans l’institution scolaire. Ces discussions se sont considérablement renforcées au cours des dix dernières années, en combinant des controverses proprement scientifiques — opposant des paradigmes intra-disciplinaires en concurrence — et des prises de position politiques. Autrement dit, déterminer les objectifs de la pensée critique revient aussi à arbitrer entre des préférences normatives et des conceptions du monde ; la question ne se résout donc pas par l’accumulation de faits. Dès lors, pour saisir qui peut imposer une définition de l’esprit critique, il faut analyser ce milieu comme un champ social.

Le champ est un microcosme social relativement autonome à l’intérieur du macrocosme social. Chaque champ [...] est régi par des règles qui lui sont propres et se caractérise par la poursuite d’une fin spécifique. [...] La logique d’un champ s’institue à l’état incorporé chez les individus engagés dans le champ sous la forme d’un sens du jeu et d’un habitus spécifique. Les champs reposent sur une coupure entre les professionnels (de la politique, de la religion, etc.) et les profanes. La

délimitation des frontières d'un champ est elle-même objet de lutte. [Wagner, 2021, p.50]

Le champ de l'esprit critique se structure d'abord en fonction de l'audience dont disposent les différents acteurs (capital médiatique) et de la crédibilité scientifique qui leur est attribuée (capital scientifique). Toutefois, la notion de capital scientifique ne se réduit pas ici à l'accumulation de titres et de publications au sein du monde universitaire, telle que la conceptualisait P. Bourdieu. En effet, l'activité de médiation scientifique rend possible l'attribution d'une position de *sachant* à des personnes qui ne produisent pas — ou peu — de travaux publiés, alors que la publication constituait historiquement le fondement de la reconnaissance comme expert.

L'autorité scientifique est donc une espèce particulière de capital qui peut être accumulé, transmis et même reconverti en d'autres espèces sous certaines conditions. [...] La reconnaissance socialement marquée et garantie (par tout un ensemble de signes spécifiques de consécration que le groupe des pairs-concurrents accorde à chacun de ses membres) est fonction de la valeur distinctive de ses produits et de l'originalité collectivement reconnue (au sens de la théorie de l'information) de la contribution qu'il apporte aux ressources scientifiques déjà accumulées. [Bourdieu, 1975, pp.16-17]

À cette autorité, très spécifique aux groupes de pairs, s'ajoute une autre dynamique : les scientifiques peuvent aussi évoluer dans le champ social par le renforcement de leur capacité à publiciser et à rendre audibles leurs travaux. Dit autrement, la séparation historiquement instituée entre le travail *intra* et *extra* universitaire se reconfigure lorsque la trajectoire académique dépend, en partie, de la production de recherches facilement convertibles en ressources de visibilité et de reconnaissance. Dès lors, l'auto-médiation scientifique — auparavant plus périphérique et relativement dissociée du cœur de l'activité académique — tend à s'imposer comme une pratique structurante, qui rétroagit sur les recherches elles-mêmes. Ce phénomène est d'autant plus marqué aujourd'hui que les outils numériques permettent d'atteindre directement des publics, sans passer par l'intermédiation journalistique ou par des dispositifs événementiels spécifiques.

La présence numérique d'un chercheur devient un indicateur de son implication et de son engagement dans la communauté scientifique, voire dans la société. Le « *publish or perish* » s'accompagne aujourd'hui d'un « *visible or vanish* » (Barton et Merolli, 2019). Des services [...] aident les chercheurs à optimiser la visibilité de leurs articles pour qu'ils génèrent plus de clics et de partages. Le phénomène de « publicitarisation » (Berthelot-Guiet *et al.*, 2013) où l'accent est mis autant sur la captation de l'attention que sur la qualité du contenu lui-même existe en science. Les chercheurs capables d'exploiter ces nouveaux canaux voient leur influence s'étendre bien au-delà des cercles académiques traditionnels (Akpınar et Fazelpour, 2024). Que l'on évoque juste dans le cas français Didier Raoult qui, grâce à sa chaîne YouTube et à son utilisation intensive des réseaux sociaux (Twitter-X, notamment), a réussi à toucher un public bien au-delà du monde académique, et cela dans le but d'influencer le débat public sur la Covid-19. [Gallezot & Poupardin, 2025, p.66]

Il convient dès lors de distinguer, dans la crédibilité accordée aux acteurs, d'une part la capacité à *paraître* rigoureux et scientifique dans la communication publique, et d'autre part les scientifiques qui mobilisent effectivement leur capital scientifique pour intervenir sur leur domaine d'expertise et pratiquer la médiation. Pour un public néophyte, cette distinction peut toutefois s'avérer difficile à identifier : comment évaluer si un scientifique s'exprime depuis une

position minoritaire ou majoritaire au sein de sa discipline ? De même, dans le cas des médiateurs scientifiques, comment apprécier le degré d’alignement de leurs discours avec les débats et les consensus académiques ? Dans sa thèse consacrée aux modalités de diffusion des discours sur les fausses informations, Ysé Vauchez propose de considérer les commissions ayant rédigé les rapports publics évoqués plus haut comme l’expression d’un processus de légitimation [Vauchez, 2024]. Le pouvoir public (par l’entremise du président de la République ou du ministre de l’Éducation nationale de l’époque) a ainsi retenu un groupe relativement homogène d’acteurs ; dès lors, des rapports comme ceux co-dirigés par Gérald Bronner signalent les conceptions que l’autorité politique entérine socialement. Ce processus de validation favorise certains positionnements scientifiques et profils sociaux, en marginalisant d’autres — par exemple, en n’intégrant pas de spécialistes des sciences de l’éducation au Conseil scientifique de l’éducation nationale.

Au-delà de la crédibilité scientifique, ce champ est donc structuré par un autre impératif : être visible. Cette visibilité joue d’abord comme une reconnaissance symbolique, mais elle peut aussi se convertir — de façon plus secondaire, mais bien réelle — en ressources économiques : vendre des livres, proposer des formations, être sollicité pour des conférences, remporter un appel à projet. Le contexte développé en partie 1 est important à garder en tête : une partie de la légitimation provient de la capacité des agents du champ de l’EC à répondre au problème public de la désinformation. Ainsi, les critères qui organisent aujourd’hui cette compétition pour l’audience et la légitimité aboutissent à faire dominer un cadrage rationaliste et individualisant de l’esprit critique. Rien n’indique cependant que ce résultat allait de soi : le champ de l’esprit critique aurait pu être dominé par des cadrages radicalement différents.

Un discours dominant, mais pas forcément dans le monde académique

La question de l’origine historique de l’EEC n’est pas indispensable pour caractériser la conception aujourd’hui dominante ; elle peut toutefois éclairer le glissement qui a conduit à la configuration actuelle. Des pionniers de l’EEC tels que Dewey, Ennis, puis Freire, s’inscrivaient dans une orientation politique progressiste, explicitement tournée vers l’émancipation. Dans certaines déclinaisons, les pédagogies dites « critiques » visaient même à contester des rapports de domination affectant des groupes minorisés : les personnes pauvres, les femmes, etc [Pereira, 2024]. L’éducation à la pensée critique, que l’on fait fréquemment remonter à John Dewey, s’est ainsi très tôt articulée à une réflexion normative sur les traits attendus d’un « bon citoyen » : pour le philosophe pragmatiste, celui-ci doit pouvoir exercer la critique et participer activement à la construction de ses connaissances, puis du monde social [Dewey, 1927]. Au fil des années, d’autres auteur·ices ont proposé des méthodes pour développer la capacité à discriminer « ce qu’il faut croire et faire », ce qui a soulevé des difficultés quant à la possibilité de stabiliser une EEC à la fois cohérente et opérationnelle [Jeune *et al.*, 2026]. Dans ce foisonnement, un fil conducteur demeure néanmoins : la pensée critique est régulièrement présentée comme une mise à l’épreuve de savoirs « traditionnels » ou issus d’une pensée rapide et peu réflexive [Schöpfer, 2025, p.44].

À partir d’un examen des différentes définitions de ce que l’on nomme l’esprit critique (ou *critical thinking*), C. Schöpfer met en évidence un clivage majeur entre, d’une part, les théoriciens (philosophes de l’éducation, pédagogues) et, d’autre part, des conceptions plus « naïves » diffusées dans le grand public francophone. Malgré plusieurs recoupements, ces dernières tendent

à ramener l'esprit critique à une forme de « scepticisme mis en pratique ». Le scepticisme — qu'il s'agisse d'une posture ou du courant philosophique homonyme — y est compris comme la « capacité à douter, en particulier à l'égard des informations provenant de sources externes ou des affirmations d'autrui » (*ibid*, p.168). À l'inverse, les listes de compétences et de dispositions mobilisées par les théoriciens accordent une place plus explicite à l'examen de soi, par exemple via « l'honnêteté face à ses propres biais, préjugés, stéréotypes » [Facione *et al.*, 1990, p.28]. Faute de la dimension collective, l'EC peut ainsi se trouver orienté quasi exclusivement vers autrui.

On note ici un paradoxe : alors même que les projets fondateurs de l'EEC s'inscrivaient fréquemment dans des orientations philosophiques et/ou politiques explicitement émancipatrices, le cadrage aujourd'hui dominant tend au contraire à se présenter comme politiquement neutre. Plusieurs propositions contemporaines de l'EEC se montrent en effet éloignées d'une vision qui prétendrait demeurer strictement neutre sur le plan axiologique. Pourtant, cette « vision neutre » s'est progressivement imposée : on la retrouve dans certaines politiques éducatives [Barbier, 2024, p.112], au sein du mouvement rationaliste²⁷, mais également du côté de la médiation scientifique, sous l'influence du mouvement « zététique »²⁸. Cette neutralisation se comprend à la fois comme un effet de positionnements épistémiques - définition des savoirs légitimes, représentation de la scientificité - et comme le produit de contraintes structurelles. En effet, questionner des rapports de pouvoir peut être coûteux en termes de légitimité, et « mal vu » selon les espaces d'intervention, notamment pour des scientifiques [Bonneuil, 2006]. Dès lors, pour préserver de la crédibilité et éviter l'étiquette de discours « clivant », la critique se déplace vers des objets moins exposés politiquement : au lieu d'énoncer des préférences normatives, elle se formule surtout en négatif : démystification des arguments fallacieux, des biais cognitifs, des théories complotistes, des gourous, etc.

Généralement, les prises de positions politiques sont globalement mal perçues par le groupe qui considère les sciences au-dessus de la question politique et qui voudrait avoir une vision descriptive, neutre et objective des sciences. Par conséquent, le militantisme est essentiellement revendiqué comme scientifique, c'est-à-dire qu'ils agissent au « nom de la science ». [Dauphin, 2023]

27 On ne pourra pas développer cet aspect par manque de temps, mais une partie du champ de l'esprit critique est l'héritier d'une tradition militante qu'on pourrait qualifier de "rationaliste pro-science", incarné dès les années 30 par la création de l'Union Rationaliste. Cette association française aura été impulsée par des scientifiques proches des idéaux marxistes et en réaction à la montée du conservatisme catholique ou fascisme [Laurens, 2019, p.47]. Les descendants des familles Joliot-Curie et Langevin seront partis-prenantes et dirigeantes de cette association jusqu'à nos jours. Un de ses membres - Michel Rouzé, lui aussi issu d'un parti marxiste - fondera en 1968 l'Association française pour l'information scientifique (AFIS). Avec le temps, ce mouvement rationaliste aura tendance à ne plus revendiquer clairement son idéologie politique (*ibid*, p.151) quitte à subir des accusations de techno-solutionnisme (*ibid*, p.210), de climato-scepticisme [Foucart *et al.*, 2020, p.52], ou d'antisémitisme (*ibid*, p.242).

28 Le mouvement zététique a été initié dans les années 80 comme une branche française du scepticisme scientifique. Il propose d'abord "une investigation scientifique des phénomènes réputés paranormaux", puis en est venu à vulgariser des "règles d'or" pour appliquer une pensée critique et scientifique dans la vie de tous les jours ; le tout sans forcément se fonder sur des connaissances issues des sciences humaines et sociales [Bodin, 2021]. Ce mouvement est resté discret jusqu'à l'apparition -vers 2014- de chaînes youtube qui s'en revendiquaient ou pratiquant elles aussi le débunk d'affirmations pseudo-scientifiques. L'analyse révèle que des rapports publics (CSEN) et nombre de pratiques professionnels s'inspire de la conception de l'EC promue par le mouvement zététique [Barbier, 2024, p.210].

Un renversement s'est donc opéré entre un cadrage critique et un cadrage plus dépolitisé et rationaliste, qui ne vient pas servir la critique sociale. Ce dernier pouvant au mieux revendiquer certaines valeurs vagues (liberté, démocratie, république...) mais le projet politique n'ira jamais plus loin que du social-libéralisme. En témoigne le rapport *Éduquer à l'esprit critique* du CSEN qui propose de travailler à rétablir une confiance entre les citoyens et les institutions publiques, sans interroger les raisons - politiques, historiques, sociale - ayant conduit à cette méfiance. Ce rapport s'ouvrant sur l'idée que les définitions de l'esprit critique sont trop souvent vagues et peu opérationnelles, et que ce flou "expose à des risques" [CSEN, 2021, p.6]. Avoir fait le choix, par la suite, de passer sous silence une part importante de la littérature afin de promouvoir une définition minoritaire a logiquement déclenché de vives discussions et plusieurs prises de position universitaires. Dans ce contexte, et en réaction aux rapports du CSEN comme à d'autres productions publiques de même orientation, un collectif s'est formé autour de l'Observatoire des pratiques socio-numériques (OPSN, Université de Toulouse).

En réaction à ces rapports, très centrés sur les sciences cognitives et invisibilisant les contributions des sciences humaines et sociales sur la thématique de l'esprit critique, une quinzaine de chercheurs se sont impliqués dans un groupe de réflexion qui s'est réuni de janvier 2022 à décembre 2024. Ce groupe est interdisciplinaire (SIC, sciences de l'éducation, science politique et sciences du langage) ; il est composé à la fois de chercheurs titulaires et de jeunes chercheurs, dont quatre doctorantes. Après avoir étudié dans le détail le rapport Bronner-Pasquinelli, il vise à produire des analyses originales pour défendre le rôle et l'importance des Sciences Humaines et Sociales dans l'éducation aux démarches critiques réflexives. [OPSN, 2025, p.7]

Pour résumer, le collectif reproche à une large part des recommandations pour "éduquer à l'esprit critique" de trop procéder par des dichotomies binaires ("vrai/faux, bonne/mauvaise réponse"), évacuant ainsi l'apprentissage d'une démarche d'enquête réflexive. Hiérarchiser les différentes sources selon des blocs monolithiques ("la science", "les journaux") empêche de comprendre certaines approches complexes et nuancées, qui peuvent mieux se transmettre par des dispositifs de débats [Pallarès *et al.*, 2020]. Dans ces cas-là, la pensée critique se construit *via* le débat et la controverse réglementée, à la manière de la recherche scientifique. Vouloir éduquer aux sciences et au débat démocratique *par* l'esprit critique semble ainsi incohérent avec les préconisations existantes, qui conservent pour l'essentiel le statut de l'enseignant comme le garant de « la bonne réponse ».

En termes de numérique, la plupart des rapports analysés partent de constats simplistes et idéalisés sur les pratiques numériques des jeunes, si bien que les solutions ne peuvent pas être adéquates. Les sources mobilisées (tournant souvent autour des sciences cognitives pour ce qui est du rapport du CSEN) souffriraient d'une vision déconnectée des contextes sociaux et politiques, pourtant une dimension essentielle pour avoir une démarche de l'information critique. Plutôt que de "corriger" des pratiques d'informations, ou des manières "biaisés" de réfléchir, il s'agirait au contraire de repartir des recherches en sciences humaines et sociales pour construire des compétences et des postures propices au déploiement d'une pensée critique en contexte réel. C'est ce que préconise également un autre collectif de chercheurs et chercheuses travaillant sur

l'éducation aux *approches critiques*²⁹, pour qui l'EEC doit viser à construire une posture d'humilité épistémique chez les élèves comme les enseignants [Jeune, 2024]. Les postures (aussi appelé dispositions) sont souvent citées comme indispensables à une bonne réflexion, là où le cadrage dominant se concentre trop sur les seules compétences.

Exemples de connaissances, compétences et dispositions susceptibles d'aider à mobiliser des approches critiques.

Connaissance	Compétence	Disposition
Savoir ce qu'est un argument, un fait, une opinion	Produire des arguments valides	Ouverture à divers points de vue
Connaître les principales causes du changement climatique	Évaluer la crédibilité d'une source d'information	Humilité intellectuelle

Capture d'écran du rapport collectif "Éduquer aux approches critique" (p.13), coordonné par Nathanael Jeune (2024).

En termes d'objectifs politiques, l'analyse fait apparaître une polarisation du champ de l'EC entre les deux cadrages des questions de désinformation. Un premier pôle — particulièrement visible dans certains dispositifs institutionnels et segments de la médiation — tend à construire l'« esprit critique » comme la restauration des hiérarchies épistémiques : il s'agirait de stabiliser des repères et de restaurer la confiance en opérant un tri des énoncés et des sources (vérification, repérage des biais, démarcation entre science et croyance). Cette posture présente un avantage en cela qu'elle évite des prises de position qui pourraient s'avérer coûteuses. Cette neutralisation n'est pas sans effets politiques : elle contribue à naturaliser des hiérarchies épistémiques et à fixer des frontières symboliques entre acteurs. Ceux qui ne se conformeront pas à cette conception positiviste seront au choix classés comme complotistes, pseudo-scientifiques, anti-science, idéologues, irrationnels, etc [Dauphin, 2022].

À l'inverse, un second pôle, plus proche des approches critiques en SIC et en éducation, conçoit l'EC moins comme une "pédagogie du tri" destinée à sécuriser les publics face à des contenus trompeurs, que comme une compétence démocratique plus large : celle d'un·e citoyen·ne capable d'affronter des situations hétérogènes (information, controverses, expertises, incertitude) sans

29 Le rapport a été écrit après deux ans de recherche collaborative entre près de 30 chercheur·euses et enseignant·es, avec une présence plus forte de jeunes chercheuses que les commissions du CSEN. A noter que l'objectif affiché n'est pas de favoriser "l'éducation à l'esprit critique" mais de promouvoir auprès des enseignants les *approches critiques*. L'objectif est de replacer la démarche critique dans un contexte : d'abord un individu, ensuite la configuration dans laquelle il pense et agit, enfin le contexte social dans lequel un groupe va évoluer. Toute forme d'éducation qui oublierait le second ou troisième aspect souffrirait d'un angle trop simpliste et individualisant pour être réellement pertinent et émancipateur. Le rapport final est disponible sur le site de l'association Éphiscience : <https://ephiscience.org/esprit-critique>

déléguer entièrement son jugement à des autorités. Dans cette perspective, répondre à l'émergence de désordres informationnels ne consiste pas d'abord à "corriger" des croyances par accumulation de réfutations, mais à développer une réflexivité sur la chaîne de médiations (sélection, visibilité, cadrage, légitimation) et des dispositions (humilité épistémique, enquête, discussion, controverse réglée) permettant d'exercer un jugement autonome dans l'ensemble des situations sociales où l'information fait problème. L'« esprit critique » renvoie alors à une posture située, orientée vers l'émancipation et la capacité d'agir, plutôt qu'à une simple procédure de classement des énoncés. Ce cadre posé, on peut désormais détailler les conceptions existantes de l'« esprit critique » en allant plus dans le détail.

2.1.2 Une typologie de 8 conceptions de l'esprit critique

Une typologie pour rendre compte des positions existantes

L'étude approfondie des conceptions associées à l'« esprit critique » met en évidence l'incompatibilité des différentes visions : rapports aux savoirs, représentations des sciences, modes d'évaluations, etc. La fonction attribuée au débat scolaire en constitue un exemple saillant : vise-t-il à entraîner les élèves à construire et confronter des arguments sur des enjeux complexes, ou à sélectionner et hiérarchiser des énoncés selon leurs valeur épistémique ? Dans le premier cas, la pensée critique est conçue comme une pratique d'ouverture intellectuelle, adossée à une forme de relativisme moral qui interroge l'acceptabilité des points de vue au regard de critères épistémiques et sociaux. À l'inverse, le rapport du CSEN envisage le débat comme un levier pour contrer le relativisme épistémique et réaffirmer la primauté de certaines connaissances [Barbier, 2024, p.204]. Alors que l'EC est censé s'appliquer aux questions morales, les recommandations semblent l'en exclure. Plus largement, cet exemple invite à considérer les effets sociopolitiques des pratiques d'EEC : une posture scientiste — plaçant « la science » en position d'autorité sur des enjeux moralement chargés — peut favoriser un rapport dogmatique aux savoirs [Firode, 2023]. Elle tend en outre à figer « la méthode scientifique » en modèle unique, alors que la science se caractérise par une dynamique pluraliste et critique [Hoyningen-Huene, 2013, p.4]. Cette réduction — héritée du positivisme — de la science à son versant expérimental, produisant des « vérités scientifiques », se retrouve fréquemment dans le champ de l'EC [Bodin, 2013, p.584-585].

Il importe dès lors de rendre visible ce qui, parmi ces conceptions, relève de simples variations et ce qui au contraire procède d'oppositions structurantes³⁰. Au-delà des divergences déjà mentionnées, trois critères supplémentaires permettent d'affiner la comparaison. Premièrement, les définitions ne peuvent être identiques selon que l'on se situe dans le contexte scolaire ou hors de celui-ci : l'institution scolaire impose en effet des contraintes spécifiques, qui déterminent à la fois ce que l'on cherche et ce que l'on peut raisonnablement espérer transmettre au titre du développement d'une pensée critique. Deuxièmement, l'éducation à l'esprit critique porte-t-elle

30 Un autre signe de cet antagonisme apparaît lorsque le rapport du CSEN interprète l'ouverture à l'ensemble des propositions formulées dans un débat comme une forme possible de « relativisme », présenté comme « l'opposé de la pensée critique » (*ibid.*, p.111). Dans cette perspective, le cadrage rationaliste semble redouter qu'une pratique de la pensée critique n'aboutisse à la mise en cause des institutions, puis à la défiance, et *in fine* au complotisme — c'est-à-dire à l'inverse même de la démarche recherchée. Cette crainte se traduit, dès lors, par des préconisations qui entrent en tension avec celles du cadrage critique.

uniquement sur des dimensions épistémiques (évaluation des preuves, formation des croyances), ou doit-elle inclure des dimensions morales et politiques, engageant dès lors des enjeux plus collectifs ? Ce point est décisif, car il conditionne largement la politisation de la désinformation ou, à l'inverse, sa réduction à un récit moral et individualisant. Troisièmement, l'esprit critique s'adresse-t-il à un public réputé en être dépourvu (modèle du déficit), ou vise-t-il plutôt à affiner des dispositions critiques déjà présentes ? Le rapport de l'OPSN affirme que la représentation dominante du public comme crédule et vulnérable relève précisément de ce modèle déficitaire, et qu'elle ne serait plus tenable du point de vue scientifique.

Le modèle déficitaire est en effet largement discrédité par une large littérature scientifique (Rancière, 1987 ; Kearnes, MacNaghten et Wilson 2007 ; Yates, Lalande et Lalancette 2023) qui montre que le simple fait de donner plus d'informations aux publics ne change pas nécessairement leurs opinions ou perceptions d'un phénomène social. Ceci est notamment dû au fait que les acteurs sociaux ne sont pas des êtres purement rationnels, mais qu'ils sont eux-mêmes le produit de formes diverses de socialisation et qu'ils ont développé différentes relations aux médias et institutions. Surtout, en tant que citoyens, les individus cherchent à faire valoir leur voix dans les processus de prise de décision basés sur une multitude de facteurs parmi lesquels les croyances ou les valeurs éthiques, politiques et religieuses, ainsi que la culture, l'histoire et l'expérience personnelle. En d'autres termes, l'appréhension d'un phénomène social, comme d'un problème public, par les acteurs sociaux ne peut se comprendre qu'en considérant les différents régimes de vérité qui coexistent. [OPSN, 2025, p.31]

En repartant du travail de thèse de Charlotte Barbier (sciences de l'éducation, 2024) et de Céline Schöpfer (philosophie expérimentale, 2025), on peut distinguer 8 grandes conceptions des notions d'esprit/pensée critique. Elles se sont appuyées, pour leurs recherches, sur des entretiens avec divers.es enseignants.es, sur l'analyse de ressources institutionnelles et, enfin, sur une revue de la littérature en philosophie, psychologie, SDE et EMI. Cette typologie procède d'une "mise en cohérence de divers éléments dans un but heuristique" [Barbier, 2024, p.354], nous permettant de saisir de la cohérence au sein d'un foisonnement d'éléments disparates. Un tableau de synthèse (dupliqué en Annexe 2) permettra de dresser la liste de ces conceptions et des finalités visées.

Conception rationaliste

- L'esprit critique serait la capacité à produire des évaluations épistémiques des assertions, raisonnements et arguments, souvent enseignées via la logique informelle. Elle combine une démarche évaluative et une démarche réflexive sur ses propres biais cognitifs et opinions, avec l'idéal de former des croyances rationnelles et de changer d'avis selon les preuves disponibles.

Conception sceptique

- Variante positiviste/scientiste de la précédente, centrée sur la lutte contre pseudosciences et croyances irrationnelles. Elle valorise « la méthode scientifique » et s'appuie sur la confiance dans un consensus de preuves expérimentales, ainsi que sur divers outils (listes de biais/sophismes, pyramide des preuves, *debunk*, maximes guidant le jugement).

Conception dialogique

- Perspective socioconstructiviste, où la pensée critique se déploie par le dialogue et l'argumentation collaborative sur des problèmes ouverts. Elle articule clarification, délibération, évaluation des preuves et réflexivité pour former des jugements éclairés et comprendre des sujets complexes, recourant par exemple aux débats et à la cartographie de controverses. En éducation, on s'en sert pour introduire des cours de philosophie dès l'enfance.

Conception sociopolitique

- Cette vision attache la pratique de l'EC à l'émancipation et à la justice sociale. Elle dénaturalise les catégories sociales, met au jour les idéologies et les rapports de pouvoir, analyse les représentations et les pratiques. Pour ce faire, elle mobilise des cadres théoriques en SHS, des démarches interprétatives, évaluatives et réflexives, et des pédagogies critiques centrées sur les controverses et la critique des médias.

Conception disciplinaire

- Dans cette conception, l'EC s'exerce d'abord dans un cadre disciplinaire : l'avancée des connaissances dépend de la capacité des scientifiques à formuler des problèmes, à s'appuyer sur des méthodes stabilisées et à questionner la validité de ce qu'ils produisent sur un objet donné. L'enjeu pédagogique n'est pas la seule transmission d'un savoir, mais l'appropriation de démarches permettant de soumettre phénomènes et documents à l'examen critique.

Conception institutionnelle

- Vision promue actuellement par l'Éducation nationale, où l'esprit critique sert à se prémunir de la désinformation et à protéger la démocratie. Via le fact-checking et l'éducation aux médias, on cherche à renouer la confiance envers des sources légitimes, à diffuser de bonnes pratiques numériques, et plus généralement à créer des débats « raisonnables » et à transmettre des valeurs républicaines.

Conception technique

- Vision qu'on retrouve moins à l'école et plus dans le monde de l'entreprise. L'EC est ici orienté vers la résolution efficace de problèmes et l'optimisation de processus, proche des disciplines appliquées et de la « pensée informatique ». Elle privilégie des démarches de conception et d'ingénierie, l'évaluation d'alternatives et la planification d'actions, où la réflexion épistémique est subordonnée à des objectifs pratiques.

Conception scolaire

- Parfois, le concept d'esprit critique est surtout synonyme d'accumulation de culture légitime (dans le sens bourdieusien du terme). En accumulant un savoir neutre, on peut ainsi produire des opinions plus éclairées et pertinentes. Faire "preuve d'EC" est alors une démarche qui porte le risque de naturaliser des inégalités sociales. Inversement, on associera déficit d'esprit critique, manque d'effort réflexif, manque d'informations et déficience intellectuelle.

Tableau de synthèse (d'après *Barbier, 2024, pp.383-401*) :

Conception de l'esprit critique	Finalités de l'EC	Démarches jugées critiques	Ressources ou outils pour le développer
Rationaliste	Former des croyances et prendre des décisions rationnelles	Démarches évaluatives et réflexives centrées sur des aspects épistémiques	Manuels de pensée critique, listes de sophismes et de biais cognitifs
Sceptique	Lutter contre les pseudosciences, les discours pseudoscientifiques, le charlatanisme, les croyances irrationnelles	Débunker et vérifier des assertions à l'aide d'outils sceptiques, pour distinguer le vrai du faux. Traquer l'irrationalité (biais, sophismes) en valorisant une méthode scientifique standardisée comme critère de jugement.	Productions (vidéos, podcasts) et outils sceptiques, entretien épistémique, "concours de mauvaise foi", debunkages
Dialogique	Former des jugements et opinions éclairées, comprendre des sujets complexes	Démarches clarificatrice, délibérative, évaluative et réflexive, concernant diverses dimensions du sujet	Philosophie pour enfants, débats ouverts, cartographie de controverse
Sociopolitique	S'émanciper, comprendre le monde social, lutter contre les injustices et dominations	Démarches interprétative, évaluative et réflexive portant surtout sur des aspects éthiques, sociaux et politiques	Pédagogies critiques, cartographie de controverse, médias à analyser (cadrage, contraintes, choix)
Disciplinaire	Comprendre des sujets spécialisés, accéder et produire de nouvelles connaissances	Démarche d'enquête, démarches formatrice et réflexive, portant surtout sur des aspects épistémologiques	Manuels, cours spécifique sur les approches critique d'une discipline précise
Institutionnelle	Se prémunir des manipulations, lutter contre la désinformation, protéger la démocratie et les institutions	Démarche de vérification des informations, de reconnaissance des sources légitimes et d'auto-responsabilisation	Sites de fact-checking, moteurs de recherche, débats encadrés
Technique	Résoudre efficacement des problèmes, optimiser des processus	Démarche de résolution de problème et de conception	Situations authentiques, pédagogie par projet
Scolaire	Réussir scolairement, s'extraire de son milieu social	Démarche de réflexion et d'enrichissement intellectuel	Livres, documentaires, transmetteurs de culture légitime

Précision sur les différentes catégories et choix de classement

On remarque que le cadrage dominant concernant les phénomènes de désordre informationnel s'accorde avec plusieurs conceptions de la pensée critique : *rationaliste*, *sceptique*, *institutionnel*, *technique* et *scolaire*. Celles-ci reprennent à des degrés divers la lecture principalement cognitive/individualisée du problème et privilégient des répertoires d'actions centrés sur la vérification, le tri des énoncés et la restauration de hiérarchies épistémiques. Par ailleurs, la solidité de l'assise scientifique de ces différentes conceptions est inégale, certaines s'appuyant sur des références dont la validité ne fait pas unanimité. En l'état, les conceptions *dialogique*, *sociopolitique* et *disciplinaire* apparaissent les plus susceptibles d'établir un lien cohérent entre connaissances issues des SHS et pratiques d'interventions auprès du grand public. La typologie présentée ci-dessous vise à outiller l'analyse du corpus constitué par les conférences du festival des Rencontres de l'esprit critique (REC 2024). Élaborées à partir de conceptions initialement recueillies auprès d'enseignant·es, ces catégories ont fait l'objet d'ajustements mineurs afin d'être transposables à des formats de vulgarisation scientifique. L'objectif de ce passage est de rendre explicite ces choix de transpositions et d'en signaler les limites.

Sans nécessairement avoir conscience de mobiliser l'une de ces conceptions, les enseignant·es comme les vulgarisateur·ices finissent souvent par y revenir, d'une manière ou d'une autre, au fil de leurs interventions. Un impératif de cohérence tend en effet à limiter les tentatives d'articulations entre trop de conceptions : à mesure que les finalités se multiplient, elles deviennent rapidement antagonistes. On notera, par ailleurs, que les deux derniers items de la liste sont quasi absents du monde académique, tandis que la conception « institutionnelle » s'est constituée de façon hybride. Il est ainsi possible que la conception « technique » provienne des usages de la notion d'esprit/pensée critique dans les milieux de l'ingénierie et de l'entreprise [Penkauskienė *et al.*, 2019], et que la conception « scolaire » renvoie aux représentations que les enseignant·es se font de leur métier. Beaucoup estiment, en particulier, que l'acquisition de nouvelles connaissances à l'école constituerait, en elle-même, une éducation susceptible de développer l'EC. Ce point rejoint ce que Charlotte Barbier observe dans la majorité de ses entretiens avec des enseignant·es du primaire [Barbier, 2024, p.298] :

Ils n'ont jamais consulté de ressources ou d'ouvrages sur ce thème, ni suivi de formation en lien avec ce sujet et n'en ressentent pas le besoin. Leur vision de l'EC est adisciplinaire, puisque d'après leurs propos l'intégralité des enseignements scolaires peut concourir au développement de l'EC des élèves dès lors qu'ils permettent d'acquérir de nouvelles connaissances et de réfléchir, mais chacun et chacune considère toutefois sa propre discipline d'enseignement comme la plus adaptée pour atteindre cet objectif. Nous pouvons rapprocher leur conception de l'enseignement de l'EC de ce qu'Ennis (2016) appelle l'approche par immersion : l'enseignement de contenus disciplinaires et adisciplinaires (« la culture générale », « l'érudition ») serait suffisant pour mener au développement de l'EC. Aucune didactisation particulière n'est jugée nécessaire, ni l'appropriation d'autres types de savoirs.

Le rattachement à la catégorie « scolaire » ne doit ainsi pas être compris au sens strict, mais comme l'expression, dans les pratiques, de ce qu'Ennis nommait une approche par *immersion* : l'exposition à des contenus réputés porteurs d'esprit critique serait tenue pour suffisante afin d'en favoriser l'acquisition. L'enjeu, dès lors, n'est pas tant le thème abordé que la manière dont il est saisi : ce sont les *angles* et les opérations intellectuelles sollicitées qui permettent de qualifier la

conception de l'EC mobilisée. De façon symétrique, la catégorie « disciplinaire » ne regroupe pas les interventions qui ne traiteraient *que* d'un domaine de spécialité, mais celles qui prennent appui sur un objet circonscrit afin de transmettre des manières spécifiques d'objectiver, de problématiser et d'évaluer un matériau — autrement dit, de faire saisir les conditions et les contraintes d'une approche critique³¹ ou d'une connaissance située [Michel & Michaud-Trévina, 2022]. Autrement dit, c'est moins l'inscription thématique dans une discipline que la visée épistémologique — et la réflexivité sur les procédures des productions de connaissances — qui justifie ce classement.

Ces distinctions conduisent à un point décisif pour l'analyse : faute de définition stabilisée, des événements tels que les REC s'exposent à juxtaposer des conceptions antagonistes et se priver d'objectifs explicites. Sans qu'il soit nécessaire d'en sélectionner une seule parmi les huit, il faudrait au minimum trancher entre les deux cadrages présentés en Partie 1, puis veiller à ce que la programmation s'inscrive de manière cohérente dans l'un d'eux. Enfin, si l'on prend au sérieux l'objection formulée par le collectif OPSN, une telle clarification devrait s'accompagner d'un déplacement hors du modèle déficitaire des publics. C'est notamment parce que ce déplacement reste limité que l'on parlera plus volontiers de « vulgarisation de l'esprit critique » que de médiation scientifique, mais on reviendra sur ce point en Partie 3. Le seul clivage qui ne pose pas — à ce stade — de difficulté majeure concerne le rapport entre contexte et opérationnalisation : il est tout à fait possible que les intervenant·es jugent certaines définitions élaborées pour l'école inadéquates à leurs pratiques, tout en proposant, à partir d'une même conception, des modalités de transpositions vers d'autres contextes (professionnels, associatifs, militants, etc.). Dans ce cas, l'écart entre les définitions de référence et leurs usages situés ne produirait pas nécessairement de tensions internes ; il appartiendra à l'enquête de déterminer si ce type d'ajustement se vérifie empiriquement.

31 Un exemple éclairant est la conférence que j'ai donnée lors des REC 2025, consacrée au concept de populisme. Présentée comme une vulgarisation de l'histoire de cette notion en sciences politiques, elle s'ouvrait sur l'écart entre ses usages savants et l'image largement négative qui en circule aujourd'hui dans les médias français. L'enjeu n'était donc pas de « corriger » une information prétendument fautive ni de rétablir une « vraie » définition, mais, par un détour historique, de mettre en évidence les interactions entre l'évolution du concept et des dynamiques sociales (revendications de démocratie plus directe aux États-Unis et en Russie à la fin du XIXe siècle, guerre froide, maccarthysme, etc.). En ce sens, le cas du populisme constitue un support pour introduire un rapport critique au savoir, et plus largement une épistémologie des SHS telle qu'on la retrouve notamment dans la sociologie critique [Renault, 2022].

2.2 Les Rencontres de l'Esprit Critique : des conférences pour la vulgarisation des sciences

2.2.1 Le dispositif du festival de vulgarisation scientifique

Ce mémoire a retenu comme terrain d'enquête le festival des *Rencontres de l'esprit critique* pour plusieurs raisons, à commencer par le fait qu'il constitue un espace particulièrement propice à l'analyse des discours évoqués dans la sous-partie précédente. L'événement met en présence, d'une part, des membres du CSEN (Gérald Bronner, Franck Ramus), et, d'autre part, des vulgarisateur·ice·s scientifiques parfois issu·e·s des courants de débunkage/zététique, des journalistes engagé·e·s dans des démarches de fact-checking, ainsi que des universitaires portant des positions plus ou moins explicitement situées sur le plan politique. Dès lors, on peut raisonnablement faire l'hypothèse que ce festival offre un observatoire où se cristallisent — au moins en partie — l'ensemble des conceptions précédemment décrites, qu'on pourra retrouver dans les différents replays de conférences mis en ligne sur YouTube³². Si l'analyse du terrain portera principalement sur les conférences (qui parle, de quoi, et selon quelles modalités), il convient néanmoins de souligner que le dispositif ne se réduit pas à ce format : les REC proposent également des animations sur stand, des tables rondes, un spectacle de mentalisme, des concerts, des projections de films, une exposition, des ateliers destinés aux jeunes enfants, ainsi qu'un dispositif de « discussions constructives expérimentales » (Debatology)³³. Toutefois, dans le cadre de ce travail, seuls les replays des conférences et tables rondes d'une édition (2024) ont pu être retenus comme matériau d'analyse, les autres contenus étant soit inaccessibles, soit jugés non pertinents au regard de la problématique de recherche³⁴.

32 Précisons que le corpus exploité comprend 63 captations de tables rondes et de conférences. La comparaison avec le programme suggère par ailleurs qu'environ 25 conférences ont eu lieu sans faire l'objet d'un enregistrement. Rien n'indique que ces absences introduisent un biais systématique : les interventions non captées semblent relever de conceptions variées, se tenir dans différentes salles et couvrir une diversité de formats. Les conclusions tirées de l'analyse devraient donc demeurer globalement similaires à celles qui auraient été obtenues à partir d'un corpus complet.

33 Le dispositif de débat expérimental « Debatology » visait à faire dialoguer des positions opposées sans recourir à la contradiction directe. Son analyse aurait été pertinente, mais difficile à intégrer au corpus en raison de son format expérimental. En outre, l'activité s'est déroulée en marge du reste de la programmation (à l'initiative de Peter Barrett), de sorte que les participant·e·s n'apparaissent pas dans la liste des invité·e·s publiée sur le site des REC. Les modalités de sélection des intervenant·e·s et le temps de préparation (deux semaines avant l'événement) ne sont donc pas comparables à ceux des autres conférences. Enfin, l'auteur de ce mémoire ayant été invité à y participer, l'exclusion de ce dispositif permet d'éviter un potentiel conflit d'intérêts.

34 Le spectacle de mentalisme présentait par exemple une vocation divertissante, en plus de ne pas avoir bénéficié de replay. Sa programmation dans les soirées des REC se justifie par un lien thématique avec les questions de biais du cerveau et de manipulation des choix, thèmes traités lors des conférences.

Les deux risques à vouloir “vulgariser l’esprit critique”

On peut considérer les REC comme un dispositif de médiation, dans la mesure où le festival, par la sélection de formats, de supports et de modalités d’interactions, configure un espace d’échanges reliant un public profane à des producteur·ice·s de discours appartenant à un champ spécifique. L’ambition générale consiste à construire un événement national centré sur la culture scientifique, mais cette mise en scène participe également d’une dynamique de sociabilisation entre acteur·ice·s du champ et de la circulation de normes implicites sur ce qui relève — ou non — du thème traité. Dans cette perspective, Ysé Vauchez a analysé pour sa thèse la seconde édition des REC (2022) comme un exemple de légitimation de certain·e·s acteur·ice·s, en particulier de celles et ceux qui affirmaient répondre au problème public des fausses informations (*ibid*, p.591). Son enquête montrait que les tensions du champ de l’EC se retrouvaient largement au sein du public (*ibid*, p.594) et que l’architecture des prises de parole n’encourage pas le débat : soit une intervention individuelle, soit des tables rondes et entretiens qui n’ont pas pour finalité la confrontation de positions opposées. Il en résulte un dispositif qui réaffirme des lignes de démarcation — professionnels·les/amateurs·trices (*ibid*, p.598), sachants·es/ignorants·es (*ibid*, p.624) — et tend à rendre moins visibles des conflictualités pourtant présentes dans le milieu. En s’appuyant sur quelques travaux relatifs aux dispositifs de médiations et à la vulgarisation scientifique, il devient alors possible d’identifier deux risques principaux.

Le premier risque (A) concerne le problème historique de la vulgarisation scientifique, qui tente de combler un fossé entre une élite scientifique et un grand public *ignorant par défaut* [Bensaude-Vincent, 2010]. Malgré différentes tentatives de le dépasser, la vulgarisation revient ainsi régulièrement au modèle du déficit, qui verrouille le “bon” savoir scientifique dans le champ de la recherche. Communiquer sur les sciences peut relever de deux logiques partiellement antagonistes : il s’agit, d’un côté, d’alerter sur certains problèmes et de sensibiliser — voire de politiser — des enjeux traversés par des savoirs scientifiques ; de l’autre, de “vendre” l’innovation en confortant l’idée que le grand public ne serait pas en mesure d’évaluer la pertinence de choix politiques. Le monde de la culture scientifique s’est historiquement construit dans cette tension entre ces deux modèles de socio-diffusion, parfois qualifiés de modèle “politique critique” et de modèle “éducatif” [Bordeaux & Chambru, 2025]. Or ce dernier est fréquemment accusé de reconduire un *statu quo* social, en réduisant la vulgarisation à un simple transfert de connaissances au détriment d’une discussion pluraliste, ouverte et critique [Bodin, 2019]. Dès lors, puisque les REC accordent une place centrale au “débunkage des idées reçues”, on peut anticiper une limite classique : une vulgarisation principalement reçue par des publics déjà acquis³⁵, et dont les effets de transformation sociale restent, par conséquent, modestes.

L’idée initiale est que le festival sert de pont entre des scientifiques et un grand public en difficulté pour sortir de leurs préjugés. Ces préjugés vont être corrigés (ou validés) par des expert·e·s qui ont cette capacité à distinguer le vrai du faux, et le public pourra ainsi devenir des sortes

35 Précisons que des interventions “en festival” peuvent modifier des attitudes et croyances d’ordre scientifique. S. Altay et C. Lakhlifi ont mené deux études dans des festivals scientifiques où les participant·e·s évaluent l’innocuité des OGM et le bénéfice des vaccins avant et après une discussion guidée (consensus scientifique, lecture/débunk de documents, questions-réponses). Les résultats [Altay & Lakhlifi, 2020] montrent un effet faible à moyen sur la vaccination et un effet nettement plus marqué sur les OGM, ce qui plaide pour un impact possible... mais circonscrit à un public déjà intéressé. Il faut ainsi préciser les limites et la portée de ces interventions, sans ignorer l’effet de ce biais de sélection.

d'ambassadeur·ice·s de l'EC dans son entourage. La question est alors de savoir en quoi ce savoir d'expert permet de transmettre une pensée critique, et de quel cadrage relève la démarche. Une autre limite classique identifiée dans la vulgarisation est qu'on n'y présente que des résultats, au détriment du processus de recherche et des débats qui constituent la recherche scientifique [Jurdant, 2009]. Le risque qui découle de cette approche est de créer à terme une image faussée de la démarche scientifique. D'autre part, l'idée d'un apprentissage de la pensée critique *par immersion* suppose une transférabilité des dispositions acquises : de l'objet traité dans la conférence vers d'autres situations, et de la démonstration de l'intervenant·e vers l'appropriation effective par le public. Sans cette mise en évidence, le format conférence risque de substituer à l'exercice critique une *délégation* de la critique à une figure d'autorité, ne laissant au public qu'une *impression* de compétence. Ce constat rejoint ce que Charlotte Barbier (*ibid*, p. 429) indiquait dans sa conclusion de thèse, à propos de la zététique :

...il faudrait également interroger le qualificatif de « vulgarisation scientifique » utilisé par les acteurs de la zététique : est-ce réellement le terme le plus approprié étant donné que certaines réalisations ne visent pas vraiment à présenter des connaissances scientifiques ? On peut ainsi trouver des vidéos de débunk et d'autres qui peuvent s'apparenter à des tutoriels ou du « développement personnel » car elles proposent avant tout des conseils pratiques, basés sur l'expérience des vidéastes, pour vérifier des informations ou pour réfléchir de façon plus critique. En outre, certains vidéastes sceptiques affirment que leur travail consiste à « vulgariser l'EC », une formule créant de la confusion à la fois sur la nature de l'EC, de la vulgarisation et de la zététique.

On peut enfin repérer un second risque (B), propre aux dispositifs qui revendiquent une « vulgarisation de l'esprit critique » : la catégorie devient à la fois centrale et difficile à stabiliser. Le fait de redéfinir constamment la notion d'esprit critique pose plusieurs problématiques : le flou et la régression conceptuelle, l'amalgame et le hors-sujet récurrent, l'idéalisation et le manque de réalisme psychologique [Schöpfer, 2025, p.88]. Que l'on parle de solutions à la manipulation politique de masse, des dérives sectaires, de la radicalisation religieuse menant au terrorisme, du succès des phénomènes complotistes ou de théories pseudo-scientifiques, l'esprit critique apparaît comme un remède transversal. Cette simplification/extension de domaine constitue aussi une ressource communicationnelle : elle rend la notion immédiatement intelligible et valorisable, en la présentant comme une compétence aisément circonscrite — et, en apparence, mesurable. Ce mémoire s'intéresse au cadrage des questions de désordre informationnel, il n'a pas pour but de juger de l'efficacité des interventions. Il s'agira surtout de questionner les conférences en tant que vecteur de mise en débat - et potentiellement de politisation - pour certaines thématiques.

Que peut faire un festival dédié à l'esprit critique ?

Les *Rencontres de l'esprit critique* se tiennent chaque année à La Diagora, centre des congrès de Toulouse-Labège. Le site dispose de six salles (de 50 à 500 places), équipées de micros et de vidéoprojecteurs, organisées autour d'un vaste hall, pour une superficie totale d'environ 2 200 m². Le festival accueille approximativement 2 000 participant·e·s par édition. À l'instar d'autres festivals, il constitue un espace de rencontres — notamment professionnelles — au sein duquel certaines personnalités peuvent échanger directement avec leur public. L'existence d'un événement de cette ampleur spécifiquement dédié à la pensée critique représente un enjeu majeur,

puisqu'il s'agit de l'un des rares rendez-vous nationaux consacrés à cette thématique. L'analyse proposée ici se focalisera sur la fonction de médiation entre espaces discursifs plutôt que sur la seule sociabilisation, tout en gardant à l'esprit l'importance de cette dernière. En réunissant des scientifiques, ainsi que des auteur·ice·s à forte audience (livres, vidéos YouTube) autour d'une thématique actuellement valorisée, le festival contribue à la médiatisation des savoirs : il participe à la légitimation d'un champ de recherche et à la validation, auprès des spectateur·ice·s, de certains concepts, en popularisant des contenus supposés cohérents avec la recherche contemporaine. Il est donc pertinent de s'intéresser aux personnes invitées à prendre la parole publiquement au sujet de l'esprit critique : les controverses portant sur la délimitation de cette notion impliquent nécessairement de retenir des critères définissant *qui* est légitime à s'exprimer, et au nom de quels objectifs ce dispositif est mis en œuvre. L'analyse de terrain permettra de rendre visible ces choix.

Un festival scientifique n'est pas tenu de satisfaire aux mêmes exigences qu'un enseignement universitaire. L'enjeu minimal consiste plutôt à maintenir une cohérence avec l'état des savoirs stabilisés, sans occulter des pans trop importants de la recherche. Dans cette perspective, l'organisation d'un festival suppose des arbitrages entre la notoriété des intervenant·e·s (qui conditionne l'attractivité de l'événement), leur crédibilité scientifique, ainsi que leur capacité à rendre les contenus accessibles. Ces critères, en particulier les deux derniers, sont eux-mêmes évalués à l'aune de préférences socialement situées qui orienteront les priorités entre la recherche de rigueur ou du "fun" [Lamerle, 2025]. Dès les années 1980, certain·es auteur·ices ont ainsi renoncé à définir des critères stricts d'évaluation de la vulgarisation et de ses effets, au motif que la diffusion de culture scientifique relève surtout d'une éducation informelle difficilement mesurable [Jacobi & Schiele, 1988, pp.280-281]. À l'opposé, des approches plus exigeantes, calquées sur les normes du débat universitaire, tendent à conclure à une faible qualité et à un impact limité, alimentant une représentation négative de la vulgarisation. Entre ces deux pôles, des positions intermédiaires se sont développées, particulièrement dans un contexte où la médiatisation des sciences s'effectue de plus en plus en ligne, selon des logiques plus dispersées.

En effet, dans un contexte médiatique changeant, la multiplication de contenus, pour « alimenter » les pages web des journaux ou bien pour répondre aux animateurs des talk-shows, engendre le nombre croissant de journalistes « non scientifiques » dans la diffusion de l'information scientifique. Ces derniers, parce qu'ils ne sont pas formés aux spécificités du sujet, diffusent occasionnellement des informations non vérifiées ou incomplètes et défendent, à leur insu, des thèses qui servent les intérêts catégoriels de certains acteurs en dehors du champ scientifique [...] d'autres acteurs s'emparent du rôle de médiateurs entre la communauté scientifique et le « grand public », pour le meilleur et pour le pire. Parmi ces nouveaux médiateurs, deux profils nous intéressent ici : les chercheurs devenus « experts médiatiques » et les « créateurs de contenus » devenus vulgarisateurs. [Allard-Huver & Piponnier, 2025, pp.87-88]

Les REC mettent en valeur les deux genres de profils cités. D'abord, les chercheurs devenus des figures médiatiques et vulgarisant désormais des savoirs autour de l'esprit critique : G. Bronner, P. Wagner-Egger ou encore S. Dieguez, tous trois proches de la psychologie cognitive et écrivant des livres à destination du grand public. L'autre profil regroupe des créateur·ice·s de contenus qui, à partir de parcours et de formations hétérogènes, produisent des vidéos, podcasts, articles ou livres se présentant comme des formes de vulgarisation. Ce sont les figures les plus visibles sur YouTube et dans des événements comme les REC : Thomas C. Durand (*Tronche en Biais*), Christophe Michel (*Hygiène mentale*), Sylvain Cavalier (*Debunker des étoiles*), etc. Dans leurs interventions

publiques, les deux types de profils décrits plus haut peuvent osciller entre auto-promotion et nécessité d’alerter sur un sujet jugé important. Le second tirant sa crédibilité de la *performance publique* du débunkage [Dauphin, 2022] : montrer la vérification, “sourcer”, mettre en scène la réfutation, etc. Leur succès sur les plateformes numérique indique que la visibilité résultante des contraintes médiatiques rendent certaines manières de “dire le vrai” plus visibles et plus reconnues.

Il existe en France d’autres événements nationaux revendiquant la diffusion de l’esprit critique et la lutte contre la désinformation, mais celle-ci n’y constitue souvent qu’un objectif parmi d’autres³⁶. Deux festivals apparaissent relativement proches des REC : *Le Printemps de l’esprit critique* (Universcience, adossé au sondage “Baromètre de l’esprit critique”) et *Infox sur scène* (orienté vers les professionnel·le·s de la désinformation)³⁷. Le dossier de presse 2026 du “Printemps” propose une définition peu précise de l’esprit critique³⁸ et un récit qui s’inscrit dans un cadrage rationaliste — citant notamment de la psychologie cognitive — pour passer d’un constat à des préconisations individuelles³⁹. Dans ce cadre, le comité scientifique de leur sondage annuel comprend des profils comme E. Pasquinelli (codirectrice du rapport 2021 du CSEN). Plus généralement, ces deux festivals mobilisent la rhétorique récurrente autour des fausses informations, de la vulnérabilité des publics, des biais cognitifs et du rôle des RSN. La différence principale étant que ces deux événements n’ont pas de replays disponibles et ainsi peu de visibilité hors des personnes très investi.e.s dans ce milieu. On verra si les REC reprennent ce cadrage rationaliste, ou s’en écartent, dans leur communication ou dans le contenu des conférences.

36 Citons par exemple les nombreuses conférences de la *Fête de la science* 2025, liant les notions d’intelligences (le thème de l’année) et l’esprit critique.

37 Ce paragraphe présente la synthèse des éléments présents sur les pages dédiés aux journées Infox sur Scène et celle des dossiers de presse du Printemps de l’esprit critique : <https://www.printempsdelespritcritique.fr/fr/espace-presse>
Il est possible que les discours présentés sur place lors des conférences présentes des cadrages plus divers et nuancé que la communication du site laisse entendre.

38 Le communiqué de presse 2026 du “Printemps” désignait l’esprit critique comme “la capacité à s’interroger sur le bien-fondé d’une information, à l’analyser de manière objective et à formuler, aussi librement que possible, une opinion éclairée.”
https://www.printempsdelespritcritique.fr/fileadmin/fileadmin_Universcience/fichiers/printemps_esprit_critique/2026/PECBEC2026_CP.pdf

39 Il faut ainsi “répondre à l’urgence démocratique” (défiance envers les institutions et les sciences), éduquer à l’esprit critique face à la “surinformation”, en particulier en apprenant à trier le vrai et le faux, les faits et les croyances.

2.2.2 Méthodes d'analyses pour rendre compte des REC

Avant d'aborder les résultats issus du terrain, il importe de préciser les choix méthodologiques qui rendent possible leurs interprétations et en encadrent la portée. La section qui suit présente donc les outils mobilisés pour analyser les REC et explicite les raisons de leur sélection, de manière à articuler rigueur d'objectivation et cohérence avec la problématique. Il s'agira notamment de justifier l'usage d'approches quantitatives et qualitatives pour guider l'analyse d'un corpus composé des conférences de la liste d'invité·es de l'édition 2024⁴⁰, ainsi que des éléments de communication du festival depuis 2021.

Contextualisation des discours

Afin de contextualiser les discours produits aux REC — sans réduire les prises de parole à des intentions individuelles — il est pertinent de recourir à des méthodes issues des sciences de l'information et de la communication (SIC), qui permettent d'objectiver des régularités et des cadrages. Il existerait notamment une « correspondance entre les structures sémantiques/linguistiques et les structures psychologiques/sociologiques des énoncés » [Bardin, 2013, p.45]. Nous proposons ainsi de réaliser un travail d'analyse du discours, dans lequel l'outil informatique aide à « objectiver un parcours interprétatif » [Mayaffre, 2010, p.97]. Les données ont, à la fois l'avantage et l'inconvénient de donner à voir une construction de la réalité rendue cohérente par le ou la chercheur·e. Il faut donc garder à l'esprit que, malgré l'effort de synthèse théorique, les résultats qui suivent n'ont pas la prétention d'être définitifs ni absolus. Plus généralement, l'objectif était de mener un premier travail d'interprétation en SIC, en mettant en œuvre une méthode de pensée inférentielle mêlant « données recueillies, éléments théoriques interprétatifs, rigueur des méthodes et imagination contrôlée » [Derèze, 2019, p.222].

Puisque le logiciel ne le fait pas, il convient de garder à l'esprit le contexte de production des discours. D'abord on analysera les éléments de communication, qui constituent des outils de promotion d'un événement cofinancé par des collectivités territoriales autour de Toulouse. La présence des partenaires institutionnels est importante (image, financement), mais elle implique un certain lissage du discours. Les partenaires du festival varient selon les éditions (associations, entreprise du monde de l'édition) et incluent souvent un ou des hebdomadaires de presse (*Le Point* et *L'Express* pour l'édition 2024). Ces partenaires conditionnent la présence de plusieurs invités, qui constituent la seconde étape de l'analyse.

Il s'agira pour cette étape d'identifier les profils des intervenant·es et d'en rendre compte de manière systématique. La question méthodologique est centrale : il fallait classifier les profils (parcours, métiers, ancrage disciplinaire) sans avoir à reconstituer manuellement le parcours académique de chacun·e. Une démarche comparable a été menée pour l'édition 2022 par Y. Vauchez. Sur la base de 116 intervenant·e·s et de leurs descriptions en ligne, la répartition suivante est proposée [Vauchez, 2024, p.599] :

40 Au départ, le corpus analysé devait être celui des conférences de l'édition 2025, la dernière en date. Mais les replays étant montés et mis en ligne de manière irrégulière, il est vite apparu que leur accès pour une analyse complète était compromis. Il a donc été décidé de prendre au contraire les conférences de l'édition 2024 et, par souci de cohérence, il en a été de même pour la liste des intervenant·es.

- **Journalistes professionnel·le·s** : 8 %
- **Chercheur·e·s en sciences expérimentales** : 23 %
- **Vidéastes sceptiques** : 23 %
- **Militant·e·s de l'esprit critique** : 22 %
- **Autres** : 24 % (*non précisé*)

Ces catégories constituent une première grille de lecture. Elles mettent en évidence la place importante des vidéastes, souvent perçu·e·s comme des figures centrales de la vulgarisation dans ce milieu. Elles soulignent aussi une valorisation des méthodes expérimentales (double aveugle, « toute choses égale par ailleurs ») comme étalon de scientificité. Le clivage ne se réduit donc pas à la (non-)prise en compte des sciences humaines et sociales critiques : il renvoie plus largement à une hiérarchisation des manières de faire de la recherche. Gérald Bronner illustre les limites de cette opposition : sa discipline mobilise des démarches quantitatives et qualitatives, mais la sociologie est généralement associée à l'observation directe et au travail de terrain. Lui au contraire valorise davantage des protocoles expérimentaux proches du laboratoire, ce qui le place en minorité dans sa discipline [Saint-Martin, 2018]. Même si la distinction « sciences expérimentales / sciences sociales » demeure très imparfaite d'un point de vue épistémique, elle doit être maintenue comme catégorie opératoire pour l'analyse. L'objectif est de quantifier ce clivage, en évaluant notamment si la programmation des REC privilégie des intervenant·es issus des « sciences dures » ou valorisant une vision positiviste des sciences.

De même, la pertinence d'un profil invité aux REC ne tient pas uniquement à des diplômes ou à une appartenance professionnelle stabilisée. Elle dépend aussi d'une position communicationnelle, au sens où l'événement valorise des prises de parole orientées vers la mise en intelligibilité, la pédagogie et la publicisation de problèmes. Dans ce cadre, un·e vulgarisateur·rice peut être reconnu·e sans expertise académique directement mobilisable, tandis qu'un·e chercheur·e peut intervenir avant tout comme « figure publique » de la rationalité ou comme garant·e d'une méthode. Dès lors, la typologie initiale a un intérêt descriptif, mais elle saisit imparfaitement ce qui se joue dans un dispositif médiatique et événementiel : la construction d'une autorité de parole, la stabilisation de rôles (pédagogue, expert·e, témoin, polémiste) et la performativité d'un certain *ethos de l'EC*. L'étiquette « militant·e de l'esprit critique » illustre cette ambiguïté, puisque la dimension normative traverse potentiellement l'ensemble des interventions. Au regard de ces considérations, on propose, pour la codification des invité·e·s de l'édition 2024, les catégories exclusives suivantes :

- Sont codé·e·s **Chercheur·e SE** les chercheur·e·s qui interviennent aux REC sur un sujet proche de leur expertise, avec une recherche qui met en valeur les sciences expérimentales, notamment les expériences en double aveugle répliquables et aux résultats chiffrés. Sont également incluses les personnes issues des sciences de l'ingénieur et des mathématiques appliquées, qui valorisent les chiffres comme preuves scientifiques principales.
- Sont codé·e·s **Chercheur·e OC** les chercheur·e·s qui interviennent aux REC sur un sujet proche de leur expertise, et dont les recherches mettent en valeur l'observation directe, en contexte, de phénomènes observés, en mêlant résultats quantitatifs et qualitatifs. Sont également incluses les recherches dites « critiques » ou intégrant des réflexions sociales ou philosophiques dans une démarche de recherche.

- Sont codé·e·s *Journalistes* les journalistes professionnel·le·s, spécialisé·e·s en fact-checking ou non.
- Sont codé·e·s *Politique* les personnalités qui interviennent parce qu'elles exercent ou ont exercé un mandat politique et sont venues en témoigner, ou communiquer lors de l'événement en échange d'un apport financier à ce dernier.
- Sont codé·e·s *Pro* les personnes qui se présentent comme réalisant une activité professionnelle autre que celles des autres catégories, et pour qui l'esprit critique est revendiqué comme ayant un lien avec celles-ci. Leur intervention se fonde non sur leur diplôme, mais sur une expertise mobilisée pour combattre une idée reçue dans un domaine spécialisé, ou pour proposer un témoignage « de terrain » susceptible d'être utile.
- Sont enfin codé·e·s *Vulgarisateur·rice* les personnes dont l'activité principale est d'être vidéaste, blogueur·euse, auteur·ice de BD ou d'essais, sur des thématiques relevant, directement ou indirectement, de la pensée critique ou des sciences⁴¹.

À l'instar des résultats, ces critères doivent être considérés comme des repères provisoires : ils ne permettent que de dessiner une première vue d'ensemble des personnes invitées. Cette première classification sera complétée par une analyse plus qualitative, visant à mettre en évidence les éléments les plus marquants (notamment les types de chercheur·e·s et les métiers les plus souvent associés à la catégorie des « Pro »). Par ailleurs, une catégorisation du genre des invité·e·s a été opérée, limitée à *masculin* et *féminin* afin de faciliter l'accès aux données et leur traitement. Cette variable pourra ainsi être mobilisée dans l'analyse, mais elle ne saurait fonder, à elle seule, des conclusions robustes sur la dimension genrée des prises de parole aux REC⁴². Pour parvenir à un tel résultat, il aurait fallu mesurer systématiquement la distribution des genres dans la programmation, puis comparer les temps de parole respectifs au sein des tables rondes mixtes ; une démarche pertinente, mais, là encore, irréalisable dans les délais d'un mémoire.

Un premier volet de l'enquête consiste ainsi à caractériser le cadrage général proposé par les REC, à partir de leurs productions programmatiques et de communications : missions affichées, publics explicitement visés, mais aussi figures d'adversité et problèmes publics désignés. L'analyse des slogans, textes de présentation, éditoriaux, communiqués et supports disponibles en ligne visent ainsi à identifier la définition du « problème » que le festival rend saillante, ainsi que les causes imputées et les solutions jugées légitimes. Cette étape permet de saisir ce qui est mis à l'agenda par la programmation, mais aussi ce qui est relégué à l'arrière-plan, en observant comment se stabilisent des hiérarchies de préoccupations : ce qui compte, ce qui menace, ce qui mérite d'être su, et qui mérite d'en parler.

41 Il ne s'agit pas d'opposer ces profils aux autres catégories, dans la mesure où l'ensemble des prises de parole aux REC implique une forme de vulgarisation. L'objectif est plutôt d'isoler, parmi les invité·e·s, celles et ceux pour qui cette activité constitue l'activité principale, et qui n'entrent pas dans les catégories précédentes.

42 Notons que l'événement a plusieurs fois été critiqué pour son manque de parité, qu'il vienne d'un manque de propositions extérieures ou des choix de programmation. Un article hébergé sur le site *Zet-éthique Métacritique* calculait que les deux premières éditions des REC présentaient 73 % et 77 % d'hommes parmi les intervenant·es. URL : <https://zet-ethique.fr/2022/11/04/qui-voudra-revolutionner-le-genre-aux-rencontres-de-lesprit-critique/>

Dans la mesure où la programmation des REC relève de choix centralisés par son fondateur, Willy Lafran — ingénieur toulousain à l’origine du festival, créé en 2021 —, l’analyse doit intégrer l’opacité relative des procédures de sélection. En effet, depuis la création de l’événement, l’organisateur n’a pas explicité publiquement de critères encadrant le recrutement des intervenant·es et la composition des conférences. Pour mener cette analyse sans s’arrêter aux simples déclarations d’intentions, on adopte une approche *sémio-pragmatique*, attentive aux conditions sociales de production du sens. Il s’agit d’appréhender les différents éléments de discours et de programmations comme des dispositifs de mise en débat d’un savoir particulier (au sens où ils prescrivent des manières de comprendre, d’évaluer et d’agir). L’objectif est, d’une part, de repérer dans quels récits médiatiques et répertoires interprétatifs ces productions s’inscrivent, et, d’autre part, de décrire les formes d’« identités narratives, individuelles ou collectives » [Lits & Desterbecq, 2017, p.113] qu’elles rendent disponibles, en tant qu’elles organisent la réalité en une configuration cohérente et partageable. Cette analyse du cadrage communicationnel sera ensuite mise en regard de la programmation des conférences, afin d’identifier les continuités et disjonctions entre récit public du festival et contenus effectivement exposés sur scène.

Transformer les conférences en un corpus exploitable

Afin de rendre les interventions comparables et d’en faire un corpus statistiquement exploitable, il a fallu opérer une série de choix d’homogénéisation et de traitement des retranscriptions. Les conférences respectent un format imposé de 20–30 minutes, et les tables rondes un format d’environ 60 minutes. Précisons d’abord que pour des raisons de faisabilité, l’analyse ne portera pas sur les supports visuels utilisés (présentations *PowerPoint* pour l’essentiel), ni sur les parties de questions/réponses avec la salle, exclues des retranscriptions⁴³. Cette homogénéisation implique également la suppression des hésitations et des répétitions de mots, ainsi que la suppression de la majorité des extraits vidéo, qui relevaient de discours hors de propos (discours politiques, complotistes, etc.). Ces choix visent à limiter les variations liées aux dispositifs scéniques et aux interactions, afin de ne conserver, dans le corpus, que des segments comparables et directement attribuables au propos tenu sur scène. Ils permettent aussi de réduire les “bruits” de retranscription et les éléments susceptibles de surcharger artificiellement le corpus, tout en maintenant une cohérence d’ensemble entre conférences et tables rondes.

La retranscription des conférences prend la forme d’un fichier texte formaté pour être analysé via le logiciel libre IRaMuTeQ⁴⁴, selon des méthodes standardisées et des variables associées à chaque conférence. Les variables sont renseignées manuellement au moment de la création et du formatage, et ont été réduites au strict minimum par souci de temps. La première variable est la conception, selon la typologie en huit catégories présentée en partie précédente ; une neuvième

43 Une analyse complémentaire aurait pu intégrer les *slides* afin d’établir une corrélation entre les conceptions mobilisées et les champs disciplinaires convoqués dans les sources. Mieux encore, un croisement entre parcours académiques et thématiques traitées aurait permis d’identifier d’éventuelles interventions situées “hors du champ d’expertise”. Toutefois, une telle démarche aurait exigé un temps d’enquête incompatible avec les contraintes du mémoire. Par ailleurs, de nombreuses tables rondes, ainsi que certains supports de conférence, ne comportaient aucune source scientifique.

44 Ratinaud, Pierre. (2014). *IRaMuTeQ : Interface de R pour les Analyses Multidimensionnelles de Textes et de Questionnaires* (Version 0.8 alpha 7), Windows. Consulté à l’adresse <http://www.iramuteq.org>

catégorie a été ajoutée lorsqu'il était trop difficile d'identifier une conception précise et unique de la vision de l'EC et de la désinformation présentée. Cette catégorie « table ronde » a permis de soustraire ces conférences - à la conception trop imprécise - au moment de l'analyse croisée. En outre, la numérotation permettait d'identifier les conférences (de 1 à 30), puis les différentes tables rondes (de 31 à 63), et une autre variable permettait de distinguer les conférences ayant lieu dans la plus grande salle des autres. L'idée étant que la programmation accorde davantage de visibilité à ces interventions, il était donc pertinent de les identifier au sein du corpus.

En analyse lexicométrique, l'outil informatique permet de quantifier et de comparer les usages des mots au sein d'un ensemble de textes, afin de faire ressortir des régularités ou, au contraire, des différenciations. L'intérêt ne réside pas seulement dans le repérage de récurrences et la hiérarchisation des formes les plus fréquentes, mais aussi dans l'évaluation de la cohérence d'un corpus : il s'agit d'apprécier si des structurations transversales se dégagent, ou si la dispersion thématique et lexicale domine. À partir d'un découpage en unités de contexte et d'une analyse des cooccurrences, la méthode "Reinert" vise précisément à regrouper les segments textuels selon leurs proximités statistiques, de façon à isoler un *monde lexical* susceptible d'éclairer la manière dont les interventions des REC mettent en scène l'« esprit critique » [Emprin, 2018]. Nous pourrions également recourir à la méthode des "distances de Labbé", calculant un indice estimant dans quelle mesure deux textes sont proches ou différents du point de vue de leur lexique [Labbé & Labbé, 2003].

Durant l'analyse, IRaMuTeQ reformate partiellement le corpus lorsqu'on lui demande certains calculs. En l'occurrence, le logiciel procède à une lemmatisation : verbes ramenés à l'infinitif, noms et adjectifs au masculin singulier, etc. En supprimant les mots non-pertinents (pronoms, prépositions), une analyse factorielle des correspondances (AFC) permet de représenter, sur des graphiques, la dispersion — ou non — des différents mondes lexicaux. On pourra ainsi constater les sur-représentations des différents termes dans le corpus général puis dans chaque catégorie, ou au contraire leur absence [Lebart & Salem, 1994, p.135]. Cet aspect sera partiellement déductif, puisqu'il s'agira de caractériser les catégories établies dans l'ancrage théorique. Le reste de l'analyse relèvera principalement d'une démarche inductive, puisque l'analyse permettra de « reconstruire » les cadrages présents aux REC à partir des données recueillies sur le terrain.

Précisons également que la retranscription a été réalisée à partir du logiciel libre noScribe⁴⁵, puis a fait l'objet d'une correction manuelle pour harmoniser les fichiers : suppression des coquilles, harmonisation des noms propres et de quelques termes spécifiques (par exemple, « zététicien », parfois retranscrit « diététicien »), suppression de la majorité des hésitations et des mots répétés. Il n'était cependant pas toujours possible de séparer manuellement, de manière systématique, les segments relevant strictement du propos de l'intervenant·e. L'ironie, ainsi que la citation de phrases que l'on souhaite critiquer, ne sont pas nécessairement identifiées de manière fiable. C'est pourquoi l'interprétation a été conduite en retournant systématiquement au texte (ce qu'IRaMuTeQ permet de faire facilement), afin d'éviter les contresens sur ce qui est effectivement défendu par les intervenant·e·s. Quelques balises permettent également d'identifier certains extraits tronqués : [Musiques], [Rires], [Questions], [Interruptions]. Ce dernier marqueur concerne les passages correspondant à des « bugs techniques » qui ajoutaient trop de texte hors sujet.

45 Dröge, Kai (2025). *noScribe. AI-powered Audio Transcription* (Version 0.7), Windows. URL : <https://github.com/kaixxx/noScribe>

Enfin, si le corpus se révèle fortement dispersé, l'analyse quantitative devra être complétée par un changement d'échelle pour en apprécier le type de médiation mis en place. Au regard des éléments évoqués en sous-partie précédente, il faudra ainsi analyser la manière de parler de science au public majoritaire à ce festival, observer ce qui est présenté comme « exercer son esprit critique » et combattre la désinformation. Si cette configuration se confirme, l'analyse lexicométrique aura alors surtout une fonction de repérage et de mise en perspective pour permettre une analyse transversale du dispositif des REC.

Ces précisions étant apportées, nous pouvons commencer à rendre compte des résultats obtenus par l'analyse du terrain.

Partie 3/ Analyse des résultats : de la promesse d’“esprit critique” à ses mises en œuvre

3.1 Le positionnement du festival comme luttant contre la désinformation scientifique

3.1.1 La communication du festival et rôle social théorique

Problème social : une société en danger

Les Rencontres de l’esprit critique se donnent d’abord à voir à travers une communication publique largement portée par la figure de leur fondateur, Willy Lafran. Au-delà de la simple promotion d’un événement, ses prises de parole (entretiens, éditoriaux, dossiers de presse) contribuent à produire un récit de légitimation et à cadrer l’utilité sociale du festival, notamment en matière de mise en débat et de médiation. Afin de caractériser ce rôle revendiqué, nous analyserons ici les dispositifs communicationnels mobilisés, à partir d’un corpus constitué d’articles disponibles en ligne ainsi que de documents transmis directement par W. Lafran (programmes des éditions, dossiers de presse). L’approche retenue est sémio-pragmatique : elle vise à décrire des formes et des discours observables, tout en tenant compte des conditions de construction du sens par les auteurs et les publics [Odin & Péquignot, 2017]. Cette approche accorde une place centrale au contexte dans lequel s’inscrivent les discours. C’est pourquoi il apparaissait nécessaire de situer les REC au sein d’un cadre français plus large, lequel — comme nous l’avons montré — demeure fréquemment structuré, dans divers espaces discursifs, par un cadrage rationaliste.

Afin d’amorcer l’enquête, nous nous appuyons sur un extrait de l’éditorial du programme des REC 2024, retenu parce qu’il concentre — de manière particulièrement significative — plusieurs motifs récurrents observés dans le corpus :

Dans une société en manque de repères traversant des crises multiples, les citoyens ne savent plus qui croire, quoi croire, pourquoi croire. A raison parfois, c’est le doute qui prévaut, avec le risque de faire le nid des complotismes et de la propagation des infos. Nous observons aujourd’hui une défiance tous azimuts, et en particulier envers les scientifiques, les soignants, les journalistes, ou les politiques. L’urgence n’est pas seulement de soulever des questions, mais aussi de donner des réponses, d’apprendre à penser par soi-même et avec les autres, de savoir se forger une opinion et d’aiguiser son esprit critique. L’urgence est d’éviter la paranoïa et de remettre de la confiance et

de la sérénité dans l'acte de s'informer en donnant à chacun des outils, les clés de la démarche scientifique, des repères et des sources qui permettent de questionner et vérifier quand nécessaire l'information. L'esprit critique ce n'est pas tout critiquer ni douter de tout !

Willy Lafran, *Programme des Rencontres de l'esprit critique 2024*, Toulouse

Dans cet extrait se trouvent la plupart des éléments de diagnostic du problème public auquel les REC souhaitent répondre. Il est ainsi pertinent de savoir de *quel esprit critique* il est question, et s'il relève de tel ou tel cadrage. Si l'on prend dans son ensemble le discours du programme et des interviews, le festival met ainsi en scène une société :

1. Saturée d'informations et donc vulnérable à la désinformation ("fake news", "infox"), aux croyances infondées, aux pseudosciences, et à la polarisation.
2. Traversée par une crise de confiance / défiance envers des institutions et des figures d'autorité épistémique : science, recherche, information/journalisme, santé...
3. Fragilisée démocratiquement : la désinformation est décrite comme un facteur de déstabilisation politique, de polarisation et de haine, parfois même comme une "arme".
4. Transformée par des mutations numériques, qui rendent la distinction vrai/faux plus difficile et accélèrent la circulation des récits.

Autrement dit, le "danger" n'est pas seulement les erreurs que font certaines personnes : c'est une écologie de l'information dégradée, qui abîme la délibération démocratique et la capacité à décider collectivement. On peut lire, à travers ces différents discours, un récit assez cohérent qui dépasse la simple liste d'activités. Les REC racontent une société fragilisée par la désinformation et la défiance, aggravées par l'écosystème numérique (réseaux sociaux, IA/deepfakes, surabondance d'info) et par des controverses contemporaines (notamment santé/citoyenneté). Ces différents éléments sont autant de menaces qui incarnent des antagonistes. Nous reviendrons plus bas sur les remèdes proposés en réponse à ces menaces.

Nous vivons aujourd'hui une époque de défiance continue envers la science, la recherche, et l'information. Douter de façon méthodique et raisonnable est un travail de tous les instants. Apprendre à penser contre soi-même, douter de ses propres certitudes tout en réussissant quand même à se forger des opinions est devenu difficile. Si l'on se doit de déconstruire des idées reçues, des fausses vérités, il faut pour autant être capable de reconstruire derrière. Et ce n'est pas une mince affaire.

Willy Lafran ; interview de Juliette Jimenes, le 17 décembre 2021 pour *Sciences en Occitanie*. URL : <https://www.sciences-en-occitanie.fr/articles/rencontre-avec-willy-lafran-createur-de-jeux-video-serieux-et-organisateur-des-premieres-rencontres-de-l-esprit-critique>

L'affiche de l'édition 2025 vient apporter des icônes plus précises de ce qui incarne cette menace sur l'information :



Capture d'écran extraite de l'affiche des Rencontres de l'esprit critique 2025.

L'affiche s'appuie sur l'image d'un Rubik's cube — qui renvoie à une démarche de réflexion active — pour représenter les thématiques pouvant être traitées. Elle explicite ainsi le périmètre des sujets sur lesquels l'exercice de l'esprit critique apparaît nécessaire :

- Le Coronavirus, un vaccin (thématiques médicales)
- Elon Musk et son réseau social X (ex-Twitter)
- Donald Trump
- Le quotient intellectuel
- Le nucléaire
- L'intelligence artificielle
- QAnon et les Illuminati (thématiques du complotisme)
- Sigmund Freud et Didier Raoult (comme symboles des figures publiques pseudo-scientifiques)
- Yin et yang (pour les thématiques "bien-être", *New Age*)
- Jeux vidéo (et la thématique des écrans, de l'apprentissage par le jeu)
- Les deux derniers pictogrammes pourraient renvoyer - c'est une hypothèse à des thématiques relevant de la physique (ondes, particules, etc.).

L'éventail des thèmes mis en avant est large, ce qui laisse entendre que l'objectif du festival consiste moins à définir *l'esprit critique* qu'à en proposer des applications à des objets variés⁴⁶. Bien que les Rencontres ne revendiquent pas une orientation politique stricte, l'iconographie de l'affiche, par le choix de certaines figures, semble esquisser une forme d'opposition à l'extrême droite. Ainsi, Donald Trump fonctionne comme un signe d'hostilité envers les principes démocratiques et l'autonomie de la recherche scientifique, tandis qu'Elon Musk renvoie à la puissance des *Big Techs* dans la structuration des espaces numériques, la diffusion de fausses informations et, plus largement, l'altération du débat public. Par ailleurs, le programme annuel accorde une place à des éditoriaux rédigés par plusieurs personnalités politiques (majoritairement issues du Parti socialiste), en raison d'un cofinancement de l'événement par la Région Occitanie, le Département de la Haute-Garonne et l'intercommunalité d'accueil (Sicoval). Leurs textes ne témoignent pas d'une politisation particulièrement marquée et reprennent, pour l'essentiel, des éléments de langage proches de ceux de Willy Lafran, inscrits dans un cadrage rationaliste.

Le "programme d'action" revendiqué par les REC

Le festival se positionne comme une réponse civique et culturelle : un laboratoire public gratuit, accessible et multimodal où l'on apprend et expérimente ensemble des outils de doute, de rigueur et de débat, pour reconstruire une confiance "éclairée" plutôt qu'une croyance aveugle. La réponse proposée n'est pas tant une réponse "technique" (fact-check, débunk), mais une réponse plus large qui s'articule autour de plusieurs leviers :

- Former/entraîner des compétences : outils du doute "raisonnable", rigueur intellectuelle, esprit critique, capacité à enquêter, argumenter et débattre de façon plus apaisée.
- Créer un espace public de dialogue : le festival se présente comme un lieu où des publics variés se rencontrent et discutent (scientifiques, journalistes, artistes, enseignant·es, citoyen·nes, etc.).
- Réduire les inégalités de ressources face à l'information (ouverture intergénérationnelle, accompagnement, accessibilité au sens large).
- Inscrire la réponse dans des formats "populaires" : conférences, mais aussi ateliers, spectacles, *disputatio*, mentalisme, stand-up... Idée implicite de construire un EC désirable/convivial.

Un communiqué de presse annonçant les REC 2025 donne à voir cette logique de "réponse" pensée comme une culture générale de l'esprit critique à déployer sur des domaines variés. Il met en avant des intitulés de conférences, une pour chacune des thématiques mise en avant :

- **Sciences** : « Comment reconnaître une fausse théorie scientifique ? »
- **Technologie** : « Intelligence artificielle et esprit critique : alliés ou adversaires ? »
- **Psychologie** : « Il n'y a pas plus manipulable que celui qui croit ne pas l'être »
- **Médias** : « Le traitement médiatique des violences faites aux femmes ? »
- **Citoyenneté** : « De l'emprise mafieuse à l'emprise sectaire ? »
- **Géopolitique** : « Influence & guerre de l'information : place dans les conflits actuels »

46 On voit avec les sujets présentés dans cette affiche que la continuité avec le mouvement "zététique" n'est pas si claire : on voit bien la présence des pseudo-sciences et notamment des pseudo-médecine, mais il ne semble plus y avoir tant que ça la question du paranormal, des fantômes, etc. Au contraire on semble avoir une focalisation sur un esprit critique plus général, qui part de certains thèmes pour avoir un impact sur la société dans son ensemble.

Ces exemples illustrent la manière dont les REC présentent l'esprit critique comme une compétence transversale, à "étirer" sur des objets variés. Ce que résume ailleurs Willy Lafran :

On prend la pensée critique et on étire cette idée sur différentes thématiques qui vont de la science à la santé en passant par la philosophie, l'art ou la technologie. Le principe est d'amener les gens à réfléchir sur leurs propres certitudes, et à se poser des questions sur les informations qu'ils perçoivent avant de les diffuser à des tiers. Aujourd'hui, au sein de notre société, nous avons traversé de nombreuses crises, qu'elles soient politiques ou sanitaires, et on a vu beaucoup de défiance, envers la santé, envers les élus ou encore envers le journalisme. Et cette défiance-là est un petit peu le berceau du populisme, du soupçon, on voit beaucoup de mouvements complotistes, de montées des extrêmes. Il est très important à mon avis de doter le citoyen de compétences de savoir-faire, de savoir-être, pour mettre en place des mécanismes d'autodéfense intellectuels pour apprendre à douter et à ne pas mélanger le doute et le soupçon.

Willy Lafran ; interview de Maia Graziani pour *France3 Corse*, octobre 2024. URL : <https://france3-regions.franceinfo.fr/corse/le-danger-c-est-d-avoir-une-societe-polarisee-entretien-avec-willy-lafran-fondateur-des-rencontres-de-l-esprit-critique-3048253.html>

À ce stade, le cadrage semble relever principalement d'un registre rationaliste, dans la mesure où il articule un diagnostic désormais classique (mise en danger du débat démocratique par les mutations numériques et la circulation des *fake news*) à des solutions pensées à l'échelle des individus : s'outiller intellectuellement, interroger ses filtres mentaux, se protéger des manipulations, etc. Néanmoins, cette manière de formuler le problème ouvre également la possibilité d'interventions s'inscrivant dans un cadrage critique. Le slogan du festival « venez jouer avec vos certitudes » souligne en effet une logique d'expérimentation et d'implication du public, plutôt qu'une transmission descendante. Si certains ateliers et stands mettent effectivement en œuvre cette participation, leur analyse n'entre pas dans le périmètre de ce mémoire. Mais compte tenu de la visibilité des conférences - affluence en salle, disponibilité des replays - il paraît pertinent de considérer que ce sont ces discours qui auront l'impact le plus fort sur le public. L'analyse devra donc porter sur la posture qui s'y déploie, en la confrontant au modèle de public et au cadrage présentés plus haut. Enfin, si les antagonistes sont identifiés, une question demeure : qui leur oppose-t-on ? D'après les différents éléments de communication, il ne s'agit pas tant de l'expert que de la figure du "citoyen critique éclairé". Autrement dit, l'esprit critique est présenté comme devant produire un citoyen capable de placer sa confiance de façon ajustée, de dialoguer et de mener ses propres enquêtes.

Si le récit qui ressort de la communication est donc d'ordre rationaliste, le festival promet donc d'impliquer le spectateur des REC, et d'éviter ainsi ce qu'on a identifié comme le modèle du déficit, ou le *problème A* dans la partie précédente. Pour ce qui est du problème B (ce que recouvre la thématique), la programmation ne semble pas, à ce stade, identifier un problème : l'esprit critique semble un objet clair. Observons maintenant si les invités reflètent ou non cette clarté.

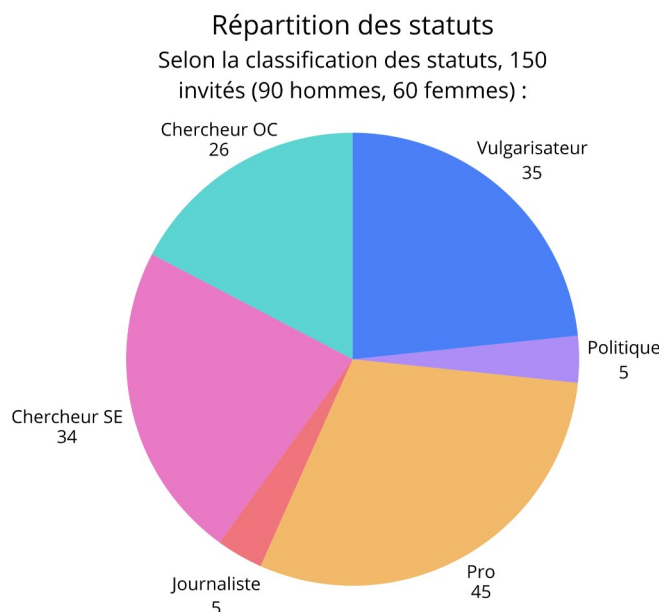
3.1.2 Une pluralité d'intervenant·es, mais un cadrage scientifique qui reste hiérarchisé

Analyse générale des résultats

Le choix des personnes qui prendront la parole dans ce genre de festival est souvent crucial, car ce sont celles et ceux qui incarneront l'image du festival aux yeux du public. La typologie des statuts effectuée ne visait pas à figer des identités professionnelles, mais à objectiver la *division sociale des rôles* qui rend possible l'événement : expert·es, médiateur·rices, témoins, etc. Elle constitue ainsi un indicateur indirect de la manière dont les REC définissent, en pratique, ce que "faire preuve d'esprit critique" veut dire — et surtout *qui* est autorisé à l'énoncer publiquement. Le travail présenté ici a surtout été effectué à partir de la liste des invité·es 2024 et de leurs biographies archivées sur le site des REC et, quand c'était nécessaire, au moyen de recoupements rapides via des sources publiques.

La classification des statuts professionnels donne cette répartition pour l'édition 2024⁴⁷ :

Status	Hommes	Femmes	Total
Chercheur·e SE	20	14	34
Chercheur·e OC	14	12	26
Vulgarisateur·ice	23	12	35
Politique	5	0	5
Journaliste	2	3	5
Pro	26	19	45
Total	90	60	150



47 La liste 2024 des invité·es, ainsi que leurs biographies respectives sont disponibles en archives sur le site des Rencontres de l'esprit critique. URL (consulté le 10 février 2026) : <https://rec-toulouse.fr/rec24/intervenants-2024-archive/>

Malgré la diversité des profils, ces résultats confirment les hiérarchisations attendues. La place dominante (34) accordée aux sciences expérimentales et aux référentiels cognitivistes/quantitatifs tend à imposer, comme norme implicite de la « bonne » critique, une conception de la preuve fondée sur la standardisation (mesure, protocole, réplique, quantification), alors que les perspectives plus contextualisantes (SIC, SHS critiques) apparaissent en retrait, bien qu'elles ne soient pas absentes (26 intervenant-es). À ce titre, l'organisation d'une programmation centrée sur des profils "SE" (médecin, statisticien, chercheur en informatique) rend vraisemblable un cadrage de la désinformation envisagée principalement sous l'angle d'un ensemble de croyances fausses à corriger (biais, pseudo-sciences, désinformation médicale), plutôt que comme un objet appelant l'analyse des conditions sociales, économiques et politiques de son adhésion. Dans cette configuration, il est plausible que les solutions mises en avant privilégient les pratiques individuelles de vérification, au risque d'éclipser des réponses institutionnelles et structurelles (régulation, transformation des dispositifs médiatiques, action sur les plateformes).

Malgré les nombreuses références au monde du journalisme dans les éléments de communication, on voit qu'il s'agit d'une minorité d'intervenant-es (5), et que l'aspect « témoignage de professionnel·les » est dilué : aucun métier ne semble pouvoir revendiquer l'exclusivité de l'esprit critique, à l'exception des chercheur·euses. Les critères de codification sont imparfaits, des erreurs sont possibles, et les codages ne peuvent parfaitement prédire un cadrage rationaliste ou critique. Mais on retrouve, avec cet écart — 34 contre 26 — l'idée de fonder son corpus scientifique en priorité sur certaines images des sciences : médecine ; informatique, mathématiques. Une image pouvant là encore réactiver une vision positiviste des sciences, réduite aux "sciences dures".

La catégorie « Pro » rassemble 45 professionnel·les de divers secteurs venant parler d'esprit critique « mis en pratique », avec, là encore, une certaine tendance qui se dessine. Trois secteurs représentent la majorité d'entre eux : le médico-social (médecin, psychologue, travail social), le droit et l'informatique. Iels viennent respectivement critiquer des impostures sous l'angle *evidence-based medicine*, parler de laïcité / d'institutions publiques dans lesquelles iels travaillent, et proposer des outils participant à la lutte "contre la désinformation". Les biographies mentionnent parfois des postes (directeur·rice / président·e) ou des prix prestigieux (dont un·e lauréat·e du Nobel de la Paix cette année-là). La prévalence des outils informatiques pour l'EMI / le fact-checking se retrouve aussi dans l'espace des stands : on y trouve beaucoup une logique « outils d'aide à la décision » : *dataviz*, data science, éthique des IA, ou intelligence économique / cyber. Ce sont donc bien ces compétences de vérification de l'information qui sont au cœur de l'EC ici, bien plus que des analyses systémiques ou politiques.

Notons que, s'il n'y a pas de liste de critères pour être invité aux REC⁴⁸, les invité·es doivent signer, depuis 2026, une charte. Celle-ci permet d'avoir un premier dispositif de régulation : elle définit l'« esprit » légitime du festival — pédagogie, accessibilité, nuance, curiosité intellectuelle — et encadre les modalités acceptables du débat (critique des idées plutôt que des personnes). Elle institue ainsi un horizon de discussion raisonnable, où la conflictualité est reconnue mais tenue à

48 Précisons que la catégorie d'« invité·e » recouvre des modalités de programmation hétérogènes, que l'on ne peut ici analyser précisément, faute d'informations. On peut néanmoins distinguer trois configurations : d'abord, des interventions issues de propositions déposées en ligne lors de l'appel à participation (puis retenues après sélection) ; ensuite, des personnes sollicitées par l'organisation, mais invitées à soumettre un sujet appelé à être validé ; et une minorité d'invitations directes, associées à une autonomie de parole plus marquée. C'est notamment le cas pour la catégorie "politique" dont la place est garantie mais qui doivent ensuite s'inclure dans une table-ronde prévue.

distance par des prescriptions de civilité. La charte affirme explicitement une ambition inclusive (égalité femmes-hommes, diversité des expériences, vigilance face aux stéréotypes et discriminations) et présente cette diversité comme la condition de la « richesse » du festival. Elle construit l'inclusion dans un registre principalement déontologique (bonnes pratiques, attention, vigilance), davantage que comme un engagement structurant (on y revient plus bas). Enfin, la charte insiste sur la responsabilité des intervenant·es : parler « en son nom », ne pas faire passer une opinion pour une position officielle du festival — et anticipe les controverses numériques en recommandant la “désescalade et le dialogue avec l'organisation”. Cette précision indique que la charte a un rôle de double protection : celui de l'image du festival, en même temps que celui de ses intervenant·es.

Une prévalence masculine ?

Ces 150 invité·es apparaissent donc comme une pluralité de figures, mais cette diversité reste largement structurée par la hiérarchie déjà décrite dans le champ français⁴⁹ de l'esprit critique, où le cadrage rationaliste et les approches centrées sur la vérification dominent. Il faut toutefois rappeler que cette classification n'a pas valeur de preuve absolue : elle permet simplement de participer à décrire ce que ce cadrage fait socialement — en particulier la manière dont il résonne différemment selon les publics et les propriétés sociales, et notamment selon le genre. À ce sujet, rappelons que certain·es intervenant·es peuvent être consacré·es comme des « expert·es » de l'EC, jusqu'à devenir des influenceurs d'un *lifestyle* rationaliste⁵⁰.

On retrouvera, au-delà de toutes les particularités de cette sphère, des points communs fondamentaux avec les fact-checkeurs et fact-checkeuses : milieu essentiellement masculin, forte appétence pour les questions d'information, orientation vers la culture « geek/informatique », et surtout, pour certain·es ayant investi le rôle un peu plus que les autres, conception de la démarche vérificatoire comme une « manière d'être », un « savoir-être » pour soi, mais surtout que chacun·e devrait aspirer à avoir. [Vauchez, 2024, p.517]

Cette sphère apparaît marquée par une surreprésentation d'hommes parmi celles et ceux qui produisent et portent publiquement le discours, ce qui peut laisser penser qu'une conception fortement individualisée de l'esprit critique y résonne davantage auprès d'un public masculin. Les données relatives aux REC 2024 vont dans ce sens : 90 invité·es masculins contre 60 invité·es féminines. Plusieurs travaux éclairent ce déséquilibre en montrant comment les mouvements « pro-science » et les héritages du scepticisme scientifique tendent à reproduire des inégalités de

49 À noter que ces invité·es sont pour la quasi-totalité francophones. La seule exception étant Elisabeth Bik, présente en visioconférence, traduite en direct par l'animateur·ice de la table ronde. Pour cette raison, la retranscription de ses interventions a été remplacée dans le fichier txt du corpus par [...], permettant d'indiquer les interruptions. Dans la mesure où la traduire aurait pu poser des questions de sens et faire doublon avec la reformulation de l'animateur·ice, ça n'aurait pas été pertinent.

50 Concernant l'articulation entre « pratiques sceptiques » et identité discursive, plusieurs travaux mettent en évidence qu'une auto-définition comme « sceptique » ou « pro-science » peut contribuer à renforcer la légitimité de l'identité sociale du groupe d'appartenance [Dauphin, 2022]. Dans un contexte anglophone, voir notamment : Simmons, Jonathan. « 'Not That Kind of Atheist': Scepticism as a Lifestyle Movement ». *Social Movement Studies*, vol. 17, no 4, juillet 2018, p. 437-450.

genre déjà à l'œuvre dans d'autres espaces sociaux. Une étude consacrée au mouvement sceptique finlandais souligne notamment le rôle d'associations symboliques durables, liant rigueur et rationalité scientifiques au masculin, et crédulité ou émotionnel au féminin [Vuolanto & Kolehmainen, 2021]. Les REC peuvent alors être décrits comme un espace ambivalent. D'un côté, la mise en avant de métiers classiquement masculinisés, associés à une image classique des "sciences dures" (ingénieur, médecin, informaticien), tend à conforter des oppositions genrées. De l'autre, les discours pro-inclusivité (charte, éléments de communication, biographies) inscrivent le festival dans une revendication explicite de réduction de ces inégalités. Bien que cela soit uniquement amorcé dans la biographie des invitées femmes, faire venir des personnes pour parler de féminisme (ou d'autres formes d'oppression), n'est pas à ignorer. L'évolution du ratio hommes/femmes témoigne d'une dynamique vers la parité, passant d'environ 73 et 77 % d'hommes aux deux premières éditions à 60 % en 2024.

Pour nuancer ce constat d'inégalité, il existe un cas où l'écart genré est plus réduit. Les salles du palais des congrès n'ayant pas toutes la même capacité, on aurait pu s'attendre à ce que l'Amphithéâtre — scène "vitrine" du festival — concentre le même déséquilibre que le reste de la programmation, voire l'accentue. Or, en 2024, on y dénombre 24 hommes pour 21 femmes. Ce calcul exclut l'animateur de la table ronde (rarement une animatrice) et ne dit rien des temps de parole, mais il signale une volonté de ne pas laisser la scène la plus légitime devenir un espace quasi exclusivement masculin. De même, du côté des « REC junior » (destinés aux enfants accompagnés), on observe une quasi-parité ; le genre de certain-es intervenant-es n'étant pas indiqué, un ratio précis est indisponible, mais la tendance est claire. Il y a donc visiblement des efforts pour converger vers la parité (au moins dans certains espaces) mais il reste encore du chemin avant de pouvoir parler d'une égalité effective des conditions de prise de parole.

3.2 Des conférences variés sous une même étiquette "esprit critique"

3.2.1 Des conceptions dispersées de l'esprit critique : lexique et incompatibilités

Plusieurs graphiques et tableaux ont été produits à l'aide d'IRaMuTeQ afin de caractériser le matériau discursif des conférences, mais aussi pour mettre à l'épreuve l'hypothèse d'une (in)cohérence globale du corpus. Avant de stabiliser ces résultats, j'ai ainsi procédé à de nombreux essais exploratoires (variations de paramétrage, essais de découpages et de classifications, multiplication des sorties graphiques), afin de vérifier si la dispersion observée n'était qu'un artefact technique, ou si elle résistait à différents choix méthodologiques. J'ai finalement retenu uniquement les visualisations les plus robustes et les plus interprétables (celles qui "tiennent" malgré les variations), et c'est précisément parce que ces tests n'ont pas permis de reconstituer une cohérence transversale nette que je formule les conclusions qui suivent.

Un premier résultat saillant tient alors à l'extrême dispersion lexicale du corpus : une part importante des formes n'apparaît que dans un très petit nombre d'interventions et demeure associée à de faibles fréquences. Les termes les plus fréquents (*nuage de mots* disponible en Annexe 3) relèvent ainsi largement de routines interactionnelles propres au format (par exemple «

aller voir la conférence », « maintenant on va passer aux questions », « je vais prendre l'exemple de... ». Pour accéder à des formes actives plus spécifiques (en excluant pronoms et auxiliaires), il faut descendre jusqu'aux rangs 24-25, où figurent notamment « enfant », « science » et « recherche », totalisant respectivement un peu plus de 300 occurrences à l'échelle du corpus. Ce constat invite à considérer que l'agrégation de l'ensemble du corpus tend à lisser, voire à masquer, les régularités pertinentes ; une partie de l'analyse sera donc de comparer les sous-ensembles structurés par conception, afin de constater les tensions et incompatibilités discursives qui peuvent apparaître.

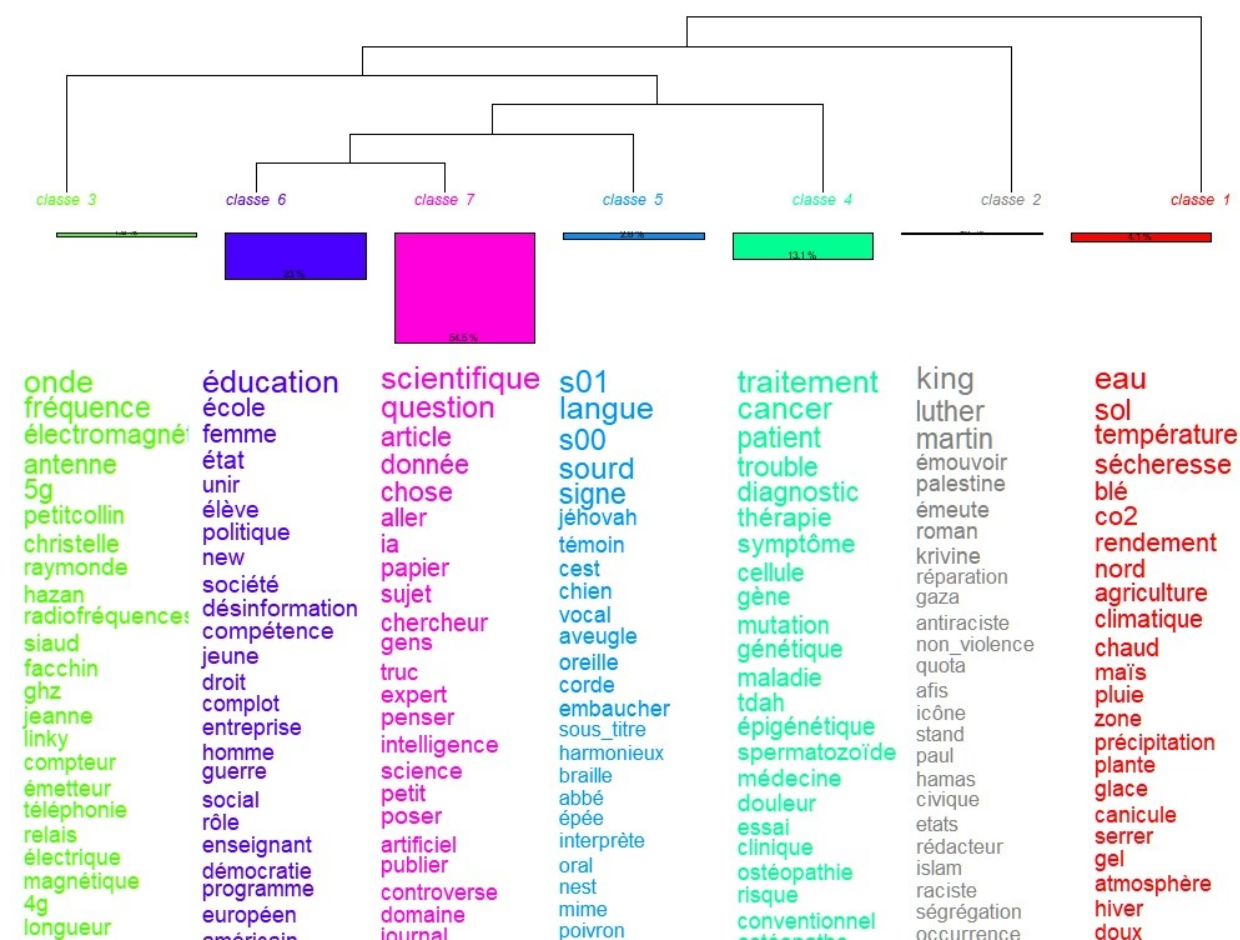
Champ thématique varié mais confirmant l'orientation médicale/éducative

D'un point de vue scientifique, on pourrait s'attendre, dans la mesure où les REC ont pour objet central l'esprit critique, à ce qu'ils accordent une place privilégiée aux sciences humaines et sociales. Or, comme indiqué plus haut, ce choix n'a pas été retenu : on observe relativement peu d'interventions portant explicitement sur l'EC lui-même, sur son apprentissage, ou sur les problèmes publics qui lui sont associés (désinformation, etc.). La programmation consiste le plus souvent en une prise de parole centrée sur une thématique spécifique, que l'on peut interpréter comme une proposition d'esprit critique *appliquée* à un objet particulier. L'analyse des mondes lexicaux met en évidence de nombreuses thématiques apparaissant de manière marginales, tandis que quatre classes se démarquent. Les résultats sont présentés dans le dendrogramme suivant :



La classe 1 regroupe les différents termes liés aux thématiques médicales, psychiatriques et psychologiques. Elle se retrouve sur une branche isolée, car beaucoup des occurrences sont concentrées sur un petit nombre de conférences. La seconde est une classe regroupant les thématiques scolaires, institutionnelles et politiques. Cette deuxième catégorie présente déjà un spectre assez large et peut autant servir à des discours sur l'éducation comme vecteur d'émancipation collective que de support à des discours sur l'éducation à la paix, la lutte contre la propagande, la question des plateformes numériques dans la désinformation, etc. La classe 4 est également variée, puisqu'elle concerne les segments autour de la recherche scientifique "en général" : on parle d'articles, de publications scientifiques, de citations, etc. Mais c'est la dernière catégorie (présente dans la moitié des segments) qui propose le plus de variété ; le titre qui semble convenir pour la classe serait ainsi "autre".

Si on demande à Iramuteq d'avoir plus de catégories pour aller plus dans le détail, on obtient le dendrogramme suivant :



Si les classes 4 et 6 reconduisent globalement les catégories antérieures (médicale et institutionnelle), l'affinement de la classification fait néanmoins émerger des thématiques inédites, chacune représentant moins de 5 % des occurrences (climat, racisme, radiofréquences, LSF). On observe en parallèle une classe (la 7e), présente dans près de la moitié des segments, dont la cohérence est légèrement renforcée : des termes associés à l'activité scientifique (données, articles, papier, chercheur) apparaissent au milieu d'un lexique très hétérogène (chose, aller, IA, gens, truc, petit, etc.). Ce résultat suggère que la continuité entre conférences ne tient pas d'abord aux objets traités, mais plutôt à l'angle retenu et aux modalités de vulgarisation mobilisées. La faible

fréquence des termes transversaux liés à l'esprit critique s'explique alors par le fait que très peu d'interventions prennent le temps d'en proposer une définition explicite. Les conceptions ont ici été inférées à partir de travaux antérieurs, mais une démarche strictement inductive aurait eu des difficultés à produire, à partir de la seule lexicométrie, des catégories interprétatives robustes. Il importe donc de sortir de l'analyse seule du texte pour analyser plus largement le dispositif.

En termes de posture, on peut nettement noter que le format conférence/table-ronde propose une majorité de conférences au format "de ce que dit la science sur X". Il s'agit de fournir un témoignage ou une présentation des avis d'experts sur un thème, et en particulier si c'est un thème scientifique : la médecine en premier lieu, mais également la physique/chimie/biologie, et de manière plus discrète les disciplines psychologie/droit/politique. En miroir, l'angle peut être de "rétablir le vrai" en critiquant une pseudo-science, une idée reçue, une théorie du complot, etc. Entre les deux postures, on trouve la position intermédiaire "Idées reçues sur X", qui propose de faire un mélange des deux postures précédentes ; trois conférences ont d'ailleurs un titre en ce sens. Si les prises de parole relèvent de conceptions hétérogènes, elles tendent ainsi à converger vers une reconduction du *modèle déficitaire* du public⁵¹ ; on reviendra sur ce point. Les limites d'une approche prioritairement centrée sur la "transmission du vrai" sont d'ailleurs explicitement soulignées dans certaines interventions, notamment lorsque l'éducation aux médias et à l'information (EMI) est présentée comme insuffisante face à la désinformation en ligne, au regard de leviers davantage systémiques.

Par exemple, une équipe a publié un article qui montre que l'un des plus gros problèmes de la médiation scientifique sur YouTube, ce n'est pas du tout le manque d'éducation à "l'outil YouTube" : c'est l'algorithme. L'algorithme a tendance à recommander les plus grosses chaînes ; donc les plus petites chaînes -qui peuvent produire du contenu de meilleure qualité- ne peuvent pas percer. Il y a aussi l'effet de répétition, la centralisation des médias traditionnels entre les mains de quelques personnes, qui sont orientées. On a vu CNews chaque semaine : ils prennent une amende... sauf que l'amende, c'est genre 50 000 euros, donc c'est "peanuts" pour Bolloré.

Il y a l'éditorialisation du contenu : qui décide de "ce qui est parlé". Tout ces facteurs... Et il y a des effets de répétabilité : si tu entends la même news depuis 70 endroits différents, (effet très connu en psychologie) tu vas y croire. Et quand tu "éduques au média" ou pas, ça ne va rien changer. Donc, l'éducation aux médias, c'est super parce que c'est important. La désinformation, il faut lutter contre. Mais on a des tonnes d'outils qu'on devrait utiliser pour lutter contre la désinformation, bien avant d'arriver à l'éducation aux médias. L'EMI devient une sorte d'arbre qui cache la forêt.

Albert Moukheiber, dans la table-ronde "L'éducation aux médias est contre-productive dans la lutte contre la désinformation ?" (REC 2024)

51 Plus précisément, on peut lire ici une proximité avec les modèles historiques du *Public Understanding of Science* (PUS) et du *Public Understanding of Research* (PUR). Le premier privilégie la diffusion de résultats stabilisés ; le second met davantage l'accent sur les recherches « telles qu'elles se font ». Malgré cette différence, les deux approches partagent fréquemment un même postulat déficitaire [Chavot & Masseran, 2015], qui maintient une séparation entre public profane et savoir expert. Elles participent ainsi à « vendre » une certaine image des sciences, à rebours des modèles participatifs qui envisagent le sens du savoir comme co-construit.

Autrement dit, le corpus illustre que les REC ne visibilise pas uniquement une grande variété de thématiques. Il finit par présenter des conceptions incompatibles les unes par rapport aux autres, qui décrivent d'autres interventions comme inefficaces ou contre-productives. C'est d'ailleurs une remarque qui permet de conclure cette présentation générale : il y a finalement peu de conférence qui parle directement *de* l'esprit critique. Cette limite implique que l'hétérogénéité observée ne se comprend pas à partir des régularités lexicales. C'est pourquoi la suite de l'analyse propose de mettre à l'épreuve l'hypothèse d'incompatibilités en séparant le corpus par conception, afin d'examiner ce que chaque sous-ensemble rend visible (et potentiellement inconciliable) avec les autres.

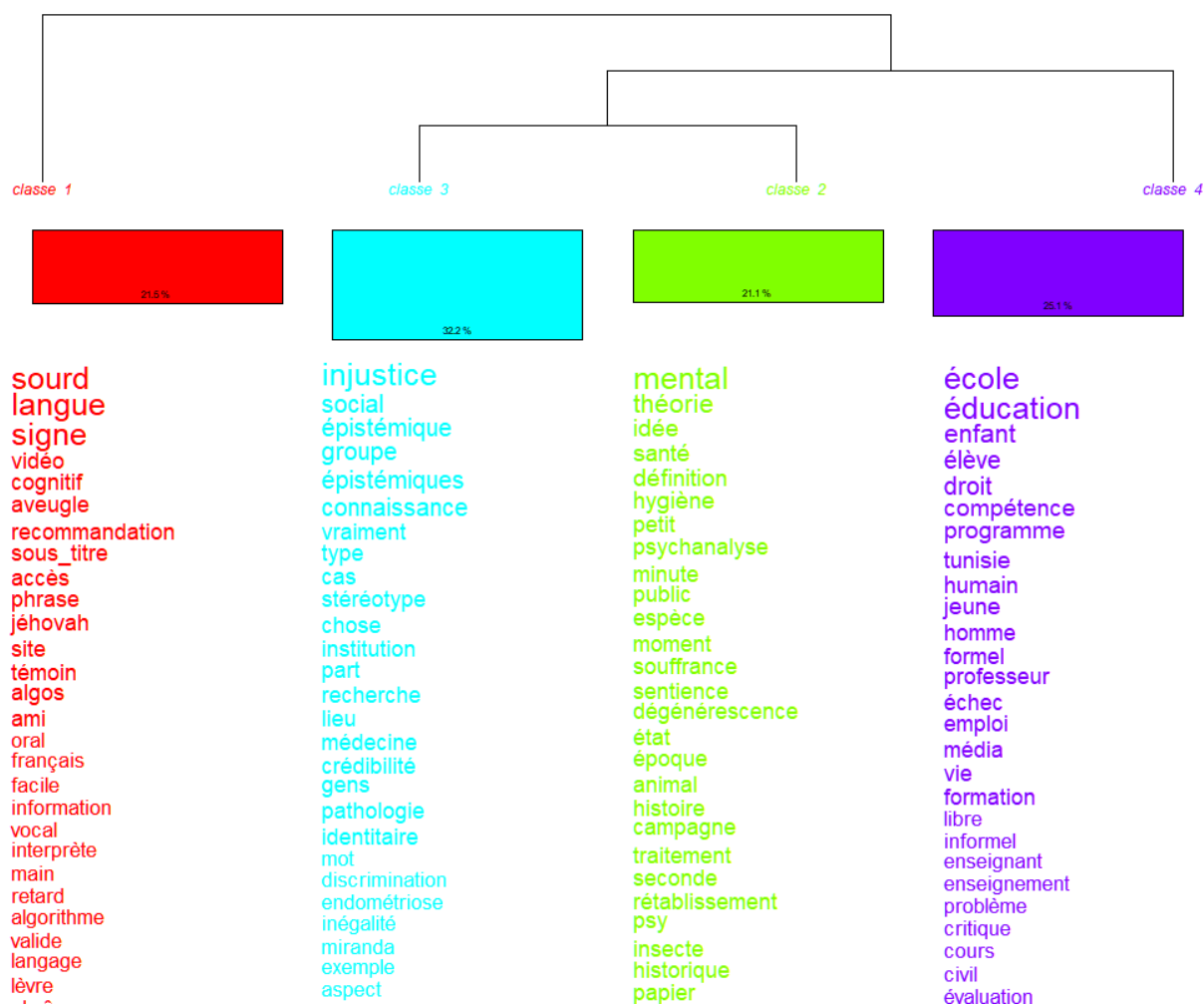
Analyse différenciée par conception

La classification selon la typologie en 9 catégories - faite manuellement à partir du visionnage des replay - donne la répartition suivante :

Conception	Nombre de conférences
Sceptique	19
Rationaliste	8
Institutionnelle	6
Scolaire	6
Technique	2
Disciplinaire	7
Socio-politique	9
Dialogique	1
Table-ronde	5

Même si on ne peut pas strictement assimiler cadrage et conception, on voit une nette sur-représentation du cadrage rationaliste au sein des REC, incarné par le total des conceptions rationaliste, sceptique, scolaire, institutionnelle et technique (41), par rapport à ce qui relève plus du cadrage critique (10, en comptant socio-politique et dialogique). Les dernières conceptions sont plus difficiles à classer, mais on conserve — quels que soient les regroupements qu'on opère — ce résultat d'une visibilité supérieure d'un cadrage rationaliste individualisant.

Précisons qu'une classification similaire n'implique pas nécessairement un registre thématique proche. La conception « disciplinaire » par exemple se caractérise par une forte dispersion des sujets, au point que plusieurs notions ne se rencontrent que dans une ou deux conférences particulières. On aurait toutefois pu s'attendre à ce que les autres conceptions fassent davantage émerger des régularités dans l'analyse lexicométrique : prises de position sur la méthodologie, valorisation de l'humilité, invitation à combattre tel biais cognitif, recommandations de lectures, ou encore prescription de certains réflexes. Or, ce n'est pas ce que l'on observe. L'analyse factorielle des correspondances (AFC) met en évidence la distribution suivante (couleurs selon la conception, taille des termes proportionnelle à leur fréquence dans un sous-corpus) :



Malgré des thématiques variées, on constate qu’au travers les 9 interventions de la conception socio-politique, une cohérence apparaît. On évoque la question de systèmes de domination (sexisme, handicap), d’institution (éducation, média, système médical) et les interventions ont plusieurs fois des recommandations plus précises pour le transferts entre le discours de la conférences et la pensée critique “en général”.

- On l’a vu avec tout ce qui a été mouvement #METOO, on l’a vu avec tout ce qui a été mouvement de classe : toutes les voix ne se valent pas. Et l’idée, c’est de savoir que faire de sa voix : avec qui l’associer, avec lesquels les associer, et comment se situer dans un champ politique ?

- On va passer au troisième volet de cette table ronde : essayer de comprendre si ce concept que vous nous présentez d’*injustice épistémique*, est-ce qu’il peut nous aider en fait à faire preuve de plus d’esprit critique, puisqu’on parle d’esprit critique aujourd’hui. Et par exemple, si on reste vraiment sur le cas des sujets de santé : qu’est-ce que la question des injustices épistémiques doit nous amener à changer dans notre manière d’analyser des questions de santé publique ? Est-ce qu’il peut aussi nous permettre de mieux nous soigner, notamment si on subit nous-mêmes ce type d’injustice ?

Sonia Bujel et Jean-Noël Vergnes, dans la table-ronde “Des connaissances peuvent-elles être injustes ?” (REC 2024)

L'analyse des "distance de Labbé" permet d'appréhender les écarts de vocabulaire entre les conceptions. Sans surprise, l'indice de distance le plus faible (0,36) est entre les conceptions sceptique et rationaliste, apparenté sur le plan théorique⁵². A l'inverse, la conceptions socio-politique présente une distance plus forte avec la conception rationaliste (0,47) et avec la conception technique (0,56). Ce qu'on remarque globalement est un ensemble proche de la moyenne, la quasi-totalité des écarts entre-conception présentant un indice entre 0,41 et 0,56 ; excepté pour la conception dialogique qui est particulière (composé de seulement une conférence). Ces résultats et ceux évoqué précédemment suggèrent qu'à force de s'appliquer à une diversité de sujets, le cadrage rationaliste tend à perdre toute cohérence lexicale identifiable, comme si le diagnostic sur « les fake news » et « la société divisée » faisait office de point de ralliement discursif pour des acteurs hétérogènes, malgré une conception commune de l'EC⁵³. Un discours véritablement transversal pourrait, à partir d'un cas d'étude circonscrit, s'élever vers des propositions générales sur la pensée critique ; or, cela demeure exceptionnel. À titre d'exemple, une conférence consacrée aux effets des ondes électromagnétiques mobilise un lexique fortement indexé à la physique (5G, radiofréquences), ce qui rend nombre de termes largement spécifiques à cette seule intervention.

Certaines personnes perçoivent les risques de l'exposition aux radiofréquences comme probables, voire graves. Cela se fonde parfois sur des annonces médiatiques relatant des études, parfois non confirmées, ce qui entretient un sentiment d'incertitude. En conclusion : trente ans de recherche sur les radiofréquences. La réglementation est adaptée pour la 5G.

Anne Perrin, dans une conférence codée scolaire titrée "Radiofréquence, risque et société, quoi de nouveau avec la 5g ?"

Cet extrait de la conclusion est symptomatique d'un esprit critique appliqué de manière très scolaire : on a une chercheuse qui vient expliquer des données scientifiques -ce qu'est une onde électromagnétique, l'état du consensus scientifique- et le public est là pour apprendre. L'esprit critique dans cette démarche déficitaire consistant à s'informer des connaissances actuelles et l'explication principale de la défiance envers la 5G tourne essentiellement autour de l'ignorance et de la mécompréhension des données scientifiques. Au regard de ce qui a été évoqué dans les parties précédentes sur le modèle du déficit, on peut craindre de l'efficacité de cet angle pour contribuer à un esprit critique applicables à d'autres sujets. D'autant plus si la conférence n'a pas -ou peu- de recommandations générales sur la manière de construire son esprit critique, et reste au contraire sur un sujet très localisé.

52 L'analyse factorielle des correspondances entre thématiques (voir Annexe 4) vient confirmer les écarts théoriques dans les discours, et présente bien (au centre) la conception sceptique comme proche de la conception rationaliste. Le fait que sur un côté (en bas à gauche) on trouve les conceptions socio-politique/dialogique, de l'autre les conceptions technique/scolaire illustre que la typologie utilisée est pertinente : on voit bien -malgré la grande variété de discours et thème- que l'écart entre conception se retrouve numériquement dans l'analyse lexicométrique.

53 Une AFC consacrée au sous-corpus des conférences "sceptiques" est présentée en Annexe 5. Si la dispersion y persiste, le fait que la plupart des termes apparaissent avec des tailles très proches conduit à s'interroger sur ce qui ferait unité entre ces conférences, comme si le fil conducteur faisait défaut.

Une autre manière de voir la variabilité entre conférence est de prendre les termes (lemmatisés) avec les plus d'occurrences ou sur-représenté dans chaque conception. Si on prend les mots les plus fréquents du sous-corpus sceptique on reste sur une liste assez vague : choses, exemple, gens questions, scientifique, article, etc. S'il y a bien une thématique médicale qui ressort en descendant plus loin dans la liste, on arrive rapidement sur des termes très spécifiques à une ou deux conférences, et donc un manque de cohérence sur l'ensemble du festival. Le tableau ci-dessous permet de visualiser pour chaque conception les formes actives les plus sur-représentées.

Scept.	Disci.	Dialogique	Instit.	Rationa.	Scolaire	Socio-pol.	Table-ronde	Technique
épigénétique	fiscal	paix	Kremlin	controverse	fréquence	injustice	Femme	entreprise
HPI	sécheresse	guerre	deep-fake	grossesse	probant	langue	expert	IA
TDAH	mutation	esprit	attentat	candidat	eau	sourd	psycho-sociales	RSE
psychanalyse	impôt	Hamas	complot	IVG	sol	éducation	compétence	écologique
alchimie	blé	éducation	opération	mouton	traitement	signe	BD	transition

Tableau présentant les formes actives les plus représentées dans chaque conception. L'indice utilisé est la loi hypergéométrique, l'analyse par indice de χ^2 donne les mêmes mots dans un ordre globalement similaire.

Une dernière manière de constater cette variabilité est de prendre un terme présent dans plusieurs conceptions et de voir les différences d'utilisation. Puisqu'il s'agit de caractériser un problème public, prenons des segments caractéristiques impliquant le mot *problème* pour chaque conception.

Ça a été un vrai problème parce que pendant très longtemps la langue des signes a été interdite en France ; pendant un siècle interdite dans les écoles religieuses... ce qui revient à dire interdite tout court, parce que la plupart des écoles étaient religieuses.

Conférence codée Sociopolitique, à propos de la langue des signes.

Un des sujets de discussion que je mets sur la table dans mes interventions, c'est... "ouais, mais en quoi le fait d'être venu tuer ma fille, c'est une réponse adéquate à cette préoccupation -qui est légitime- mais en quoi ça a aidé à qui que ce soit ?

Je réagis, même si c'est pas la thématique de notre table ronde. La crise de Gaza, en Palestine... Mon ami Salines, bien sûr, a bien vécu dans sa chair ce problème. C'est ce drame qu'il a vécu personnellement, et je comprends très bien sa position.

Table-ronde codée Dialogique, à propos du dialogue à avoir avec les auteurs d'attentats terroristes.

Pourquoi certains psys s'opposent-ils à ce diagnostic ? Il y a deux raisons. La première, une tradition notamment héritée de la psychanalyse qui consiste à interpréter les causes de tous les problèmes des enfants comme étant forcément affectives et relationnelles : le Complexe d'Œdipe, la relation à la mère, etc.

Conférence codée Sceptique, à propos du Trouble Déficitaire de l'attention.

Quand on écoute ces sujets depuis un certain nombre d'années, on essaye toujours -toi comme moi- d'avoir les portables de scientifiques qu'on sait fiables. Quitte à ne pas les citer, parce que c'est encore le problème... ils sont très prudents. "Alors, je veux bien répondre mais pas en mon nom quand même, parce que ce n'est pas très sérieux... je n'ai pas complètement étudié la question à fond..."

Table-ronde codée Rationaliste, à propos du journalisme scientifique.

...ils en ont les moyens, depuis que l'accès leur a été donné à nos esprits, à travers les réseaux sociaux numériques, les médias sociaux... et leur capacité à instrumentaliser ces médias sociaux pour peser sur le débat public est considérable. Pour peser sur le débat public, il suffit parfois d'un communiqué de presse, et malheureusement indépendamment du fact-checking de l'AFP... les dépêches émises par le kremlin, publiées par le kremlin, contenant des informations fausses, continuent d'être relayées par l'AFP qui considère de facto que son rôle est de s'assurer de l'exactitude du propos rapporté, et non de la conformité du propos à la réalité. Là nous avons un problème grave pour nos sociétés démocratiques.

Table-ronde codée Institutionnelle, à propos de l'Agence France Presse et du soft-power étranger.

...l'exposition de toute la population est massive. Même un petit risque, s'il concerne beaucoup de personnes, peut devenir un problème de santé publique. La question de recherche était "existe t-il des effets non thermiques des ondes électromagnétiques à faibles niveaux d'exposition" ? L'objectif était d'identifier d'éventuels effets inconnus.

Conférence codée scolaire, à propos des recherches sur les effets des ondes téléphoniques sur la santé.

...et surtout il y a une "acceptation a priori" si vous faites l'étude comme prévu : la revue s'engage à la publier qu'il y ait un résultat positif ou négatif. Donc ça lutte contre le biais de publication et le biais de confirmation. Le problème : l'adhésion est encore faible et certains disent "si on fait ça, on ne trouve plus rien". Oui, et ça dit quelque chose quand on fait les choses correctement "ça marche moins", donc peut-être qu'on devrait ralentir, et faire mieux, les méthodes existent.

Conférence codée disciplinaire a-propos des biais de publication dans la recherche scientifique.

La modélisation c'est un sujet énorme, pour revenir à des choses fondamentales. On est face à un problème scientifique, par exemple en physique, et on essaie de modéliser la chute d'un corps. Modéliser c'est choisir quelles variables décrivent la réalité : position/vitesse/temps... et en oublier d'autres. On fait des hypothèses, par exemple négliger les frottements pour rendre l'équation plus simple, et donc soluble. De manière plus générale on est souvent dans cette situation où on ne met pas trop de variables parce que on ne sait pas forcément résoudre le problème.

Table-ronde codée technique, à propos de l'utilisation de l'IA dans la recherche

Ces extraits illustrent en quoi ce qui est désigné comme problématique dans les conférences du REC couvre un très large spectre, mais également que les conceptions se focalisent sur des échelles différentes pour construire les problèmes publics. C'est l'occasion de noter que la typologie des conceptions était assez adaptée au monde de la vulgarisation de l'EC. On retrouvait bien des interventions impliquant des analyse socio-historique (conception sociopolitique) et d'autres focalisé sur la critique d'une pseudo-sciences (codé sceptique), et ainsi de suite. D'autres conceptions sont plus subtiles : on voit que le propos sur le travail de l'AFP comme devenant parfois "simple relai de déclaration publique" est une critique se situant bien au niveau des institutions, seulement la réponse à ce problème n'est pas d'ordre d'un changement d'institution. Il n'y a pas (ou quasiment pas) dans ces conférences codé Institutionnelle de recommandation de l'ordre d'un changement politique radical : l'enjeu reste bien celui de la réception individuelle.

L'idée de « rétablir le vrai » n'est pas mobilisée de manière uniforme selon les conceptions. À titre d'exemple, une conférence qui ne relève pas du cadrage rationaliste est celle consacrée à la figure de Martin Luther King Jr. Elle adopte d'abord une démarche de débunkage, en partant de l'image « sage » véhiculée par certains commentateurs pour la confronter à des déclarations attestées, parfois plus radicales, de la personnalité concernée. L'enjeu, tel qu'il apparaît dans la conclusion, dépasse ainsi la simple correction de croyances erronées : il s'agit plus largement de questionner les conditions de production et les fonctions sociales d'une telle représentation.

Ça s'est un peu amélioré, mais jusqu'à très récemment, c'était un peu cette icône... La seule personne du mouvement des droits civiques américains, quasiment ; et qui était le "bon" antiraciste contre les "mauvais" antiracistes, comme Malcolm X. Et ça, ce n'est pas la seule fois qu'on a une histoire complètement mythifiée, qu'on a des icônes comme ça, qu'on crée un récit à partir de quelque chose qui n'est plus du tout l'histoire. Je vous ai donné l'exemple de Martin Luther King, et j'ai mentionné des fois où il est instrumentalisé contre des antiracistes contemporains, mais je pense : souvenez-vous, les problèmes de romans nationales, c'est de la propagande. Des fois c'est conscient, des fois c'est pas conscient, mais on a comme ça dans notre mémoire des choses qui ne sont pas l'histoire, et je pense que c'est important de le savoir.

Conférence codée socio-politique intitulé "MLK Jr. face à son instrumentalisation".

La raison pour laquelle cette conférence rentre dans la conception socio-politique est bien parce que cette conclusion est présente : elle vient replacer le débunk dans un processus de questionnement des croyances : pourquoi on se trompe, quel effet sociaux et politique cela produit ? Parfois les intervenants se sont posés en amont ces questions, mais en l'absence de discours similaire, la majorité des autres interventions se contentent de transmettre des connaissances de domaines variés sans lien direct avec l'EC. C'est d'ailleurs sous cet angle qu'on retrouve de la cohérence : les sujets sont différents mais les démarches sont relativement proches puisque relevant majoritairement du cadrage rationaliste. Pour le dire autrement : la tendance générale de l'ensemble des conférences est une vision du public déficitaire, à qui on propose de découvrir l'état de l'art scientifique du moment pour "éveiller son esprit critique."

3.2.2 Une fétichisation du rationnel

Il semble que la meilleure manière de trouver la cohérence entre les objectifs affichés des REC et les conférences ne soit pas dans leur contenu thématique ou sémantique, mais dans l'analyse de ces conférences comme relevant d'un cadrage rationaliste vulgarisé. On retrouve ainsi ce qu'on a évoqué précédemment avec le modèle du déficit : le dispositif tend à individualiser les problèmes, à vendre une image particulière des sciences et à prescrire ce qu'il conviendrait de faire pour lutter contre les phénomènes de désinformation. Ce cadrage est aussi rendu plus probable par la forme même des prises de parole : la programmation repose largement sur des conférences d'environ une heure, questions avec la salle incluses. Ce format court favorise des séquences argumentatives à conclusion nette (poser un problème, identifier une erreur, proposer une correction), plus compatibles avec une logique de « débunkage » que avec l'exploration de controverses, l'explicitation des limites ou la discussion des conditions sociales de production des savoirs, etc. Autrement dit, la contrainte temporelle tend à privilégier des discours simple et circonscrit, tandis que des approches plus nuancées et critiques exigeraient davantage de temps pour être pleinement déployées.

Le dispositif REC : politisation ou efficacité rationnelle ?

Partons pour notre analyse d'une conférence, et élargissons progressivement la focale. Un exemple de discours qu'on pourrait qualifier d'individualisant et de dépolitisant nous vient d'une conférence *La transition écologique peut-elle se passer de l'IA ?*

Donc, est-ce qu'on peut faire la transformation/transition écologique sans recourir à l'IA ? Probablement pas, parce que, pour y arriver, on est obligé de faire des calculs de plus en plus complexes, dans lesquels l'IA est une solution. Maintenant, la question est : quelle IA ? Parce que « l'IA » recouvre un champ immense, avec des technologies très différentes et des impacts environnementaux très différents. La question importante, notamment dans le cadre des Rencontres de l'esprit critique, c'est : est-ce qu'on est en capacité de choisir, parmi les solutions technologiques, celles qui vont avoir le moins d'impact négatif, tout en maximisant les impacts positifs sur le problème qu'on essaie de traiter ? En tout cas, imaginer qu'on pourrait faire sans numérique, sans IA, etc., me semble illusoire.

Dans cette conférence, l'« esprit critique » — unique mention de la conférence — renvoie moins à une discussion des choix technologiques fondamentaux qu'à l'application d'une rationalité utilitariste. Il s'agit d'identifier les avantages et les inconvénients des systèmes d'IA existants, plutôt que de mettre la technologie elle-même en débat. Cette réduction n'empêche pas le même intervenant d'affirmer, lors de l'échange avec la salle, qu'il est *crucial* d'organiser des événements comme les REC afin de *politiser* ces questions et d'exercer un jugement critique sur l'IA. Toutefois, à l'échelle de l'intervention, le « regard critique » paraît surtout se transmettre par l'énumération de constats sur le fonctionnement, les défauts et les opportunités. On retrouve ainsi une approche *par immersion* : l'esprit critique serait censé s'acquérir par exposition à une érudition extérieure, davantage que par l'apprentissage de pratiques que l'on met soi-même en œuvre. Dans ce cadre, il suffirait d'écouter pour exercer une pensée critique sur l'IA et ses enjeux, alors même que ses

limites ne sont qu'effleurées⁵⁴. Les coûts énergétiques et les biais sociaux sont évoqués, mais demeurent traités comme des « risques à contrôler » par une ingénierie adéquate (contrôle, explicabilité, fiabilité), plutôt que comme des questions de pouvoir ou de droits.

De manière plus générale, le passage étudié confirme le risque repéré précédemment (problème B), lié à l'indétermination de la définition de l'EC. Lorsque la notion reste peu explicite, le projet social peut aisément être revendiqué comme réussi si l'on postule que l'existence même d'une conférence de vulgarisation constitue une condition suffisante à la transmission de l'esprit critique. Or, la communication de l'événement ne mettait-elle pas en avant l'idée d'un public actif, plutôt que celle d'un simple auditoire ? L'affiche annonçait que les REC *trattaient* du thème de l'IA, mais ce qui est présenté est-il bien « des outils de réflexion pour penser par soi-même » ? On retrouve ici une critique classique de la vulgarisation : portée par une intention louable, mais avec une mise en œuvre qui **peut** laisser en marge les non-expert-es et toucher surtout des publics déjà sensibilisés. Une analyse du public des REC serait nécessaire pour conclure (confirmation du risque A). Précisons enfin que l'appel à ce que le grand public fasse *usage de raisons*, sans que soient toujours explicités les moyens concrets de le faire, constitue également un point discuté dans la littérature en SIC, peu visible dans le champ de l'EC. Un espace public, où chacun pourrait réellement se saisir des enjeux de son époque, passe par bien plus que des vœux : il suppose aussi un ensemble de médiations et de mise en débat inscrit dans un mouvement de politisation.

Le public pour Habermas ne saurait donc être la population dans son ensemble, ni même tel ou tel groupe social précisément défini : il s'agit plutôt d'une sorte de lectorat universel, qui en principe n'exclut personne, même si en pratique, lorsqu'on se penche sur telle ou telle institution précise, il apparaît qu'elle exclut presque tout le monde (Broman, 1998). L'usage public de la raison est certainement un idéal émancipateur, mais sa prétention à l'universalité se traduit dans les faits par des phénomènes d'exclusion... [Graber, 2014]

C'est là toute l'ambivalence d'un choix de programmation effectué à partir des soumissions issues de l'appel à participation. L'équipe des REC ne peut que marginalement sélectionner, en amont, ce qui ressortira effectivement du discours, et n'a pas de critères pour y arriver dès lors que l'objet central du festival n'est pas clarifié. Dans ce cadre, les choix de programmation opèrent néanmoins de façon discrète mais visible, notamment à travers la manière dont les conférences sont distribuées selon les salles. Pour rappel, une autre variable rentrée lors de la retranscription des conférences a été de cibler les interventions programmées dans l'Amphithéâtre, codées comme relevant de la « grande salle ». Il s'agit ainsi de faire des croisements entre variables et d'examiner si une des conceptions bénéficie d'une mise en avant particulière. La répartition obtenue permet le calcul d'un ratio⁵⁵ : surreprésentation en grande salle (ratio supérieur à 1), sous-représentation

54 Cet exemple est l'occasion de dire qu'identifier la conception précise n'était pas toujours une évidence. Il fallait bien prendre le discours dans son ensemble de manière à bien établir la position qui ressortait du discours, ou *des* discours dans le cas des tables-rondes. Après hésitation avec la conception scolaire, cette conférence sur l'IA a été codée sous la conception "Technique". Si des choix de classification peuvent être discutés, les conclusions restent les mêmes ! la majorité des conférences relevait du cadrage rationaliste et du modèle déficitaire du public.

55 La colonne *ratio* correspond à chaque fois au rapport entre la proportion d'occurrences observées en grande salle pour une conception donnée et la proportion d'occurrences en grande salle tous types de conceptions confondus. De par ce calcul, il n'était pas possible (division par 0) de calculer un ratio pour la conception dialogique.

(ratio inférieur à 1) ou absence d'effet de la variable « taille de la salle » (ratio proche, voire égal, à 1). Les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Conception	Petite	Grande	ratio
sceptique	14	5	0,829
sociopolitique	7	2	0,700
rationaliste	5	3	1,181
disciplinaire	6	1	0,450
institutionnelle	4	2	1,050
scolaire	4	2	1,050
table-ronde	2	3	1,890
technique	1	1	1,575
dialogique	0	1	n/a
Total	43	20	—

Compte tenu des effectifs relativement faibles dans certaines catégories, les distributions du bas de tableau doivent être interprétées avec prudence. Les conceptions « institutionnelle » et « scolaire » se situent ainsi à proximité de l'équilibre observé à l'échelle du festival. On notera à l'inverse que la conception socio-politique apparaît, quant à elle, sous-représentée dans la grande salle, ce qui suggère que les interventions les plus directement centrées sur des enjeux politiques (ou socio-politiques) ne bénéficient pas nécessairement d'une exposition maximale dans l'amphithéâtre. En revanche, un contraste mérite attention : la conception rationaliste apparaît davantage associée à la grande salle, là où la conception sceptique y est moins présente. Ce résultat n'est pas entièrement intuitif si l'on attendait une prime à la posture la plus « scientifique » ; il conduit plutôt à envisager que la programmation valorise, à orientation épistémique comparable, des formats jugés plus mesurés ou plus facilement recevables. Enfin, la conception « disciplinaire » va dans le sens attendu : les interventions spécialisées sont plutôt cantonnées aux petites salles, tandis que l'amphithéâtre privilégie des formats plus généralistes ou transversaux.

La dernière question qu'il nous reste à traiter, au terme de cette analyse des conférences, concerne les effets que ces postures produisent : dans quelle mesure ces conceptions de l'EC, souvent portées par une pédagogie implicite, pourraient-elles se traduire en usages effectifs chez les publics ?

Est-ce que cette vision de l'esprit critique a fait ses preuves ?

Beaucoup de conférences ne mobilisent la pensée critique ou la désinformation qu'à titre périphérique, alors même qu'elles ont fait l'objet d'une sélection pour contribuer aux Rencontres de l'Esprit Critique. Beaucoup de conférencier·es semblent considérer que « dire le vrai » — répondre à une idée reçue sans se demander *pourquoi* elle semble se développer — est suffisant pour transmettre une forme d'EC, même de manière indirecte. Au regard de la littérature évoquée en parties 1 et 2, on peut se demander si cette stratégie, organisée autour d'un « déficit » des

publics, constitue une meilleure stratégie que celle consistant à étudier les mécanismes informationnels, en recourant davantage aux SIC ou à la sociologie des médias, par exemple. C. Bodin disait, dans son article dédié au mouvement zététique, que certains de ses discours comportent un autre risque : celui de fabriquer des récits simplifiés, facilement appropriables et donc aisément circulants, qui finissent par produire de l'ignorance en prétendant éduquer aux sciences [Bodin, 2021]. Le choix du cadrage des interventions n'est donc pas un simple « manque » disciplinaire, mais un élément qui oriente concrètement ce que le dispositif rend pensable et transmissible. Sans connaissance des SIC ou des SDE, beaucoup d'invité·es espèrent parler de leur sujet et, par ce biais, contribuer à combattre les fausses informations, sans avoir connaissance des champs disciplinaires qui ont parfois pensés ces questions depuis des décennies [Dauphin, 2019].

Aux REC, la programmation agrège de fait deux régimes d'expertise : d'une part, des expertises thématiques (santé, climat, IA, etc.) et, d'autre part, des expertises portant sur les conditions de production, de circulation et de réception de l'information. Or, lorsqu'ils abordent ce second registre, de nombreux·ses invité·es le font principalement à partir des cadres propres à leur discipline ou à leur spécialité (biais cognitifs, algorithmes, fiabilité des sources...), ce qui produit un ensemble hétérogène, parfois peu articulé. Dans cette perspective et au vu des objectifs annoncés par le festival, il serait souvent plus pertinent de mobiliser prioritairement des travaux issus des SIC ou des SDE, plus directement centrés sur les mécanismes informationnels et sur les conditions d'appropriation. Faute de cette hiérarchisation, le dispositif tend à reconduire une conception positiviste et individualisante du jugement, proche d'une figure d'*homo oeconomicus* appliquée au champ informationnel, dont la formule de « dérèglement du marché de l'information » constitue une expression particulièrement représentative [Bronner, 2013].

On retombe ainsi sur les débats autour d'un esprit critique prit uniquement dans sa dimension épistémique (les connaissances vraies/fausses) et les visions qui proposent d'y ajouter des dimensions politico-éthiques. Ce débat a traversé le mouvement rationaliste, qui lui aussi a été traversé dans son histoire par le dilemme entre rester politisé ou se focaliser sur la seule dimension épistémique. Il y a près d'un siècle, les premiers courants rationalistes français vont s'organiser en vue d'opposer la science aux courants défendant la radiesthésie, l'anthroposophie ou autres pratiques mêlant occultisme et théories pseudo-scientifiques. Autrement dit : les REC prolongent une stratégie déjà déployée, testée et analysée. Et diverses analyses historiques tendent à montrer que la seule dimension épistémique ne modifie pas de manière significative les croyances : être « du bon côté » du savoir scientifique ne semble pas suffire. La persistance des croyances ésotériques montre ainsi que la simple réfutation ne faisait pas changer d'avis un groupe cible, il faut également chercher à comprendre *les raisons de la croyance* et inclure des dimensions éthiques en fonction de ces raisons.

...les gardiens de la rationalité consacrent certes tous un chapitre ou un paragraphe à « l'esprit scientifique » ou à « la connaissance du monde extérieur ». Mais au lieu d'une initiation épistémologique, ils se contentent d'invoquer comme une sorte de fétiche l'esprit critique, le contrôle, l'objectivité sans aucune règle pratique de conduite expérimentale. [...] Leur critique consistent en général en une collection interminable d'évocations vagues, d'expériences accablantes, mais citées sans références aucune, sans précision des protocoles, sans aucun moyen de vérification ou même de discussion des résultats. [...] Il n'y a pas d'argumentation plutôt de la vitupération. Le but est de discréditer, de railler, de dénoncer une imposture

scientifique si bien que le ton tourne parfois à l'insulte.
[Bensaude-Vincent & Blondel, 2002, pp.162-163]

Au regard de cette analyse historique, on comprend également la critique envers le modèle du déficit, ainsi que la constitution d'autres modèles de diffusion des savoirs scientifiques. Une évolution dont les traces sont peu visibles aux REC et, de manière plus générale, dans le champ de la vulgarisation de l'EC. Cette dernière cède — parfois, sous contrainte de format — à la simplification abusive, et ne présente souvent les sciences que sous le seul angle de leurs résultats. Cela peut contribuer à diffuser une vision clichée des sciences comme une succession de consensus stabilisés auxquels il conviendrait principalement de se conformer, plutôt que comme des « constructions humaines appelées à évoluer » [Crahay & Fagnant, 2007].

Pour revenir à la politisation, le cadrage rationaliste tend à laisser dans l'ombre les conditions sociales de mise en débat des enjeux ou à se focaliser sur la mauvaise échelle, comme l'a notamment souligné A. Moukheiber. L'un des angles morts tient alors à la place accordée au public : faute d'une réflexion sur ses caractéristiques et ses conditions d'appropriation, la vulgarisation est traitée comme une simple transmission, plutôt que comme un dispositif de médiation situé. Dans une perspective proche, J.-B. Comby montre que certains cadrages de vulgarisation produisent un déficit de vision d'ensemble en mobilisant des catégories a-sociologiques⁵⁶, ce qui éclaire les limites d'une politisation simplement déclarative [Comby, 2015, p.115]. On retrouve, dans certaines interventions des REC, des catégories qu'il qualifie d'« universalisantes », qui tendent à dissoudre les responsabilités (*ibid*, p.37) en ne désignant pas de responsables. Le problème est alors formulé en termes généraux (« les fausses informations », ou une « tendance naturelle à... »), au risque d'invisibiliser les choix politiques et les asymétries sociales qui structurent ces phénomènes, tout en prétendant y sensibiliser.

En guise de bilan intermédiaire, on observe un décalage entre la promesse programmatique des REC — outiller le public pour « penser par soi-même » — et la portée effective des conférences en matière de politisation. D'un côté, plusieurs interventions relèvent d'une vulgarisation non-critique, qui vise à transmettre des faits sans réelle mise en débat ni participation du public ; de l'autre, la majorité des interventions relevant d'un cadrage rationaliste tendent à problématiser les enjeux sur un mode principalement épistémique et individualisant, qui ne politise qu'une partie des questions. Par ailleurs, la forte spécialisation thématique d'une part du corpus limite la possibilité de dégager une lecture transversale du « désordre informationnel » et de ses déterminants structurels. Enfin, l'absence de définition stabilisée de l'EC produit un effet d'hétérogénéité : elle fragilise la cohérence d'ensemble, mais peut aussi fonctionner comme une ressource, en autorisant — dans les marges du festival — l'expression de cadrages minoritaires (antiracisme, féminisme, antispécisme) qui auraient été moins probables dans un dispositif plus strictement unifié autour d'une conception dominante et rationaliste de l'EC.

56 Dans ses travaux sur la dépolitisation des enjeux environnementaux, Comby montre que des discours de ce milieu reposent souvent sur une lecture « a-sociologique » — c'est-à-dire formulée sur un mode universaliste (« l'humain », « l'activité humaine ») ou strictement individualisant (gestes, comportements, responsabilité personnelle). Ce discours prétend sensibiliser aux enjeux de climat et favoriser l'action, mais rend peu visibles les asymétries sociales de responsabilité et de capacité d'agir, ce qui tend à limiter la portée politique de la vulgarisation. Cette dynamique est renforcée lorsque les principaux destinataires appartiennent aux groupes socialement favorisés, dont les pratiques peuvent être à fort impact : des messages homogènes produisent alors des effets inégaux, car ils s'adressent à des situations sociales structurellement différentes.

Conclusion

Une réponse politique aux désordres informationnels relevant d'un cadrage rationaliste

En réponse à un ensemble de constats sur le monde informationnel — plus ou moins corroborés par la recherche scientifique — un certain nombre d'actions publiques ont voulu répondre en proposant des dispositifs autour de l'esprit critique. Ce mémoire visait à mieux comprendre la mise en débat, dans un sens individualisant, des questions de désinformation à travers le champ de la vulgarisation de l'esprit critique. Plutôt que de considérer la vulgarisation de l'esprit critique comme un simple "relai" pédagogique de résultats scientifiques, ce mémoire l'a abordé comme un dispositif de cadrage : un ensemble de formes discursives et de médiations qui stabilisent une intelligibilité commune des "désordres informationnels". Ce choix s'est justifié de deux manières : d'une part, l'éducation à l'EC s'est largement développée en réaction à ces transformations récentes du débat public ; d'autre part, les acteurs de ce milieu — comme l'illustre la communication publique des REC — revendiquent explicitement répondre à ce problème public.

L'analyse met en évidence un déséquilibre. Alors que nous avons distingué trois cadrages existants, le cadrage rationaliste s'impose largement dans la plupart des espaces discursifs analysés, faisant des désordres informationnels une question qu'il faut combattre par des bonnes pratiques individuelles (s'informer correctement, renforcer l'esprit critique, la culture scientifique et la *media literacy*). Cette hégémonie s'accompagne d'une tension persistante entre la mise en avant "des sciences" et l'invisibilisation récurrente d'approches issues d'autres disciplines — pourtant pleinement scientifiques — qui décrivent les désordres informationnels comme des phénomènes structurés par des environnements socio-techniques et économiques. En se focalisant sur un outillage cognitiviste/physiciste, sont d'abord invisibilisés des perspectives comme l'épistémologie sociale, et en conséquence les objectifs éducatifs qui sortent du seul cadre individuel.

"L'esprit critique" est présenté comme s'exerçant constamment par le transfert des compétences scientifiques aux capacités « naturelles » dans l'analyse des informations et des sources. La dimension analytique des productions est soumise aux liens qui peuvent être effectués avec le domaine scientifique. L'analyse ne s'appuie dès lors pas sur des compétences scientifiques issues des sciences sociales : analyse du discours, discussion des effets de cadrage ou des effets induits par les lignes éditoriales des espaces médiatiques, par exemple. L'approche [dominante] donne un rôle prépondérant aux sciences expérimentales. [OPSN, 2025, p.23]

De ce fait, l'apprentissage d'une analyse critique des médias, le développement d'une réflexivité sur les implicites discursifs et la prise en compte des contextes socio-économiques tendent à être marginalisés dans les politiques publiques dites d'« esprit critique ». Or, si l'on se réfère à l'histoire des courants pédagogiques et philosophiques dont ces démarches sont issues, des objectifs de changement social plus ambitieux pouvaient être envisagés. Dans les faits, la définition des

objectifs, puis la conception des dispositifs censés les réaliser, ont conduit à réduire sensiblement la portée transformatrice qu'une EEC aurait pu revêtir. Plus largement, si une forme d'« esprit critique » est aujourd'hui privilégiée comme réponse, les politiques publiques en mesure de combattre les désordres informationnels à la racine, c'est-à-dire au niveau de leurs conditions de production et de circulation, demeurent pour l'instant en suspens⁵⁷.

Le champ de l'esprit critique en proie à un double risque

En introduction était évoqué le manque de connaissance du contexte non-scolaire pour ce qui concerne l'EC. À partir de l'analyse des Rencontres de l'esprit critique, on a pu dresser un certain nombre de constats sur le champ, et plus spécifiquement sur l'idée de « vulgariser l'esprit critique ». Lors de la présentation du dispositif du festival, on avait présenté les deux problèmes auxquels les REC devaient faire face :

- (A) le risque de reconduire un modèle « déficitaire », où l'expertise vient corriger un public supposé ignorant. Cela tend surtout à produire une image simplifiée de la science (davantage centrée sur des résultats et des « bonnes réponses » que sur les controverses, les procédures et les incertitudes).
- (B) le risque, plus spécifique au cadrage de esprit critique, d'entretenir un flou conceptuel et des glissements permanents qui alimentent l'amalgame et le hors-sujet. À force de vouloir rendre l'EC immédiatement mobilisable, on en vient à stabiliser un cadrage étroit et peu réaliste psychologiquement, facilement communicable et "vendable".

Pour ces deux risques, l'analyse met en évidence que les Rencontres de l'esprit critique reconduisent souvent un traitement simplificateur des sujets, adossé à un rapport déficitaire au public — typiquement formulé sous la forme : « ce que dit la science sur ce sujet en 30 minutes ». Malgré l'ambition affichée dans la communication de l'événement, l'examen des conférences révèle une lisibilité parfois incertaine de l'objet traité, une cohérence thématique limitée, et une posture d'énonciation qui maintient le public dans une position surtout réceptive. Cette configuration conduit alors à interroger l'idée d'une *transférabilité de l'EC*. Le dispositif semble supposer que l'écoute de contenus experts suffit, à elle seule, à transformer durablement des dispositions et des pratiques en dehors du cadre festivalier. Or, ce présupposé est cohérent à l'intérieur d'un cadrage rationaliste assumant une conception scientifique : si la parole d'expert-es suffit à fonder de « meilleures » décisions collectives, alors les REC constituent effectivement un levier pertinent. En revanche, dès lors qu'on se place dans d'autres traditions — notamment en SIC/SDE — l'évaluation change, et conduit à juger insuffisants le niveau de politisation et le type d'« esprit critique » qui émergent majoritairement de ce milieu dans sa forme actuelle. Beaucoup de ces membres questionnent déjà l'idée d'une science « au-dessus du politique », une vision qui

57 Une piste indiquant un possible infléchissement de l'action publique sur ce sujet est le récent rapport de la Direction interministérielle de la transformation publique (DITP). Celui-ci souligne les effets limités des interventions centrées sur les individus et affirme que la lutte contre les désordres informationnels suppose prioritairement des leviers systémiques. En articulant les apports des sciences cognitives avec ceux des sciences sociales, le rapport formule notamment des recommandations relatives au design des plateformes et au soutien à la presse locale, en insistant sur la nécessité d'agir sur les conditions d'adhésion aux fausses informations. URL : <https://www.modernisation.gouv.fr/publications/lutter-efficacement-contre-les-manipulations-de-linformation>

tend à dépolitiser certains enjeux [Gaillard, 2024] et à restreindre les prises possibles pour leur analyse critique.

À ce stade, il convient néanmoins de rappeler les limites de cette enquête. D'une part, l'évaluation du « niveau de politisation » des REC (ou plus largement de la vulgarisation de l'EC) demeure étroitement dépendante de la définition de l'esprit critique que l'on mobilise, et toute enquête sur ce milieu aura comme limite d'en fixer les bornes de manière nécessairement arbitraire. Dans ce cadre, il n'a pas été possible d'intégrer de manière systématique la question du rapport aux disciplines scientifiques mise en évidence dans les sources mobilisées ; or, un tel approfondissement aurait été pertinent pour décrire plus finement les hiérarchies disciplinaires qui orientent ce qui est présenté comme "scientifique" et légitime au sein du dispositif. D'autre part, le matériau empirique retenu — essentiellement un corpus de conférences et de communications — comporte un biais de sélection : il rend surtout visibles les contenus "programmés" et les contraintes d'un format-scène, au détriment d'autres espaces (échanges informels, stands, sociabilités, discussions en ligne) où peuvent se jouer des formes différentes d'appropriation et de mise en débat. Ces limites invitent ainsi à poursuivre, dans une perspective SIC, un programme de recherche articulant l'analyse des dispositifs et des cadrages à une enquête de *réception* afin de documenter ce que les publics retiennent, transforment — ou non — dans leur rapport à l'information, et les conditions sociales et médiatiques qui rendent certaines conceptions de l'« esprit critique » plus diffusables/légitimes que d'autres.

Les REC apparaissent à la fois comme victimes — et, dans une certaine mesure, co-productrices — du flou conceptuel qui traverse l'« esprit critique ». En l'absence de *gate-keeping* stabilisé, les frontières entre expertise thématique, compétence de vulgarisation et popularité demeurent poreuses. Il devient ainsi possible de se saisir d'un sujet, de s'auto-désigner comme "expert-e", puis de faire reconnaître cette identité par la simple intégration au programme ou des dispositifs relevant d'une logique similaire. Ce fonctionnement n'est pas un cas isolé : il s'inscrit dans un écosystème où la popularité de la formule "esprit critique" favorise structurellement des glissements permanents et des formes d'autorité faiblement filtrées. Ce constat renvoie plus largement à un paradoxe constitutif du milieu de l'EC : il revendique "les sciences" comme horizon de légitimation, tout en se tenant souvent à distance des règles ordinaires de validation associées au champ de la recherche, comme la spécialisation disciplinaire, l'épreuve de publication, etc. Dès lors, l'enjeu dépasse le seul cas des REC : il rejoint une question classique en SIC, celle des conditions sociales et médiatiques permettant la médiatisation d'un discours, et de la multiplication de figures publiques autorisées à prendre la parole comme expert-es sans disposer d'une expertise constituée. Une tendance qui a des effets sur la définition des problèmes publics et de leur mise en débat.

Au-delà du seul cas de l'esprit critique, la multiplication des nouvelles figures de la vulgarisation apparues avec le web appelle un questionnement plus général. L'émergence de « créateurs de contenus devenus vulgarisateurs » évoqué précédemment, combinée à des plateformes qui structurent la production de discours autour de la visibilité et de l'engagement [Guéraud-Pinet & Le Forestier, 2025] favorise une médiation scientifique guidée par les tendances plus que par la maîtrise des savoirs. Ces acteur-ices ne sont ainsi pas toujours familiarisé-es avec une littérature pourtant ancienne, qui a remis en cause — depuis plusieurs décennies — le modèle déficitaire de la vulgarisation. Du reste, le champ professionnel de la médiation scientifique demeure lui aussi

peu sensibilisé à ces débats, en particulier car il demeure relativement autonome [Lamerle, 2025] du champ universitaire, donc des recherches en SIC et SDE.

Bien que des méta-analyses soulignent l'inefficacité du débunking pour contrer la désinformation [Chan *et al.*, 2017], l'absence de critères d'entrée dans le champ de l'EC fait obstacle - par avance - à l'organisation d'un dialogue science/société réellement fécond. Il s'agit donc moins de constater ce déficit que d'interroger ce que l'on peut faire de ce champ, à condition de vouloir précisément rendre ce dialogue possible. Dans la mesure où la formule « esprit critique » a été fortement mobilisée ces dernières années, l'enjeu n'est plus prioritairement de se battre pour une médiation scientifique « correcte », ni de critiquer des acteur·ices qui n'auraient pas instauré des dispositifs de régulation garantissant la rigueur ou la cohérence de leur milieu. Le « problème B » peut plutôt être interprété comme l'indice d'un noyautage de l'EC par des objectifs trop hétérogènes pour permettre, à court terme, l'émergence d'une médiation scientifique pleinement pertinente. On a montré, en outre, en quoi les REC pouvaient répondre à un besoin de visibilité pour des chercheur·euses et des vulgarisateur·ices, tant auprès du public que de leurs pairs. La participation à de tels événements contribue à une forme de validation sociale et à la construction d'une légitimité symbolique, de sorte qu'il apparaît finalement peu pertinent de se demander comment cette légitimité scientifique pourrait devenir « méritée » par l'imposition de nouvelles normes, tant le mélange permanent d'objectifs antagonistes demeure varié.

L'enjeu est plutôt de savoir *où* le grand public, inquiet pour le débat démocratique et la recherche scientifique de qualité, peut apporter sa contribution à un débat où une partie du problème est systématiquement masquée. Où se trouvent les discours permettant une mise en débat accessible de l'ensemble des enjeux entourant les phénomènes de désordre informationnel ? Où peut-on trouver une mise en débat des questions informationnelles qui favorise un mouvement de politisation, et qui permette d'avoir un public plus actif dans la construction des problèmes publics qui le concernent ?

Déplacer le cadrage sur la désinformation pour réellement la combattre

En guise de synthèse, reprenons les trois hypothèses présentées en introduction.

1. Les thématiques de l'esprit critique et de la désinformation sont présentes dans de nombreux espaces discursifs, mais les contraintes de format favorisent des récits "efficaces" : image positive et rassurante des sciences, l'EC comme un outil simple et universel, constat simpliste sur une société en danger. Cette logique rend moins "diffusables" des mises en débat plus politisées ou conflictuelles, et favorise structurellement un cadrage rationaliste sur ces thématiques.
2. En réduisant la complexité de certains phénomènes à des dichotomies binaires, le grand public n'est pas exposé aux analyses présentes dans le monde universitaire. Concernant les désordres informationnels, on ne parle pas (ou peu) des problèmes liés à la concentration des médias dans les mains d'un petit groupe d'acteur·ices, qui peuvent ainsi avoir un grand pouvoir sur le débat public contemporain. Concernant l'EC, les questionnements politiques sur la formation de citoyen·nes en capacité de critiquer le pouvoir en place — en

mêlant des questions éthiques, épistémiques et politiques — sont masqués au profit de la seule dimension épistémique.

3. Bien que le champ universitaire propose un cadrage critique et systémique des constats et des solutions sur ces sujets, les SIC et les SDE sont aujourd'hui invisibilisées dans de nombreux espaces discursifs : le grand public, ou les décideur·euses politiques, y sont moins exposé·es, et il en résulte une focalisation sur la réception de l'information d'un point de vue individuel. L'objectif part ainsi de constats exagérés et évite la mise en débat d'aspects plus systémiques.

Si l'on évoque une certaine domination du cadrage rationaliste dans divers espaces discursifs, rappelons que le cadrage critique est déjà présent dans plusieurs de ces espaces, et pourrait un jour sortir des marges. Cette piste invite à déplacer le problème : il s'agit aujourd'hui de travailler les formats permettant davantage de mise en débat. Des formats plus pertinents supposeraient de rendre visibles les controverses, d'explicitier les intérêts (économiques, éditoriaux, institutionnels) et de prendre le temps de contextualiser les circulations de l'information. L'initiative de la ressource *Éduquer aux approches critiques*, qui a synthétisé de nombreuses recherches sur la pensée critique pour produire des recommandations à destination des enseignant·es [Jeune, 2024], incarne une piste en ce sens.

L'ambition de favoriser une approche critique, qui peut réellement se saisir d'enjeux dans toute leur complexité, se révèle plus complexe que de réifier le cadrage dominant. Le paradoxe est particulièrement visible dans le contexte scolaire, où l'objectif affiché de former de futur·es citoyen·nes aptes aux débats démocratiques se heurte à une réticence persistante à outiller la critique des institutions et des conditions de production de l'autorité épistémique. Dès lors, le cadrage critique apparaît moins comme une option marginale que comme un horizon cohérent avec ces finalités, puisqu'il rend possible un déplacement des apprentissages vers la discussion des médiations, des intérêts et des rapports de pouvoir pour atteindre des objectifs *déjà revendiqués*. Cette idée que les désordres informationnels doivent être compris en contexte et non depuis une position essentialisante — par exemple les discours de type "les RSN dominés par les *fake news*" — n'est pas uniquement la position d'universitaires critiques. C'était également un point de vue du rapport coordonné par le secrétaire général de l'ONU :

La désinformation n'existe pas de manière absolue, hors de tout contexte, et les approches qui tentent de lui trouver une « solution » sans s'attaquer aux conditions qui permettent son apparition et sa propagation ne réussiront pas. Comme l'a dit la Haute-Commissaire, la désinformation est généralement le symptôme d'un système inégal, dans lequel l'ancrage profond de la discrimination, la fragilité croissante des institutions, la perte de confiance dans les structures de gouvernance et les limites imposées à l'état de droit menacent la stabilité et la coexistence pacifique. [Guterres, 2022, p.3].

On peut, pour conclure, retenir une note d'optimisme. Certes, le cadrage hégémonique contribue actuellement à une certaine dépolitisation ; toutefois, des discours critiques sont d'ores et déjà disponibles, parfois depuis des décennies. Ces derniers invitent à se décentrer, à réhabiliter l'action collective, et à considérer la désinformation comme l'expression de problèmes structurels plus vastes, auxquels il devient urgent de s'attaquer.

Bibliographie

Articles et ouvrages universitaires

- ❖ Altay, Sacha *et al.* « Quantifying the ‘infodemic’: People Turned to Trustworthy News Outlets During the 2020 Coronavirus Pandemic ». *Journal of Quantitative Description: Digital Media*, vol. 2, 2022, p.1-29.
- ❖ Altay, Sacha. « Who Is Concerned about Online False News and Why? Evidence from 46 Countries between 2018 and 2023. » *Information, Communication & Society*, 2025, September, pp.1-17.
- ❖ Altay, Sacha & Lakhli, Camille. « Are science festivals a good place to discuss heated topics? » *Journal of Science Communication*, vol. 19, no 01, mars 2020, p.A07
- ❖ Altay, Sacha *et al.* « Misinformation on Misinformation: Conceptual and Methodological Challenges ». *Social Media + Society*. 9(1), Jan. 2023.
- ❖ Allard-Huver, François & Piponnier, Anne « La médiatisation des sciences » Dans : Chambru, Mikael *et al.* (dir.) *La communication des sciences. Vulgariser, politiser, médiatiser*. Coll. “Communication, médias, sociétés”, PUG, nov. 2025, p.77-95.
- ❖ Andro, Gaïd. « Quelles postures professionnelles de neutralité en éducation morale et civique (EMC) en France ? », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 21 \ | 2022, p.69-86.
- ❖ Bardin, Laurence. *L'analyse de contenu*. Presses Universitaires de France. Collection « Quadri manuel », (première ed. 1977), 2013. 291p.
- ❖ Bennett, W. Lance & Livingston, Steven. « The disinformation order: Disruptive communication and the decline of democratic institutions » *European Journal of Communication*, vol. 33, no 2, avril 2018, p.122-139.
- ❖ Bennett, W. Lance & Livingston, Steven (ed). *The Disinformation Age*. Cambridge: Cambridge University Press, 2020.
- ❖ Bensaude-Vincent, Bernadette. « Splendeur et décadence de la vulgarisation scientifique ». *Questions de communication*, 2010/1 n° 17, 2010. p.19-32.
- ❖ Bensaude-Vincent, Bernadette & Blondel, Christine (dir.), *Des savants face à l'occulte, 1870-1940*, La Découverte, 2002, 236 p.
- ❖ Bihl, Julia. « La littératie médiatique par et pour l'empowerment : La place du pouvoir d'agir dans un dispositif évaluatif de compétences ». *Spirale - Revue de recherches en éducation*, 2020/3 N° 66, 2020. p.65-75.
- ❖ Bigot, Laurent. « Le fact-checking ou la réinvention d'une pratique de vérification ». *Communication & langages*, 2017/2 N° 192, 2017. p.131-156.
- ❖ Bodin, Cyrille. « La vulgarisation contre la participation - Les paroles « militantes » au regard de la CNDP Nanotechnologies ». *Questions de communication. Série actes*, 2019.

- ❖ Bodin, Cyrille. « La zététique ou les usages multiples d'une mise en récit scientifique du monde social ». *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2021/S2 N° 22/3B, 2021. p.77-89.
- ❖ Bordeaux, Marie-Christine & Chambru, Mikaël. « Introduction du dossier 2025 A : dynamiques organisationnelles et professionnelles de la médiation scientifique », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°25/1, 2025, p.5 à 11.
- ❖ Bonnet, Valérie *et al.* « Disqualification des conflictualités, rétrécissement du débat, invisibilisation des valeurs : la dépolitisation en discours ». *Mots. Les langages du politique*, 2024/1 n° 134, 2024. p.9-19.
- ❖ Bonneuil, Christophe. « Introduction. De la République des savants à la démocratie technique : conditions et transformations de l'engagement public des chercheurs ». *Natures Sciences Sociétés*, 2006/3 Vol. 14, 2006. p.235-238.
- ❖ Bronner, Gérald. *La démocratie des crédules*. Paris cedex 14, Presses Universitaires de France. « Hors collection », 2013, 360p.
- ❖ Bourdieu, Pierre. « La spécificité du champ scientifique et les conditions sociales du progrès de la raison ». *Sociologie et sociétés*, vol. 7, no 1, mai 1975, p. 91-118
- ❖ Crahay, Marcel & Fagnant, Annick. « À propos de l'épistémologie personnelle: un état des recherches anglo-saxonnes ». *Revue française de pédagogie*, vol. 161, 2007, p. 79-117.
- ❖ Bodin, Cyrille & Chambru, Mikaël. « Introduction », *Études de communication*, [En ligne], 53 | 2019, mis en ligne le 15 mars 2020, consulté le 20 octobre 2025. URL : <http://journals.openedition.org/edc/9121>
- ❖ Chan, Man-Pui Sally *et al.* "Debunking: A Meta-Analysis of the Psychological Efficacy of Messages Countering Misinformation." *Psychological science* vol. 28(11), 2017, p. 1531-1546.
- ❖ Chavot, Philippe & Masseran, Anne (dir.) *Les cultures des sciences en Europe (2). Dispositifs, publics, acteurs, institutions*, Nancy : Éditions universitaires de Lorraine, 2015, 270p.
- ❖ Chavot, Philippe & Masseran, Anne. « Les politiques publiques de la communication scientifique » Dans : Chambru, Mikaël *et al.* (dir.) *La communication des sciences. Vulgariser, politiser, médiatiser*. Coll. Communication, médias, sociétés, PUG, nov. 2025, pp.29-51.
- ❖ Comby, Jean-Baptiste. *La question climatique: genèse et dépolitisation d'un problème public*. Paris. Raisons d'agir, 2015, 250p.
- ❖ Cometti, Jean-Pierre. « Raison, argumentation et légitimation: Habermas, Apel et les apories de la communication ». *Philosophiques*, vol. 19, no 1, août 1992, p. 3-24.
- ❖ Dauphin, Florian « Les Fake News au prisme des théories sur les rumeurs et la propagande », *Études de communication* [En ligne], 53 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/edc/9132>
- ❖ Dauphin, Florian « Succès et limites du debunking pour lutter contre la désinformation », *Questions de communication*, 42 | 2022, pp.315-332.

- ❖ Dauphin, Florian « Le debunking sur YouTube : une nouvelle pratique de lutte contre la désinformation en marge du journalisme. » *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 23/1A(S1), 31-45. 2023
- ❖ Degtereva, Elena & Kiriya, Ilya. « Russian TV market: Between state supervision, commercial logic and simulacrum of public service ». *Central European Journal of Communication*, vol. 3; 1(4), 2010, p.37-51.
- ❖ Domingo, Bruno. « Action publique ». *Dictionnaire d'administration publique*, Presses universitaires de Grenoble, 2014. p.23-24.
- ❖ Derèze, Gérard. *Méthodes empiriques de recherche en information et communication*. 2e éd, De Boeck supérieur, coll. "Info & com", 2019, 285p.
- ❖ Derville, Grégory. *Le pouvoir des médias*. 4e édition, Presses universitaires de Grenoble. « Politique en + », Fontaine, 2017, 224 p.
- ❖ Dewey, John. *The Public and Its Problems: An Essay in Political Inquiry*. Edited by Melvin L. Rogers, Penn State University Press, (2012). JSTOR, 1927, 192p.
- ❖ Emprin, Fabien. « Les apports d'une analyse statistique des données textuelles pour les recherches en didactique : l'exemple de la méthode Reinert », *Annales de Didactique et de Sciences Cognitives*, 23 | 2018, p.179-200.
- ❖ Farchy, Joëlle. & Tallec, Steven. « De l'information aux industries culturelles, l'hypothèse chahutée de la bulle de filtre ». *Questions de communication*, 2023/1 n° 43, 2023. p.241-268.
- ❖ Firode, Alain « L'épistémologie poppérienne et la question de l'esprit critique dans l'enseignement scientifique », *RDST*, 28 | 2023, p.31-48
- ❖ Foucart, Stéphane & Horel, Stéphane & Laurens, Sylvain, *Les gardiens de la raison. Enquête sur la désinformation scientifique*. La Découverte, collection « Cahiers libres », 2020, 368p.
- ❖ Fraser, Nancy. « 5. Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante ». Dans : *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, La Découverte, 2011. p.107-144.
- ❖ Gallezot, Gabriel & Poupardin, Elsa. « La communication scientifique des chercheurs ». Dans : Chambru, Mikaël *et al.* (dir.) *La communication des sciences. Vulgariser, politiser, médiatiser*. Coll. Communication, médias, sociétés, PUG, nov. 2025, 176p.
- ❖ Gaillard, Robin. « Le progrès comme idéologie dépolitisante : analyse de la communication du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur la loi de programmation de la recherche ». *Mots. Les langages du politique*, 2024/1 n° 134, 2024. p.81-99.
- ❖ Goffman, Erving. *Les Cadres de l'expérience*, trad. (1991), coll "le sens commun", ed. de Minuit, 1986.
- ❖ Graber, Frédéric. « Quels adieux à Habermas ? Du (difficile) dépassement de L'Espace public en histoire ». *Participations*, 2014/3 N° 10, 2014. p.189-199

- ❖ Guéraud-Pinet, Guylaine & Le Forestier, Mélanie. « Chapitre 5. La vulgarisation scientifique sur les plateformes numériques ». Dans : Chambru, Mikaël *et al.* (dir.) *La communication des sciences. Vulgariser, politiser, médiatiser*. Coll. "Communication, médias, sociétés", PUG, nov. 2025, p.113-132.
- ❖ Horkheimer, Max. *Théorie traditionnelle et théorie critique*, collection TEL, Gallimard, éd.1996, première trad. 1974, 336p.
- ❖ Hoyningen-Huene, Paul. *Systematicity: The Nature of Science*. Oxford: Oxford University Press, 2013, 287p.
- ❖ Jacobi, Daniel & Schiele, Bernard (dir.) *Vulgariser les sciences, le procès de l'ignorance*. Ed. Champ Vallon, Seyssel, 1988, 286p.
- ❖ Jeune, Nathanael *et al.* « Critical Thinking's Flaws: A Distributed Configurative Review to Rescue Teaching and Evaluating Critical Thinking. » (pre-print) *EdArXiv*, 18 Mar. 2026, URL : osf.io/preprints/edarxiv/4zgh8_v1.
- ❖ Jurdant, Baudouin. *Les problèmes théoriques de la vulgarisation scientifique*, Archives contemporaines, coll. « Etudes de sciences », 2009, 197p.
- ❖ Khelifi, Hadria. « La lexicométrie : un outil efficient pour l'analyse du discours ». *Colloque international Médias numériques, langues, discours, pratiques et interculturalité*, Oct 2016, Agadir, Maroc. pp.151-161.
- ❖ Kellner, Douglas, & Share, Jeff. « Critical Media Literacy Is Not an Option ». *Learning Inquiry*, vol. 1, no 1, mai 2007, p. 59-69.
- ❖ Kiriya, Ilya. « From "Troll Factories" to "Littering the Information Space": Control Strategies Over the Russian Internet. » *Media and Communication*, 9.4. 2021, p.16-26.
- ❖ Kersimont, Isabelle. *Les mots de la haine. Glossaire des mots de l'extrême droite*. Rue de Seine éd., 2023, 190p.
- ❖ Krasni, Jan. « How to Hijack a Discourse? Reflections on the Concepts of Post-Truth and Fake News ». *Humanities and Social Sciences Communications*, vol. 7, no 1, juillet 2020, p. 32.
- ❖ Labbé, Cyril & Dominique Labbé. « La distance intertextuelle ». *Corpus*, vol. 2, 2003
- ❖ Lebart, Ludovic & Salem, André. *Statistique textuelle*. Paris, Dunod, 1994, 342p.
- ❖ Lamerle, Sébastien. « Apporter du fun, fabriquer des émotions ? Remarques sur l'identité professionnelle des médiateurs et médiatrices scientifiques », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°25/1, 2025, p.95 à 108.
- ❖ Lits, Marc & Desterbecq, Joëlle. *Du récit au récit médiatique*. (2e ed.) Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur. « INFO&COM », 2017, 270p.
- ❖ Longino, Helen E. *The Fate of Knowledge*. Princeton University Press, 2002.
- ❖ Laurens, Sylvain, *Militer pour la science, Les mouvements rationalistes en France (1930–2005)*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2019.

- ❖ Magis, Christophe. « Économie politique de la communication et théorie critique des médias : Épistémologie d'un héritage théorique critique ». *Réseaux*, 2016/5 n° 199, 2016. p.43-70.
- ❖ Mahmoudi, Oum Kaltoum. « Esprit critique et pouvoir d'agir. Vers le développement d'une « attitude critique » ? », *Spirale – Revue de recherches en éducation*, vol. 66, no. 3, 2020, pp. 51-63.
- ❖ Michel, Sylvie & Michaud-Trévin, Aurélia. « XXII. Donna Haraway. Les savoirs situés : pour une pratique scientifique partielle et relationnelle ». Dans : Livian, Yves-Frédéric & Bidan, Marc. *Les grands auteurs aux frontières du management*, EMS Éditions, 2022. p.281-294.
- ❖ Mayaffre, Damon. *Vers une herméneutique matérielle numérique. Corpus textuels, Logométrie et Langage politique*. Mémoire HDR, sous la direction de Sylvie Mellet, Université Nice Sophia Antipolis, 2010.
- ❖ Neveu, Érik. « L'analyse des problèmes publics : Un champ d'étude interdisciplinaire au cœur des enjeux sociaux présents ». *Idées économiques et sociales*, 2017/4 N° 190, 2017. p.6-19.
- ❖ Odin, Roger & Péquignot, Julien. « De la sémiologie à la sémio-pragmatique, du texte aux espaces mentaux de communication », *Communiquer*, 20 | 2017, 120-140.
- ❖ Pallarès, Gwen *et al.* « Des débats numériques pour développer les compétences argumentatives des élèves sur des questions socio-scientifiques ? », *RDST*, 22 | 2020, p. 265-301 URL : <http://journals.openedition.org/rdst/3573>
- ❖ Penkauskienė, Daiva, *et al.* « How is critical thinking valued by the labour market? Employer perspectives from different european countries ». *Studies in Higher Education*, vol. 44, no 5, mai 2019, p. 804-15.
- ❖ Pereira, Irène. « Une Histoire de la Pédagogie Critique et des Études Critiques en Éducation ». *Revista Internacional Educon*, vol. 5, no 1, janvier 2024, 13 p.
- ❖ Petit, Laurent *et al.* « Chercheurs et acteurs de l'EMI : tous dans le même bateau ? ». *Communication & langages*, 2019/3 N° 201, 2019. p.89-109.
- ❖ Renault, Emmanuel. « Cartographier les sociologies critiques : définitions, justifications et modèles critiques », *Astérior* [En ligne], 27 | 2022, consulté le 22 octobre 2025. URL : <http://journals.openedition.org/asterion/8429>
- ❖ Saint-Martin, Arnaud. « Le danger sociologique? Un feu de paille » *Zilsel*, N° 3, no 1, janvier 2018, p. 411-442.
- ❖ Sauvé, Mathieu-Robert & Coutant, Alexandre. « Loi française contre la manipulation de l'information en période électorale et pratiques professionnelles des journalistes face au phénomène des fake news ». *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2023/S1 N° 23/1A, 2023. p.103-122.
- ❖ Schoute, Eric C. & Alexander, Patricia A. « A Critical Analysis of Critical Thinking Interventions in Higher Education ». *Review of Educational Research*, First published online August 12, 2025. URL : <https://journals.sagepub.com/doi/10.3102/00346543251352539>

- ❖ Simmons, Jonathan. « 'Not That Kind of Atheist': Scepticism as a Lifestyle Movement ». *Social Movement Studies*, vol. 17, no 4, juillet 2018, p.437-450.
- ❖ Vauchez, Ysé. « La crédulité des crédules. Débat public et panique morale autour des fake news en France », *Émulations - Revue de sciences sociales*, (41), Mise en ligne le 20 juin 2022. p. 71–101. URL : https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/view/paniques_morales_Vauchez
- ❖ Voirol, Olivier. « La Théorie critique des médias de l'École de Francfort : une relecture ». *Mouvements*, 2010/1 n° 61, 2010. p.23-32.
- ❖ Vuolanto, Pia & Kolehmainen, Marjo. « Gendered Boundary-Work within the Finnish Skepticism Movement ». *Science, Technology, & Human Values*, vol. 46, no 4, juillet 2021, p. 789-814.
- ❖ Wagner, Anne-Catherine, «Champ », dans : Paugam Serge (dir.), *Les 100 mots de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que Sais-Je ? », 2e édition, 2021, 128p.
- ❖ Ward, Jeremy K. & Peretti-Watel, Patrick. « Comprendre la méfiance vis-à-vis des vaccins : des biais de perception aux controverses ». *Revue française de sociologie*, 2020/2 Vol. 61, 2020. p.243-273.
- ❖ Zittoun, Philippe. « Approche pragmatique ». Dans : Boussaguet, Laurie *et al. Dictionnaire des politiques publiques, 5e édition*. Paris, Presses de Sciences Po. « Références », 2019, p.74-81.
- ❖ Zuboff, Shoshana. *L'âge du capitalisme de surveillance*, Paris, Zulma (traduit), 2020, 720p.
- ❖ Zakharova, Gulnara. « Quand l'émotion l'emporte sur la raison : les publics de RT France face au terme de fake news ». *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2023/S1 N° 23/1A, 2023. p.123-134.

Thèses et mémoire de recherche

- ❖ Barbier, Charlotte. *Développer l'esprit critique des élèves : analyse des conceptions, des pratiques déclarées et des choix de ressources d'enseignants de collègue*. Thèse en science de l'éducation, sous la direction d'Éric Bruillard, Université Paris Cité, 2024. 501p.
- ❖ Berriche, Manon. *"Tu crois que c'est vrai ?" Diversité des régimes d'énonciation face aux fake news et mécanismes d'autorégulation conversationnelle*. Thèse de Sociologie et sciences de l'éducation, sous la direction de Dominique Cardon et de Sophie Pène, Université Paris Cité, Paris, 2024.
- ❖ Bodin, Cyrille. *Espace public et champ scientifique : la publicisation des agents scientifiques sous l'emprise de l'idéologie de la vulgarisation*. Thèse en sciences de l'information et de la communication. Sous la direction d'Isabelle Pailliar, Université Grenoble Alpes, 2013.

- ❖ Mahmoudi, Oum Kaltoum. *Formes et formule : "Former l'esprit critique". Des discours sur l'esprit critique à la fonction critique de la culture informationnelle*. Thèse en Sciences de l'Information et de la communication, sous la direction de Widad Mustafa El Hadi, Université de Lille, 2022.
- ❖ Schöpfer, Céline. *Peut-on encore sauver l'esprit critique ? Tentative de réingénierie conceptuelle à partir d'un examen empirique de ses limites*. Thèse en philosophie expérimentale, sous la direction de Cova, Florian. Genève, 2025.
- ❖ Vauchez, Ysé. *Produire le vrai sur le faux. Sociologie politique des discours et pratiques de lutte contre les fake news*. Thèse en sociologie, sous la direction de Nicolas Hubé, CESSP, Paris, 2024, 695p.

Rapports publics

- ❖ Bronner, Gérald (dir.). *Les lumières à l'ère numérique*. Rapport à la Présidence de la République, 2022. URL : <https://www.vie-publique.fr/rapport/283201-lumieres-l-ere-numerique-commission-bronner-desinformation>
- ❖ Collectif OPSN 2023. *Conceptions de l'esprit critique dans le domaine éducatif : les limites d'un « remède à la désinformation »*. Rapport de l'Observatoire des Pratiques Socio-Numériques (OPSN), 2025. URL : https://www.lerass.com/wp-content/uploads/2025/09/Rapport_OPSN_2025_Esprit-critique_RVB_VF.pdf
- ❖ DITP (Direction interministérielle de la transformation publique). *Rapport sur les déterminants sociaux de la désinformation*. 11 février 2026. URL : <https://www.modernisation.gouv.fr/publications/lutter-efficacement-contre-les-manipulations-de-linformation>
- ❖ Facione, Peter A. et al. *Critical Thinking: A Statement of Expert Consensus for Purposes of Educational Assessment and Instruction*. American Philosophical Association, (Rapport de recherche) ERIC, 1990. URL : <https://philarchive.org/rec/FACCTA>
- ❖ Guterres, António. *Combattre la désinformation pour promouvoir et protéger les droits humains et les libertés fondamentales*. Rapport du Secrétariat général des Nations Unies, août 2022. URL : <https://www.un.org/fr/countering-disinformation>
- ❖ Jeune, Nathanael (dir.). *Éduquer aux approches critiques*. ÉPhiScience Éd., 2024. URL : https://dl.ephiscience.org/esprit-critique-resource/RessourceEEC_VF.pdf
- ❖ Pasquinelli, Elena & Bronner, Gérald (dir.). *Éduquer à l'esprit critique — Bases théoriques et indications pratiques pour l'enseignement et la formation*. Rapport du Conseil scientifique de l'éducation nationale (CSEN), 2021. URL : https://www.reseau-canope.fr/fileadmin/user_upload/Projets/conseil_scientifique_education_nationale/Ressources_pedagogiques/VDEF_Eduquer_a_lesprit_critique_CSEN.pdf
- ❖ PNUD. *Signals Spotlight 2024 : Un espoir pour toutes les générations*. New York, 2024, p. 99-100. Consulté en ligne le 29 novembre 2025. URL : <https://www.undp.org/future-development/signals-spotlight-2024>
- ❖ Wardle, Claire & Derakhshan, Hossein. *Les désordres de l'information : vers un cadre interdisciplinaire pour la recherche et l'élaboration des politiques*. Rapport public. Strasbourg : Éditions du Conseil de l'Europe, 27 septembre 2017, 121 p. URL : <https://edoc.coe.int/en/media/7495-information-disorder-toward-an-interdisciplinary-framework-for-research-and-policy-making.html>

Annexes

Glossaire des sigles

- **EMI** : Éducation aux médias et à l'information.
- **EEC** : Éducation à l'esprit critique.
- **SIC** : Sciences de l'information et de la communication.
- **SDE** : Sciences de l'éducation.
- **RSN** : Réseaux sociaux numériques (ou socio-numérique), au sens des plateformes qui proposent un service de communication numérique.
- **REC** : Les Rencontres de l'Esprit Critique.
- **CSEN** : Conseil scientifique de l'Éducation nationale
- **OPSN** : Observatoire des pratiques socio-numériques

Disponibilité des données

Je souhaite rendre disponible les données et les critiques que je trouverais pertinentes pour ce mémoire. A cette fin, vous pouvez me contacter par mail :

tranxen@mythodologie.fr

ou consulter la page dédiée sur mon blog personnel, mise à jour régulièrement :

<https://tranxen.fr/memoire-sur-le-champ-francais-de-lesprit-critique/>

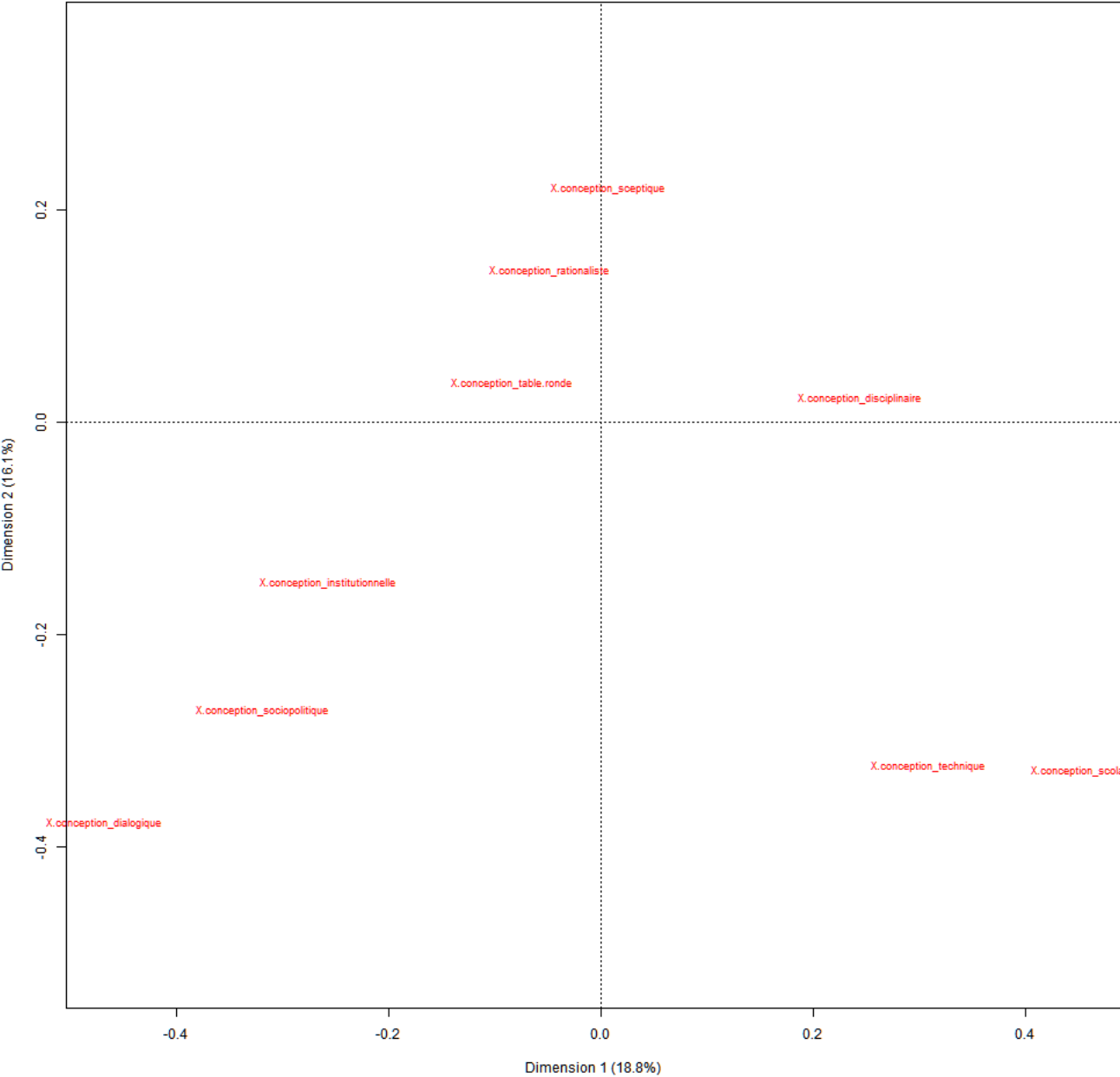
Annexe 1 : Typologie des cadrages

Étapes	RATIONALISTE	CRITIQUE	AUTORITAIRE
<i>1/ Identification du comportement désigné comme problématique par des entrepreneurs de cause</i>	Arrivée d'Internet et des RSN : les internautes consomment de l'information moins régulée par les <i>gate-keepers</i> traditionnels.	Un petit groupe de personnes concentrent un grand pouvoir d'influence sur le monde des médias, donc sur la société.	Les contestations, les discours existant dans des espaces journalistiques, artistiques ou scientifiques pluralistes, menacent la doctrine traditionnelle.
<i>2/ Construction d'un récit diagnostiquant la nature du problème</i>	Le grand public, particulièrement les jeunes et les personnes peu dotées en capitaux, est crédule face à ce qu'il entend. Cela entraîne des problèmes qui menacent la démocratie : désinformation, complotisme, défiance.	L'émergence des « désordres informationnels » résulte de chaînes de médiation qui configurent inégalement visibilité, crédibilité et circulation des contenus. Une démocratie réelle se mesure aussi à sa capacité à contester ces mécanismes, non à les renforcer.	Des acteurs hostiles sapent l'unité nationale / les valeurs ; il faut rétablir une vérité légitime (souvent nationale, civilisationnelle) pour protéger l'ordre social hiérarchisé.
<i>3/ Justification que le problème est d'une gravité particulière</i>	Actes jugés "irrationnels" : les résultats de certaines campagnes électorales, les attentats terroristes, la dégradation du débat public.	Le pouvoir donné aux propriétaires des grands médias vient affaiblir tous les contre-pouvoirs, ce qui facilite des dynamiques de domination et des entrepreneurs politiques autoritaires.	Récit de menace existentielle (déclin, chaos, perte d'identité, insécurité), le durcissement voire la restriction de libertés fondamentales.
<i>4/ Popularisation du cadrage dans la sphère publique</i>	Grande quantité d'émissions TV/radio sur "le danger de la post-vérité et du règne de l'émotionnel" sous l'angle transversal des <i>fake news</i> .	Quelques interventions de chercheur·euses vers le grand public : rapports de synthèse, conférences de médiation scientifique ou dans des milieux militants.	<ul style="list-style-type: none"> • Médiatisation d'informations qui servent un narratif anti-progressiste. • Financement de médias par des milliardaires proches de l'extrême droite.
<i>5/ Solutions et actions publiques proposées</i>	<ul style="list-style-type: none"> • débunkage et fact-checking • cours d'EMI et "vulgarisation de l'esprit critique" • affirmation de la supériorité épistémique des sciences et des médias traditionnels 	<ul style="list-style-type: none"> • construction d'espaces d'apprentissage horizontaux, propices au développement de postures critiques et d'humilité épistémique • régulation des structures pour favoriser la démocratie : pluralisme, transparence, protection des contre-pouvoirs. 	Restriction de l'expression, mise sous tutelle des institutions (médias, université, justice, autorités indépendantes) par l'État et/ou des groupes propriétaires.

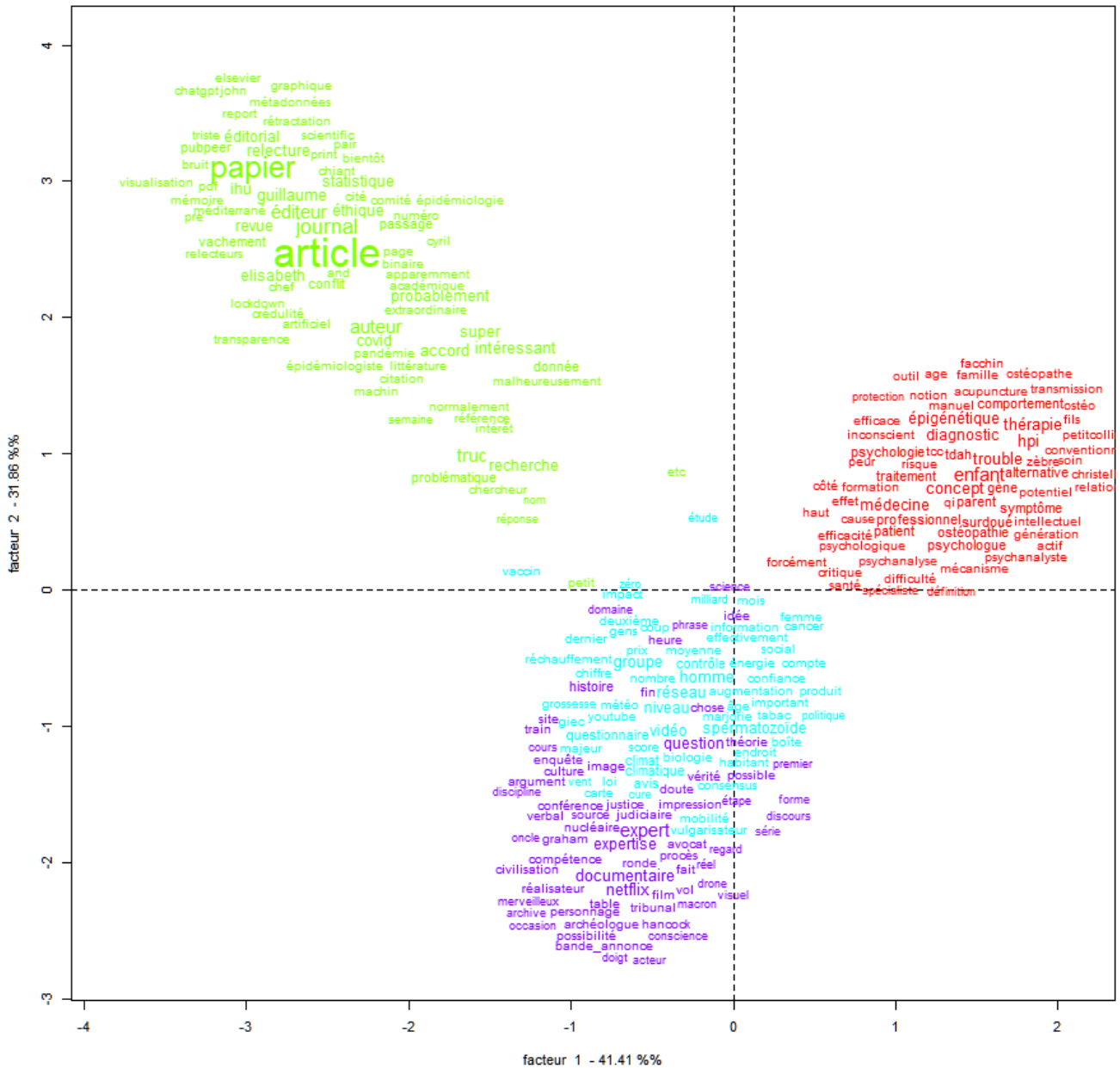
Annexe 2 : Typologie des 8 conceptions de l'EC

Conception de l'esprit critique	Finalités de l'EC	Démarches jugées critiques	Ressources ou outils pour le développer
Rationaliste	Former des croyances et prendre des décisions rationnelles	Démarches évaluatives et réflexives centrées sur des aspects épistémiques	Manuels de pensée critique, listes de sophismes et de biais cognitifs
Sceptique	Lutter contre les pseudosciences, les discours pseudoscientifiques, le charlatanisme, les croyances irrationnelles	Débunker et vérifier des assertions à l'aide d'outils sceptiques, pour distinguer le vrai du faux. Traquer l'irrationalité (biais, sophismes) en valorisant une méthode scientifique standardisée comme critère de jugement.	Productions (vidéos, podcasts) et outils sceptiques, entretien épistémique, "concours de mauvaise foi", debunkages
Dialogique	Former des jugements et opinions éclairées, comprendre des sujets complexes	Démarches clarificatrice, délibérative, évaluative et réflexive, concernant diverses dimensions du sujet	Philosophie pour enfants, débats ouverts, cartographie de controverse
Sociopolitique	S'émanciper, comprendre le monde social, lutter contre les injustices et dominations	Démarches interprétative, évaluative et réflexive portant surtout sur des aspects éthiques, sociaux et politiques	Pédagogies critiques, cartographie de controverse, médias à analyser (cadrage, contraintes, choix)
Disciplinaire	Comprendre des sujets spécialisés, accéder et produire de nouvelles connaissances	Démarche d'enquête, démarches formatrice et réflexive, portant surtout sur des aspects épistémologiques	Manuels, cours spécifique sur les approches critique d'une discipline précise
Institutionnelle	Se prémunir des manipulations, lutter contre la désinformation, protéger la démocratie et les institutions	Démarche de vérification des informations, de reconnaissance des sources légitimes et d'auto-responsabilisation	Sites de fact-checking, moteurs de recherche, débats encadrés
Technique	Résoudre efficacement des problèmes, optimiser des processus	Démarche de résolution de problème et de conception	Situations authentiques, pédagogie par projet
Scolaire	Réussir scolairement, s'extraire de son milieu social	Démarche de réflexion et d'enrichissement intellectuel	Livres, documentaires, transmetteurs de culture légitime

Annexe 4 : AFC des conceptions



Annexe 5 : AFC des termes dans le sous-corpus de la conception sceptique



Résumé

Ce mémoire interroge la manière dont « l'esprit critique » est mobilisé comme remède à la désinformation en France, à partir de l'étude du festival des Rencontres de l'Esprit Critique (REC). La démarche combine un ancrage théorique en sociologie des problèmes publics et en sciences de l'information-communication, afin de comparer des cadrages concurrents de la désinformation (diagnostic, causes, solutions, publics visés) et d'identifier les effets d'une focalisation sur les bonnes conduites individuelles. Un travail de contextualisation permet d'analyser le « champ de l'esprit critique » comme un espace de luttes de légitimation pour en fixer la définition, structuré par l'entrecroisement — parfois contradictoire — du capital scientifique et du capital médiatique. L'enquête empirique porte sur l'édition 2024 des REC : analyse des supports de communication, caractérisation des profils d'intervenant·es, puis traitement d'un corpus de conférences et tables rondes via une analyse lexicométrique (IRaMuTeQ) complétée par une lecture qualitative. Les résultats mettent en évidence la domination d'un cadrage rationaliste, tendant à individualiser les désordres informationnels et à marginaliser des perspectives critiques issues des SHS.

Concepts-clés (FR)

esprit critique ; désinformation ; désordres informationnels ; cadrage ; problème public ; vulgarisation scientifique

Abstract (English)

This thesis examines how “critical thinking” is mobilized in France as a remedy to disinformation, through a case study of the Rencontres de l'Esprit Critique (REC) festival. Drawing on the sociology of public problems and information and communication sciences, it compares competing framings of disinformation (diagnosis, causes, solutions, and target publics) and identifies the effects of a focus on individual “good practices.” A contextualization effort then analyzes the “critical-thinking field” as a space of struggles for legitimation over who gets to define the concept, structured by the interplay—sometimes contradictory—between scientific capital and media capital. The empirical investigation focuses on the 2024 edition of REC: analysis of communication materials, characterization of speakers' profiles, and the processing of a corpus of talks and roundtables through lexicometric analysis (IRaMuTeQ) complemented by qualitative reading. The findings highlight the dominance of a rationalist framing that tends to individualize information disorder and to marginalize critical perspectives from the social sciences and humanities.

Key concepts (EN)

critical thinking ; disinformation ; information disorder ; framing ; public problem ; science popularization